

La Valeur informative des Comptes consolidés dans l'Optique des Créanciers

Aperçu sur la pratique suisse en matière de consolidation

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université
de Genève

par

EUGEN HALTINER

pour l'obtention du grade de
Docteur ès sciences économiques et sociales
mention économie commerciale et industrielle

Membres du jury de thèse

M. Ernst Bossard
professeur, St-Gall

M. André Cottier
chargé de cours, Genève

M. Pierre Folliet
professeur, Genève, président du jury

M. Jean-Pierre Leu
professeur assistant, Genève, directeur de thèse

Thèse No 263

1978

Edition Hans Schellenberg, Winterthour 1979

La Valeur informative des Comptes consolidés dans l'Optique des Créanciers

Aperçu sur la pratique suisse en matière de consolidation

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université
de Genève

par

EUGEN HALTINER

pour l'obtention du grade de

Docteur ès sciences économiques et sociales
mention économie commerciale et industrielle

Membres du jury de thèse

M. Ernst Bossard
professeur, St-Gall

M. André Cottier
chargé de cours, Genève

M. Pierre Folliet
professeur, Genève, président du jury

M. Jean-Pierre Leu
professeur assistant, Genève, directeur de thèse

Thèse No 263

La Faculté des sciences économiques et sociales,
sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse,
sans entendre, par là, émettre aucune opinion sur les propositions
qui s'y trouvent énoncées et qui n'engagent
que la responsabilité de leur auteur.

Genève, le 28 juin 1978

Le doyen:

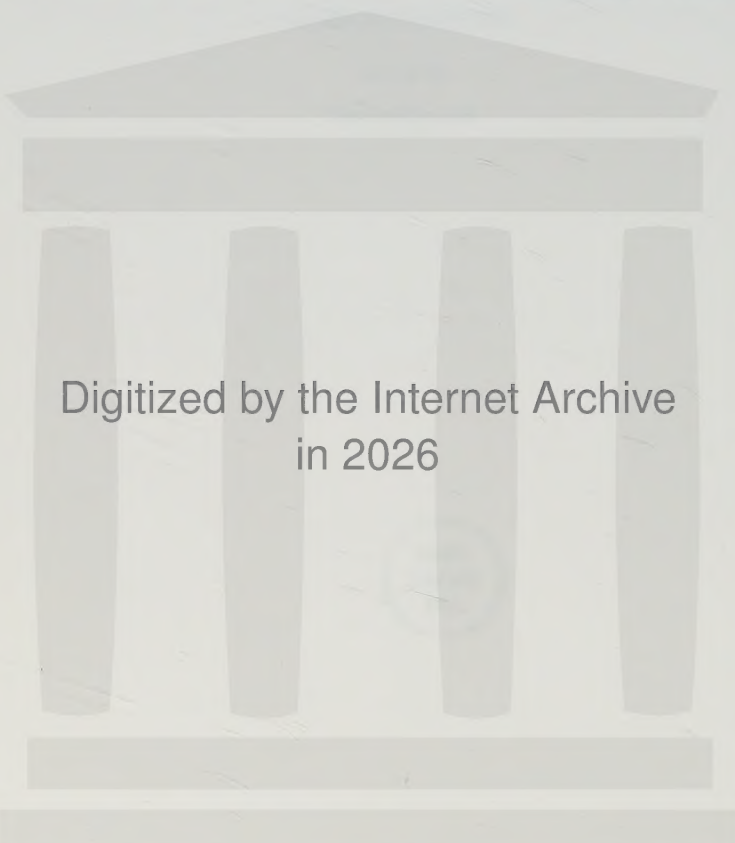
Paul Guichonnet



Je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance à M. le professeur J.P. Leu, directeur de cette thèse, qui a bien voulu me faire bénéficier de ses conseils avisés.

Mes sentiments de gratitude vont également à M. le professeur P. Folliet, à M. le professeur E. Bossard et à M. A. Cottier, chargé de cours à l'Université de Genève, pour leurs bienveillantes et intéressantes suggestions.

Que tous les praticiens de la consolidation auxquels je me suis adressé pour me documenter veuillent bien trouver ici mes sincères remerciements. Leur accueil et leur aide m'ont été précieux.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIÈRES

A	Objectif de l'étude
B	Plan de l'étude
 Première partie	 Les exigences quant à l'établissement des comptes consolidés
Chapitre 1	La notion de groupe Définition et caractéristiques d'un groupe 14 — Les liens entre entreprises de groupe 15 — L'apparementement 17
Chapitre 2	La notion de comptes consolidés La signification du terme "consolidation" 19 — Le principe des comptes consolidés 19 — Les entreprises retenues dans la consolidation 20 — Les conditions d'organisation 20 — Les comptes consolidés et le droit commercial suisse 22
Chapitre 3	Rôle des comptes consolidés pour les créanciers Les créanciers du groupe 24 — Le besoin d'information des créanciers 25 — Les sources d'information 29 — Les comptes consolidés comme source d'information 33
Chapitre 4	Exigences spécifiques des créanciers à l'égard des comptes consolidés Les conditions de la sincérité des comptes consolidés 34 — Contenu des comptes consolidés 34 — Evaluation des actifs et des engagements dans le bilan consolidé 38 — La prise en considération des variations de valeur et des risques dans le compte de profits et pertes 42 — Présentation des comptes consolidés 45
 Deuxième partie	 La pratique suisse en matière de consolidation Note préliminaire 54 — Liste des groupes examinés 55
Chapitre 5	Les conditions préluant à l'établissement des comptes consolidés Les entreprises retenues dans la consolidation 56 — Conditions respectées sur le plan de l'organisation 58 — Conclusions 59

Chapitre 6	L'évaluation au bilan et la prise en considération des variations de valeur Evaluation des créances sur clients 62 – Evaluation des stocks 63 Evaluation des immobilisations corporelles 65 – Evaluation des participations non consolidées 68 – Conclusions 69
Chapitre 7	L'évaluation et la conversion des comptes en monnaies étrangères Evaluation des comptes en monnaies étrangères 73 – Les procédés de conversion 74 – Les procédés de conversion utilisés par les groupes examinés 79 – Conclusions 83
Chapitre 8	Bénéfices et pertes résultant de transactions entre sociétés Origine et mode de traitement 86 – Traitement des bénéfices intersociétés par les groupes examinés 89 – Conclusions 91
Chapitre 9	La consolidation des créances et dettes internes Principe 92 – Traitement de la différence de consolidation 92 – Consolidation des créances et dettes par les groupes examinés 93 Conclusions 95
Chapitre 10	Les méthodes de consolidation du capital Principe 96 – Méthodes de consolidation 96 – Les méthodes de consolidation appliquées par les groupes examinés 98 – La différence de consolidation du capital 99 – Mode de traitement de la différence de consolidation par les groupes examinés 102 Conclusions 105
Chapitre 11	La consolidation du capital en présence d'actionnaires minoritaires Principe 107 – Présentation des parts d'actionnaires minoritaires 108 – Présentation des parts d'actionnaires minoritaires par les groupes examinés 109 – Conclusions 110
Chapitre 12	La consolidation du capital lors de participations réciproques Principe 111 – Modes de traitement 111 – La consolidation du capital lors de participations réciproques par les groupes examinés 112 – Conclusions 113

- Chapitre 13** **La présentation du bilan consolidé**
Forme de présentation 114 – Critères de subdivision des comptes 114 – Présentation du bilan consolidé par les groupes examinés 115 – Conclusions 117
- Chapitre 14** **La consolidation du compte de pertes et profits**
Principe 119 – La consolidation des charges et produits 119 – La consolidation des charges et produits par les groupes examinés 121 – Conclusions 123
- Chapitre 15** **La présentation du compte de pertes et profits**
Forme de présentation 124 – Subdivision du compte 125 – La présentation du compte de pertes et profits par les groupes examinés 125 – Conclusions 128
- Chapitre 16** **Conclusions finales**
Suggestions au comptable chargé de l'établissement des comptes 129 – Suggestions aux analystes 131 – Suggestions au législateur 131

Bibliographie

A *Objectif de l'étude*

Cette étude a été entreprise à la suite de *deux constatations* d'ordre différent. En parcourant la *littérature* concernant l'établissement des comptes consolidés, on s'aperçoit qu'il existe une multitude d'opinions théoriques. En les comparant, on constate une large unanimité portant sur l'application de certaines règles fondamentales de la consolidation. Par contre, lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes particuliers, les avis divergent. En examinant les *prises de position pratiques* concernant la consolidation des comptes, on constate l'apparition de critiques plus ou moins ouvertes. En général, les efforts tendant à mettre au point les méthodes d'établissement sont approuvés; on souligne cependant que l'utilisation des comptes consolidés en tant que source de renseignements ne donne pas entière satisfaction, car ils ne reflètent pas toujours d'une manière suffisamment exacte la situation financière d'une "entité économique" pour que l'on puisse prendre la responsabilité de leur publication.

Ces constatations incitent à se poser les *questions* suivantes: quelles sont les *méthodes de consolidation appliquées en Suisse* et quelle est la *valeur informative des comptes publiés*?

La réponse à ces questions, objectif principal de cette étude, dépendra d'une *analyse sur deux niveaux*.

1. Comparaison entre théorie et pratique

Les méthodes mises en pratique par des groupes suisses seront comparées aux opinions théoriques.

La comparaison mettra en évidence dans quelle mesure la pratique tient compte des contributions de la théorie comptable.

2. Appréciation de la valeur informative des comptes

La valeur informative des comptes est en partie fonction des principes et méthodes de consolidation choisis. L'appréciation de la valeur informative permet donc de définir les méthodes de consolidation aboutissant à des solutions adéquates. Afin d'obtenir des critères d'appréciation uniformes, nous tenons compte du point de vue d'un cercle précis d'intéressés.

Dans un groupe composé de sociétés par actions, les chiffres consolidés n'intéressent pas seulement la direction du groupe et les actionnaires. Ils peuvent aussi

notamment des banques en tant que bailleurs de fonds. Pour les banques, l'obtention de chiffres consolidés constitue souvent une condition indispensable à l'examen des demandes de crédit.

En poursuivant ces objectifs, nous visons à obtenir un aperçu de la pratique suisse en matière de consolidation. Celle-ci offre des solutions originales à certains problèmes comptables, qu'il valait la peine de mettre en évidence.

B Plan de l'étude

Notre étude est divisée en *deux parties*. La *première*, qui groupe les chapitres de 1 à 4, a pour but d'établir la notion de groupe ainsi que la définition et le principe des comptes consolidés. Il s'agira ensuite de fixer le cadre des critères permettant plus tard d'apprécier la valeur informative des comptes examinés: considérant l'intérêt des créanciers à l'égard des groupements d'entreprises, nous examinerons le rôle des comptes consolidés comme source d'informations. Enfin, l'énoncé des exigences spécifiques mettra en évidence les règles à respecter lors de l'établissement des comptes.

La *deuxième* partie, qui groupe les chapitres de 5 à 15, est consacrée à l'analyse empirique. Elle examine les solutions mises en pratique et les compare aux opinions théoriques sur la consolidation. Le champ d'analyse s'étend aux comptes consolidés de vingt groupes d'entreprises dont le siège de la maison mère est en Suisse. Nous nous limiterons à l'analyse des données publiées, car souvent elles sont les seules dont dispose le créancier.

PREMIERE PARTIE

Les exigences quant à l'établissement des comptes consolidés

Chapitre 1

La notion de groupe

I Définition et caractéristiques d'un groupe

On parle d'un *groupe* lorsqu'il s'agit d'un ensemble de deux ou plusieurs entreprises juridiquement indépendantes, mais placées sous une direction unique¹. Chacune de ces entreprises est une entreprise du groupe. Elles peuvent avoir n'importe lequel des statuts juridiques usuels². Zweifel mentionne toutefois qu'en pratique, ce sont uniquement des sociétés, notamment celles qui sont organisées corporativement, que l'on trouve parmi les entreprises de groupe³.

Le groupe est une forme particulière d'alliance entre entreprises. La notion d'alliance comprend toute forme d'entente entre des entreprises juridiquement indépendantes qui ont des relations spécifiques.

Les *deux caractéristiques* de la notion de groupe doivent être expliquées de manière plus détaillée.

1. Le regroupement d'entreprises juridiquement indépendantes

Malgré leur regroupement et leur intégration dans le cadre d'un groupe, les diverses entreprises conservent leur indépendance juridique; notamment envers des tiers (débiteurs, créanciers, etc.), les rapports juridiques n'en sont pas affectés.

En revanche, l'indépendance juridique par rapport aux membres du groupe peut être restreinte, selon le genre du regroupement. Des restrictions interviennent lorsque les relations entre les diverses entreprises sont réglementées soit par des contrats, soit par des accords. Nous constatons, dans ce cas, une dépendance dans les relations juridiques internes⁴.

1 Voir Käfer, *Probleme der Konzernbilanzen*, p. 9 et Zweifel, *Holdinggesellschaften und Konzern*, p. 61 avec indications d'autres auteurs. (Nous utilisons le mot "groupe" comme traduction du terme allemand "Konzern".)

2 Voir Zweifel, *op. cit.*, p. 64.

3 C'est pourquoi nous considérons, dans ce qui suit, que le terme de société de groupe est équivalent à celui d'entreprise de groupe.

4 Voir Maier, *Zur Problematik der Aussagefähigkeit konsolidierter Jahresabschlüsse*, p. 6.

2. Regroupement sous une direction unique

L'existence d'une direction unique est une caractéristique supplémentaire à celle de l'indépendance juridique. Elle est nécessaire afin de pouvoir qualifier de "groupe" une alliance d'entreprises. La direction unique, exercée par les organes d'une société dominante (société faîtière ou société mère), permet de diriger l'activité de l'ensemble en fonction d'objectifs communs⁵. Ces objectifs sont généralement de nature économique. Vu de l'extérieur, nous pouvons donc qualifier le groupe comme étant une *entité économique*.

L'exercice de la fonction de direction a des incidences importantes dans le cadre du groupe. Si cette fonction est véritablement exercée, il en résulte une limitation de la liberté d'action et de décision des sociétés dépendantes: celles-ci doivent se soumettre à des directives. Donc, on n'attend pas seulement de la part d'une direction unique qu'elle fixe des objectifs communs, mais aussi qu'elle fasse en sorte que ceux-ci soient effectivement poursuivis⁶. Si nécessaire, elle devra imposer sa volonté.

II Les liens entre entreprises de groupe

Après avoir relevé les caractéristiques d'un groupe, il convient maintenant de mettre en évidence la nature des *liens* qui rattachent entre elles les différentes entreprises. Parfois, l'appartenance à un groupe ne découle pas d'un fait unique; les liens sont multiples et de nature aussi bien juridique qu'économique. Pour apprécier le degré d'appartenance, il faut considérer l'ensemble de ces relations.

1. La participation au capital

Une manière très répandue de réunir des entreprises tout en leur conservant leur autonomie juridique est la participation au capital. Pour les sociétés dont le capital est divisé en actions, la prise de participation est réalisée par l'acquisition d'actions. L'acquéreur devient propriétaire de l'entreprise, au prorata de la part qu'il détient.

La part du capital social détenue par le groupe est en général déterminante pour l'appartenance au groupe. L'exercice de la fonction de direction, condition "sine qua non" pour que la société en question, dite *société fille* ou *filiale*, soit considé-

5 Il s'agit ici de groupes de subordination.

6 Voir Petitpierre, *Droit des sociétés et groupes de sociétés*, p. 36.

rée comme appartenant au groupe, n'est souvent possible que lorsque la participation atteint un pourcentage élevé.

Les regroupements d'entreprises fondés sur une participation au capital sont nommés *groupes effectifs* (faktische Konzerne). Il convient de les distinguer des groupes contractuels (Vertragskonzerne)⁷.

2. Les liens contractuels

Si l'appartenance des diverses sociétés est basée exclusivement sur des réglementations contractuelles, cette alliance sera désignée par le terme *groupe contractuel*. Dans un tel groupe, la direction dominante résultera des termes des contrats. De ce fait, l'un des partenaires a les moyens d'influencer les décisions et la gestion de la société dépendante, nommée *société affiliée*. Une multitude d'accords contractuels est possible, par exemple, des contrats de livraison et d'achat, de bail d'exploitation (fermage) et de transfert des bénéfices.

Les liens contractuels n'excluent pas une participation concomitante au capital. Au contraire, cette dernière les complète harmonieusement. Ainsi, des contrats passés avec des sociétés de faible participation peuvent renforcer l'appartenance au groupe.

3. Les autres liens entre entreprises de groupe

L'énumération des éléments susceptibles de lier les sociétés d'un groupe ne saurait être exhaustive. Indiquons toutefois, pour compléter les possibilités précitées, l'*interdépendance sur le plan personnel*, qui est un moyen approprié permettant d'imposer une gestion uniforme à l'intérieur d'un groupe. Elle s'effectue par délégation de dirigeants dans les conseils d'administration des sociétés dépendantes ou par l'échange de cadres.

L'*octroi de prêts* entre sociétés de groupe est un autre lien possible entre les divers membres. La fonction de bailleur de fonds est souvent exercée par la société faîtière elle-même. L'octroi de crédits, donc le financement des sociétés subordonnées sera, selon ses objectifs, soit son activité principale, soit une activité secondaire.

⁷ Exposé détaillé des divers liens entre les sociétés du groupe: Zweifel, op. cit. p. 71 ss. Les deux définitions précitées sont opposées d'une part à celle du groupe de subordination (Subordinationskonzern) et du groupe de coordination (Koordinationskonzern) ainsi qu'à la notion de groupe définie selon des critères économiques.

III L'apparementement

L'introduction de cette notion nous permet de décrire la structure d'un groupe, aussi bien sur le plan des liens contractuels que de ceux créés par la participation au capital. Nous définirons le terme "apparementement" en relation avec une structure de groupe se composant d'une ou plusieurs sociétés faïtières et de sociétés subordonnées.

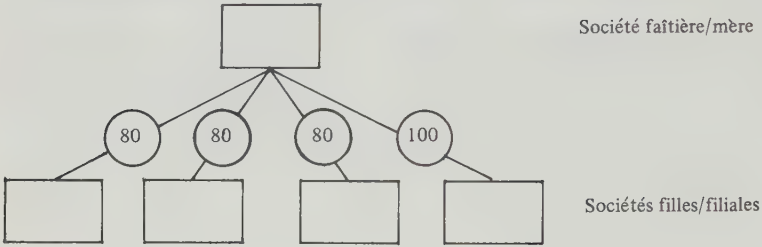
Nous distinguons des apparementements *simples* et *complexes*. On désigne par le terme "*apparementement simple*", la structure d'un groupe où il n'existe qu'une société dominante. Celle-ci ne peut avoir que des *relations directes* avec les sociétés dominées. Toutes les sociétés subordonnées dépendent directement de la société faïtière (voir p. 18, illustration A). S'il existe des dépendances *récioproques* ou *indirectes*, la structure du groupe est nommée "*apparementement complexe*". Des dépendances indirectes se présentent toujours lorsque le groupe se subdivise en plusieurs niveaux ou plusieurs degrés de subordination. Dans ce cas, la société faïtière n'est liée aux sociétés des niveaux inférieurs que par des sociétés lui étant directement subordonnées (voir p. 18, illustration B).

Dans un groupe, des liens récioproques peuvent exister aussi bien à un seul qu'à plusieurs niveaux. La caractéristique essentielle de ces relations est qu'il n'y a pas de dépendance unilatérale entre les diverses sociétés, mais un rapport de dépendance réciproque (voir p. 18, illustration C).

Exemple d'apparentements lors de la participation au capital

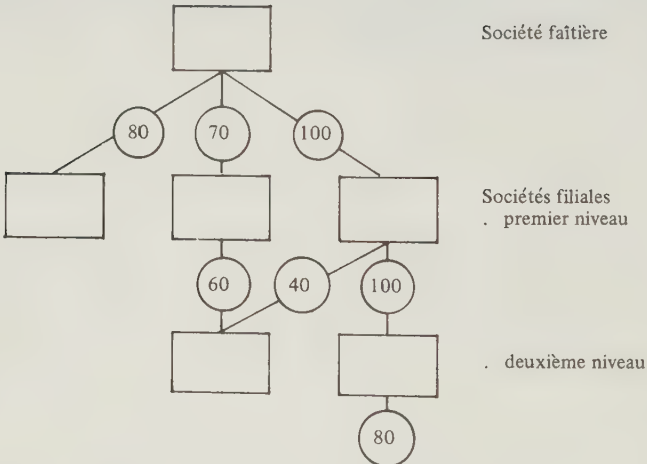
Apparentement simple

A. Participation directe

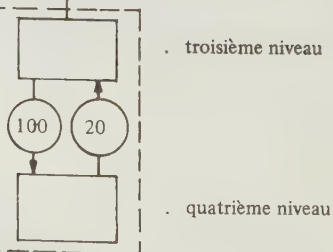


Apparentement complexe

B. Participation indirecte



C. Participation réciproque
(Entre sociétés filiales
du troisième et quatrième
niveau)



○ Pourcentage de participation

Chapitre 2

La notion des comptes consolidés

I La signification du terme “consolidation”

“Consolider” signifie à l’origine renforcer ou rendre ferme. Le substantif “consolidation” désigne, en général, le regroupement de plusieurs emprunts en un seul ou la conversion de dettes à court terme en un emprunt à long terme.

Dans notre contexte, le terme a également la signification de “regroupement”. Nous l’utilisons pour désigner le regroupement de données quelconques, notamment comptables, de plusieurs entreprises.

Le terme de consolidation n’est toutefois pas l’équivalent d’une simple addition de données; il implique également l’élimination par compensation de postes correspondants qui, s’ils étaient simplement additionnés, fausseraient la présentation.

II Le principe des comptes consolidés

Par l’intégration des comptes de plusieurs entreprises, les comptes consolidés indiquent la situation patrimoniale et bénéficiaire de l’ensemble. Composés d’un bilan et d’un compte de pertes et profits consolidé, ils sont complétés d’ordinaire par une annexe qui renseigne sur l’évolution des postes présentés, ainsi que sur les principes et les méthodes de consolidation appliqués.

Comment l’intégration des comptes doit-elle être faite pour présenter la réalité économique? Pour mettre en évidence la situation effective de l’ensemble des entreprises, les comptes consolidés doivent indiquer seuls les actifs et passifs ainsi que les charges et produits du groupe existant envers des tiers. Tous les postes réciproques, nés d’opérations entre les sociétés membres, doivent être éliminés. Ainsi, lors de participations au capital, les parts figurant au bilan du détenteur sont compensées par la fortune nette des sociétés détenues. De même sont éliminées les dettes et créances réciproques, mais aussi toutes les charges et tous les produits internes du groupe. Faute de telles rectifications, les comptes seraient gonflés et ne reflèteraient plus, envers l’extérieur, la situation réelle.

Il est évident que les comptes du groupe poursuivent un autre but que ceux des sociétés prises individuellement et qu’ils ne peuvent les remplacer. L’établissement de comptes consolidés n’a pas d’influence directe sur les comptes établis selon les dispositions du droit commercial ou fiscal. Les comptabilités des sociétés juridiquement indépendantes restent intactes et gardent leur indépendance¹. Cependant, on

¹ Voir Merme, Essai sur le rôle et la présentation du bilan consolidé, p. 209.

constate souvent une influence indirecte, lorsque la direction du groupe, tout en respectant la législation, donne des directives uniformes concernant les principes d'évaluation et d'établissement des comptes².

III Les entreprises retenues dans la consolidation

Le *champ de consolidation* englobe les entreprises dont les comptes sont consolidés par l'intégration précitée de leurs actifs et passifs.

Nous avons souligné que l'appartenance d'une entreprise à un groupe est fonction de l'ensemble des liens existant entre elle et ce groupement. Cet ensemble de rapports est également important lorsqu'il s'agit de déterminer lesquels des membres sont à consolider. L'application d'une série de critères permettra de faire ce choix.

Par exemple:

- l'importance économique de la société membre
- le pourcentage de participation au capital
- l'activité des sociétés dans le cadre d'un même secteur économique
- l'implantation géographique des sociétés

En principe, une interprétation stricte du but que l'on poursuit en établissant l'état financier d'un groupe exigerait la consolidation des comptes de toutes les sociétés. C'est uniquement de cette façon que l'on peut saisir la totalité du patrimoine, le financement par les fonds de tiers et les fonds propres, ainsi que le résultat bénéficiaire de l'entité économique.

Néanmoins, des exceptions sont admissibles, voire indispensables dans certains cas, bien que le principe énoncé ci-dessus doive autant que possible être respecté³.

IV Les conditions d'organisation

Les conditions énumérées ci-dessous ne concernent pas directement les diverses entreprises en tant que composantes de l'entité économique; il s'agit de conditions relevant du domaine de l'organisation comptable. Elles permettent d'assurer *l'unité formelle et matérielle* des comptes à consolider. Si l'on négligeait de les respecter en

² Voir ci-après, IV Les conditions d'organisation.

³ Voir Snozzi, L'interprétation du bilan, p. 248, ainsi que Europäische Union der Vereinigung für Finanzanalyse, Die Finanzanalyse und die industrielle Konzentration in Europa, p. c-4 ss.

se basant, lors de l'établissement des comptes, sur des dispositions divergentes, il faudrait adapter ceux-ci aux exigences de la consolidation, sans quoi les comptes consolidés contiendraient des éléments hétérogènes et n'auraient de ce fait qu'une valeur informative restreinte. Si de telles adaptations étaient trop nombreuses et s'il en résultait une disproportion entre le but poursuivi et les moyens mis en oeuvre, les états financiers ne répondant pas à ces conditions seraient exclus de la consolidation.

Les auteurs Busse von Colbe et Ordelheide citent les conditions suivantes comme étant indispensables⁴ :

- l'uniformité de la période comptable
- l'uniformité du plan comptable
- .. l'uniformité des principes d'évaluation
- l'uniformité de l'unité de compte.

Les comptes à consolider doivent être bouclés non seulement à la même date, mais aussi après une période de même durée. En outre, seuls un libellé et une disposition uniforme des postes de chaque bilan et compte de pertes et profits permettront une consolidation sans équivoque.

L'unité matérielle des comptes à consolider dépend avant tout de l'application de principes d'évaluation uniformes. Lorsque les actifs et les passifs des membres d'un groupe sont évalués selon des principes divergents, les comptes consolidés contiennent des éléments hétérogènes. La présentation de la situation patrimoniale et bénéficiaire effective n'est alors plus possible. De telles divergences sont fréquentes à l'intérieur de groupes internationaux, dont les sociétés relèvent de législations diverses. Cependant, des divergences peuvent aussi se présenter lorsque tous les membres sont soumis à la même législation. C'est notamment le cas lors de dispositions légales souples qui n'imposent pas une méthode unique d'évaluation; elles peuvent en admettre plusieurs, tout en fixant la limite supérieure d'évaluation.

Les conditions ci-dessus reposent toutes sur le même principe: la nécessité d'obtenir une consolidation réelle et de pouvoir en assumer la responsabilité. Ce principe, résultat de contributions théoriques et pratiques, est déjà respecté par diverses législations.

La section suivante sera consacrée à la législation suisse en matière d'établissement de comptes consolidés.

4 Busse von Colbe et Ordelheide, Konzernrechnungslegung, p. 30 ss.

V *Les comptes consolidés et le droit commercial suisse*

Le droit commercial actuellement en vigueur ne comprend aucune norme codifiée réglant les problèmes des groupes de sociétés, à l'exception de la loi fédérale sur les fonds de placement⁵.

Le Code des Obligations (comme certaines dispositions fiscales cantonales et fédérales) mentionne certes les sociétés holding comme étant des sociétés dont le but principal est la participation à d'autres entreprises⁶. Cependant, ces dispositions ne sauraient être suffisantes comme définition légale⁷.

Le CO ne contient aucune disposition relative aux comptes de groupe⁸. Il ne prévoit ni l'obligation d'établir un bilan de groupe (les art. 957, resp. 958 CO, ne s'adressent qu'à des entreprises inscrites au Registre du Commerce), ni les principes qu'il conviendrait d'appliquer en cette matière. Pour l'établissement des états financiers consolidés, on ne peut donc s'appuyer que sur des normes codifiées de législations étrangères, ou sur les principes commerciaux de sincérité et de clarté s'adressant à toute entreprise tenue d'établir un bilan.

Nombreuses sont les voix qui exigent une législation suisse sur les groupes de sociétés⁹. Celle-ci devrait déterminer les relations entre entreprises de groupe, d'une part, et résoudre les problèmes de technique comptable, d'autre part. Elle viserait à procurer une protection efficace aux détenteurs de parts et aux créanciers étrangers au groupe.

Une occasion de proposer des bases légales pour l'établissement des comptes consolidés s'est présentée, au printemps 1968, au groupe de travail créé par le Département fédéral de Justice et Police, chargé de la révision du droit des sociétés anonymes. Ce groupe de travail n'estimait toutefois pas possible, en l'état actuel des choses, de prescrire impérativement la consolidation des comptes annuels¹⁰.

Son but n'était pas, alors, d'établir des normes de consolidation. La reprise de dispositions légales étrangères fut également repoussée, celles-ci ne tenant pas suffisamment compte des caractéristiques suisses en matière d'alliances entre entreprises. En revanche, le groupe de travail encourageait l'établissement de comptes annuels consolidés. Ainsi, l'art. 663/a de l'avant-projet du titre 26 (la société anonyme) du CO autorise la société faîtière d'un groupe à présenter elle-même

5 Voir art. 22 al. 1 et 3 de l'ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur les fonds de placement du 20 janvier 1967.

6 Art. 671, al. 4 et art. 711 al. 2 CO.

7 Voir Schlenk, Bilanzvorschriften im Konzern: Eine rechtsvergleichende Studie, p. 14.

8 Schlenk, op. cit., p. 197.

9 Voir Zweifel, op. cit., p. 145 ss et rapport annexe du Département fédéral de Justice et Police sur l'avant-projet de la loi fédérale concernant la modification du titre 26 du CO, p. 11 et 12.

10 Voir rapport précité du Département fédéral de Justice et Police, p. 16.

des comptes annuels réduits, pour autant que, parallèlement¹, soient établis des comptes consolidés selon les principes généralement admis dans le commerce et vérifiés par des contrôleurs ayant les qualifications particulières requises¹¹.

11 Art. 663/a: Lorsqu'une société dominant un groupe présente des comptes consolidés comprenant toutes ses participations majoritaires à l'intérieur du pays et à l'étranger, établis selon les principes généralement admis dans le commerce et vérifiés par un contrôleur ayant les qualifications particulières requises à l'article 727/b, elle peut faire figurer les éléments prévus à l'article 663, chiffres 1 à 3 et 8 à 10 en un seul poste regroupé de son compte de pertes et profits.

Chapitre 3

Rôle des comptes consolidés pour les créanciers du groupe

L'objectif premier de cette étude est de porter une appréciation sur les comptes du groupe tels qu'ils sont établis dans la pratique.

Pour que cette appréciation puisse se référer à un point de repère, il convient d'abord d'expliquer la position de l'intéressé. Celle-ci, une fois déterminée, nous permettra d'énoncer les critères d'appréciation.

Afin de pouvoir les déterminer de façon aussi précise que possible, nous n'avons choisi comme point de référence qu'un seul cercle d'intéressés, celui des *créanciers*. Nous n'excluons cependant pas que d'autres cercles, par exemple les actionnaires et même les dirigeants du groupe, puissent avoir des besoins d'information similaires, voire équivalents; ils pourraient donc parvenir à une appréciation comparable.

Dans ce chapitre, nous exposerons d'une manière générale les *besoins d'information* des créanciers. Ces besoins seront complétés par l'énumération des *sources d'information* qui devraient être à leur disposition. Ceci permettra ensuite de mettre en évidence l'importance qu'il faut accorder aux comptes consolidés par rapport aux autres bases de renseignements.

I Les créanciers du groupe

A l'examen, le cercle des créanciers se révèle être une communauté d'intérêts extrêmement hétérogène. Sa diversité résulte des multiples causes créant un rapport débiteur-créancier. On peut cependant répartir ces causes en deux catégories principales: rapports débiteur-créancier fondés sur des relations commerciales, telles que livraisons de marchandises, et d'autres basés sur des opérations de financement proprement dites. Ces dernières se concrétisent sous la forme d'octroi de prêts.

Le rapport débiteur-créancier est encore à préciser. Il s'agit en effet de savoir qui, en réalité, est le véritable débiteur. Du *point de vue juridique*, seules les diverses sociétés du groupe doivent être considérées comme débitrices. Les rapports contractuels entre débiteurs et créanciers n'ont de valeur que si les partenaires ont la capacité juridique. Or, dans le groupe, celle-ci n'est attribuée qu'aux sociétés prises individuellement et ayant un statut juridique défini¹.

Du *point de vue économique*, la notion de débiteur doit être élargie. Selon les prestations fournies, le groupe, en qualité d'entité, peut remplacer l'entreprise juridiquement responsable. Nous illustrerons plus tard ce point de vue par quelques exemples.

1 Voir chapitre 1/I: Définition et caractéristiques d'un groupe

Quelle que soit la cause dont la dette est issue, le créancier est en droit d'attendre que le débiteur soit en mesure de la régler à l'échéance.

Or, le risque que le débiteur soit en défaut² existe normalement dans tout rapport débiteur-créancier. Comme l'échéance d'une dette se situe toujours dans le futur, d'innombrables facteurs peuvent survenir, qui entraînent chez le débiteur des changements de situation ne lui permettant plus de faire face à ses engagements parvenus à échéance.

Afin d'apprécier ce risque, le créancier doit se renseigner à temps et de manière complète sur le débiteur. Plus il apportera de soin à cette tâche, mieux il sera à même de mesurer le risque qu'il court.

II Le besoin d'information des créanciers

Le choix définitif des informations à recueillir dépend des particularités d'un rapport débiteur-créancier défini. Ainsi, l'étendue des prestations à fournir, aussi bien sur le plan du montant que de l'échéance, et la possibilité de les garantir sont déterminantes.

Dans le cadre des considérations qui suivent, ce choix n'est fait que par rapport à deux hypothèses.

Nous partons de l'hypothèse que le débiteur, à l'échéance, devra *s'acquitter de ses engagements avec des unités monétaires*. Ce cas, de loin le plus fréquent dans les rapports débiteur-créancier, se distingue du remboursement d'une dette en valeurs corporelles. On trouve cette dernière forme dans la pratique, par exemple, lorsqu'à la suite d'une commande payée par acomptes, le vendeur éteint sa dette en livrant des marchandises.

Comme deuxième hypothèse, nous supposons que le *débiteur est une société appartenant à un groupe*. Le besoin d'information devient alors plus étendu, ce dont certaines études d'économie d'entreprise³ ne tiennent souvent pas assez compte. Ce n'est plus seulement la situation financière du débiteur juridique, mais également celle du groupe qui est déterminante. Ainsi, du point de vue économique, le groupe est considéré comme débiteur lorsqu'un emprunt, accordé à la société faïtière, servira à financer d'autres membres. Des informations sur l'entité économique sont importantes lors d'engagements de plusieurs sociétés envers le même créancier. Dans ce cas, les renseignements sur les relations économiques entre les entreprises débitrices ainsi que les fonds propres consolidés revêtent une signification particulière. Il est indispensable d'être informé sur l'ensemble des entreprises,

2 Ce risque comporte deux aspects: le risque d'immobilisation (Liquiditätsrisiko) et le risque de perte (Verlustrisiko). Voir à ce sujet Wächtershäuser, Kreditrisiko und Kreditentscheidung im Bankbetrieb, p. 70 et Schaer, le crédit bancaire, p. 54 et 55.

3 Voir par exemple Schaer, op. cit., p. 57 ss.

même lorsque les prêts à des filiales sont garantis par le cautionnement de la société mère. Il est vrai que ce n'est pas le groupe qui les garantit; mais en fin de compte, la solidité financière du garant est influencée par celle des divers membres.

Par la suite, nous exposerons systématiquement les besoins d'information des créanciers.

1. Informations sur la situation générale du débiteur

La première catégorie de renseignements concerne non seulement la situation juridique, mais également la situation économique du débiteur. Le terme de débiteur ne concerne plus uniquement l'entreprise responsable juridiquement, mais il englobe le groupe qui, du point de vue économique, est souvent l'entité se trouvant en face des créanciers.

Les informations sur la situation générale du débiteur ne peuvent donner à elles seules des renseignements sur sa situation financière. Elles comprennent par contre les facteurs qui peuvent l'influencer.

On peut distinguer à ce propos les sous-catégories d'information suivantes:

Informations portant sur:

a) *Le statut juridique*

Raison sociale et adresse	}	de la société débitrice, ainsi que de la société faïtière
Statut juridique		
Année de fondation	}	de la société débitrice, de la société faïtière, ainsi que du groupe
But économique		
Dirigeants du groupe, administrateurs et membres de la direction des sociétés filles		
Organe de contrôle		

b) *Composition du capital*

Capital-actions	}	de la société débitrice, ainsi que de la société faïtière
Composition et répartition du capital-actions		

c) *Appartenance au groupe*

Structure du groupe (vue d'ensemble des sociétés appartenant au groupe/
apparentements)

Participation au capital (degré de participation)

Date de l'acquisition des participations

Liens contractuels

Activité économique et fonction des diverses sociétés dans le cadre du groupe

Importance économique de la société débitrice

d) *Organisation*

Organigramme

Méthodes de direction et de gestion
(budgétisation, planification)

Organisation du système comptable

Organisation opérationnelle
(exploitation etc.)

de la société débitrice, ainsi que de la société
faîtière

de la société débitrice, de la société faîtière,
ainsi que du groupe

e) *Produits et marché*

Programme de fabrication, gamme
des prestations de services

Principaux fournisseurs

Principaux clients et part au
marché

Livraisons et prestations
à l'intérieur du groupe

Position concurrentielle

de la société débitrice et du groupe

f) *Situation sur le plan personnel*

Effectif du personnel

Qualités morales des organes dirigeants (intégrité, conscience professionnelle etc.)

Qualités professionnelles des dirigeants et du personnel (capacité, efficacité, etc.)

2. Informations sur la situation financière du débiteur

A nouveau, les informations s'étendent à l'entreprise débitrice elle-même, à la société faïtière et au groupe comme entité économique. Nous distinguons les sous-catégories suivantes:

Informations portant sur:

a) *La composition des actifs et des passifs*

Ces données fournissent des renseignements sur le montant en valeur absolue et le contenu des postes actifs, ainsi que sur les fonds propres et les fonds de tiers. Elles donnent également des renseignements sur les principes d'évaluation appliqués.

b) *La structure des actifs et des passifs*

Toutes ces indications sont exprimées en pourcentages. Les informations portent sur les rapports réciproques des postes de l'actif et du passif.

c) *La situation bénéficiaire et sa structure*

De même que pour l'exploitation des données concernant la composition des actifs et des passifs, il est indispensable d'obtenir des informations portant sur le montant en valeur absolue des charges et revenus, ainsi que des indications sur leurs rapports exprimés en pourcentages.

Ce sont les informations relatives au patrimoine et aux bénéfices qui reflètent la situation financière du débiteur. Elles renseignent sur sa *solvabilité*, sa *liquidité*, ainsi que sur sa *capacité bénéficiaire*.

Des informations précieuses découlent de l'analyse de la structure des actifs et des passifs, notamment en ce qui concerne la part des immobilisations et des fonds propres. Il est rare que les éléments servant à l'exploitation puissent être réalisés en vue de couvrir des engagements venus à échéance, sans mettre en péril l'existence même de l'entité économique. Le créancier a donc tout intérêt à connaître la part des actifs immobilisés et leur mode de financement.

Des informations sur la composition et la structure du bilan se rapportent toujours à une date précise. Il n'en va pas de même pour les informations concernant la situation bénéficiaire qui, elles, portent sur une période limitée dans le temps, à savoir un exercice comptable. Toutefois, lorsque des chiffres concernant plusieurs dates ou périodes limitées se suivent, l'information met en évidence l'évolution de ces chiffres. Ces indications sur l'évolution peuvent s'appliquer au passé ou

être orientées vers l'avenir. Le fait d'être informé sur certaines tendances a d'autant plus d'intérêt pour le créancier que l'échéance de ses créances se situe également dans le futur.

Nous retiendrons donc, en résumé, que des indications concernant l'évolution future de la liquidité, de la capacité bénéficiaire et des fonds propres ont une valeur essentielle lorsqu'il s'agit d'apprécier les risques inhérents aux rapports débiteur-créancier.

3. Informations sur le secteur économique

Comme la première catégorie d'informations mise en évidence, les informations relatives au secteur économique ne donnent pas de renseignements immédiats sur la situation financière du débiteur. Elles permettent en revanche d'étoffer les facteurs qui ont une incidence sur elle.

Les informations économiques devront notamment porter sur la branche à laquelle appartient le débiteur. Elles renseigneront ainsi sur l'importance de ce secteur par rapport à l'économie en général (par exemple son évolution passée et ses perspectives), ainsi que sur les caractéristiques particulières qui peuvent entraver l'activité économique de la branche (par exemple liens cartellaires, entente sur les prix ou dispositions légales). Les informations de ce genre permettent, dans une certaine mesure, de tirer des conclusions valables pour les entreprises de la même branche. L'on pourra ainsi, en complétant les connaissances acquises par des informations sur la situation générale du débiteur et sa situation financière, mieux saisir sa situation économique.

III Les sources d'information

L'énoncé des sources d'information sera complété par les possibilités de se les procurer. Nous distinguerons entre les sources internes et externes.

Les *sources internes* fournissent des informations que l'on ne peut généralement se procurer qu'auprès du débiteur lui-même. Les possibilités de se les procurer sont limitées, elles dépendent en effet du bon vouloir de celui-ci.

En revanche, les *sources externes* contiennent des informations à la disposition de chacun. Ou bien le créancier en dispose grâce à une obligation de publication, ou bien il y aura accès par l'intermédiaire d'une agence de renseignements ou par d'autres voies (presse, autres clients de la même branche etc.).

1. Informations sur la situation générale du débiteur	source d'information	externe (e) interne (i)
Statut juridique	. extrait du Registre du Commerce . acte de fondation . contrat de société . Feuille Officielle Suisse du Commerce . registre des firmes . liste des conseils d'administration	- e - e - e - e - e - e
Composition du capital	. extrait du Registre du Commerce . contrat de société	- e - e
Appartenance au groupe	. documents divers du groupe (p.ex. liste des participations) . agences de renseignements . renseignements bancaires . presse économique et commerciale	- i - e - e - e
Organisation	. documents divers du groupe (p.ex. organigramme)	i
Produits et marché	. agences de renseignements . renseignements bancaires . presse économique et commerciale . documents divers du groupe (p.ex. études du marché)	- e - e - e - i
Situation sur le plan personnel	. agences de renseignements . renseignements bancaires . extraits de l'Office des Poursuites et Faillites . extraits de l'administration fiscale	- e - e - e - e¹

1 Voir page 31, note 2

3. Informations sur le secteur économique	source d'information	externe (e) interne (i)
	. presse économique et commerciale	e
	. rapports sur le secteur économique/études spécialisées d'instituts mandatés	e
	. foires/expositions	e
	. renseignements auprès de la Chambre du Commerce	e
	. Bureau fédéral/cantonal des statistiques	e

Dans le cadre des possibilités externes, nous relevons en particulier l'importance du *Registre du Commerce*.

Celui-ci fournit au créancier un aperçu sur le statut juridique de toutes les sociétés enregistrées: il peut consulter les contrats de sociétés et les actes de fondation. Aux termes de l'art. 704 CO, le préposé au Registre du Commerce est tenu d'inviter les sociétés qui ne publient pas leur compte de profits et pertes et leur bilan à déposer ces documents pour qu'ils puissent être consultés par toute personne justifiant de sa qualité de créancier.

D'autre part, la documentation déposée auprès du Registre du Commerce donne des renseignements sur la composition du capital-actions, sa libération et, dans certains cas, sur sa répartition⁴. L'acte authentique de fondation d'une société et de l'augmentation ultérieure du capital doivent nommément mentionner les souscripteurs de parts (actions) et le nombre de parts (actions) souscrites.

Le créancier a ainsi la possibilité de s'informer sur la diffusion du capital-actions au moment de la fondation d'une société ou de l'augmentation de son capital. Cela lui fournit de précieuses indications lui permettant de tirer des conclusions quant à la répartition actuelle du capital et, le cas échéant, à l'éventuelle appartenance à un groupe, pour autant qu'il n'y ait pas de souscriptions fiduciaires.

⁴ Voir art. 78 ss de l'Ordonnance sur le Registre du Commerce et les arrêtés fédéraux complémentaires du 6 mai 1970 et du 20 décembre 1971.

IV Les comptes consolidés comme source d'information

En opposant les états financiers consolidés à l'ensemble des sources d'information, on s'aperçoit dans quelle mesure il est important pour le créancier de se procurer cette source essentielle. Les renseignements tirés des états financiers du groupe complètent ceux provenant des comptes de ses membres. Ces derniers ne peuvent refléter qu'une situation économique partielle, tandis que les états financiers du groupe donnent, eux, un aperçu d'ensemble.

Relevons que la possibilité de se procurer les comptes consolidés est purement interne. Leur établissement et leur publication sont facultatifs. Ces dernières années, on a cependant pu constater avec satisfaction un accroissement de la publication. Il faut espérer que cette tendance survivra à la présente époque de tensions économiques.

Dans le besoin d'informations concernant la situation financière, il faut distinguer les renseignements portant sur l'avenir, d'une part, et le passé, d'autre part.

Les comptes de groupe, tout comme ceux de la société débitrice, peuvent uniquement donner des informations sur le passé. Cette restriction est toutefois atténuée dans la mesure où nous admettons que ces informations permettent également de tirer des conclusions relatives à l'évolution future. Ainsi, l'analyse des tendances permet-elle de démontrer l'évolution future possible. De tels renseignements doivent toutefois être traités avec circonspection et il convient de les comparer, dans la mesure du possible, à des informations complémentaires, par exemple en exploitant des données concernant la situation concurrentielle. Il est également recommandé de comparer les indications relatives à l'évolution future, aux écarts entre les prévisions faites antérieurement et les chiffres effectivement réalisés. C'est la manière la plus simple de déterminer le sérieux des méthodes de prévision.

Comme nous l'avons déjà constaté, le créancier préfère utiliser, lors de l'évaluation du risque, des informations portant sur l'avenir. Il est évident que s'il dispose d'informations futures telles que des plans financiers, des plans d'investissements ou des budgets consolidés du groupe, ces informations auront une valeur plus importante (si elles sont établies consciencieusement) que celles portant sur le passé. Cependant, à part le fait que les méthodes de prévision ne sont pas toujours satisfaisantes, surtout en périodes de situation économique instable, le créancier doit le plus souvent faire face à un autre problème: les informations sur l'avenir lui sont souvent refusées. Cela peut être dû au fait que les groupes hésitent à publier les résultats de leur planification. Bien souvent d'ailleurs, ils ne disposent en ce domaine que d'une base d'information très limitée, même pour leurs propres besoins.

Chapitre 4

Exigences des créanciers à l'égard des comptes consolidés

I Les conditions de la sincérité des comptes consolidés

Pour être utiles aux créanciers, les comptes consolidés doivent refléter la situation financière d'un groupe de façon la plus fidèle possible. En d'autres termes, les comptes consolidés doivent être sincères¹, c'est-à-dire *complets*, comporter des éléments *évalués correctement* et être *bien présentés*. Lorsque l'une ou l'autre de ces trois conditions n'est pas remplie, le bilan et le PP font ressortir une situation financière différente de la réalité².

Les conditions mentionnées indiquent nos exigences d'une manière sommaire. Pour être en mesure de critiquer la valeur informative des solutions pratiquées, il nous faut concrétiser ces exigences. Comment les comptes consolidés doivent-ils être établis pour que ceux-ci puissent être qualifiés de sincères? Nous essayerons de répondre à cette question en précisant ce que les créanciers attendent de la pratique comptable.

Une remarque préalable s'impose: Lors de la délimitation des intérêts des créanciers, on ne tiendra pas compte de l'aspect juridique. Les exigences formulées sont exemptes de toute considération juridique. A l'examen, elles peuvent être en contradiction avec certaines dispositions du droit commercial applicables aux entreprises astreintes à tenir des livres. Pourtant, les dispositions légales ne doivent pas servir de base à nos exigences, car nous nous occupons avant tout de l'aspect économique des comptes.

II Contenu des comptes consolidés

Le principe de la sincérité présente d'abord *un aspect formel* se rapportant essentiellement au contenu du bilan. Des entités juridiques astreintes à tenir des livres, on exige en premier lieu que leur bilan soit complet, c'est-à-dire, qu'il énumère tous les actifs et toutes les dettes envers des tiers.

1 "Pour les bilans qui ne sont pas prescrits impérativement par la loi, nous estimons qu'ils doivent aussi être sincères dans la mesure où ils sont effectivement dressés. Ce sont, à titre d'exemple: les bilans consolidés ...", Bourquin, le principe de sincérité du bilan, p. 346.

2 Leu, Bilan et états financiers des S.A., p. 87.

Afin que la situation patrimoniale reflétée se rapporte à un moment déterminé, tout l'inventaire doit être fait à la même date. Le principe de la sincérité s'applique également au compte de pertes et profits. De même, "un PP n'est pas complet lorsqu'il omet des charges et des produits de la période comptable, ou fait état de charges et de produits fictifs"³. Le compte doit être bouclé à la même date que le bilan.

Les mêmes règles s'appliquent aux groupements d'entreprises. Pourtant, l'exigence d'intégralité est restreinte et élargie à la fois.

L'exigence sera *restreinte* en ce sens que le bilan consolidé ne comporte plus tous les actifs et passifs énumérés dans les bilans des diverses entreprises de groupe. Il en va de même pour les charges et produits figurant aux comptes de profits et pertes. Les créanciers se réfèrent strictement au but des comptes consolidés: ils exigent la présentation de la situation financière du groupe envers l'extérieur. Afin de répondre à cette exigence, tous les éléments qui ont pour origine des opérations internes à l'entité économique doivent être compensés.

D'autre part, l'exigence d'intégralité sera *élargie* par la prise en considération des comptes de plusieurs sociétés, à savoir celles qui font partie du champ de consolidation. Il convient donc de préciser les exigences relatives au choix des participations à consolider.

A nouveau, le créancier se réfère au but précité: en principe, toutes les sociétés du groupe doivent être incluses dans le champ de consolidation. Cette règle ne souffre que peu d'exceptions. Les exceptions admissibles, voire nécessaires, dépendent du degré de confiance des informations souhaitées, à savoir si les comptes doivent servir à une analyse sommaire ou à une analyse détaillée.

Mentionnons les diverses exigences en rapport avec les critères de délimitation cités⁴.

1. Importance économique de la société membre

Nous sommes d'avis que pour une analyse sommaire, il suffit de ne retenir que les sociétés qui, de par leur importance économique, influencent effectivement la situation financière du groupe. Autrement dit, les entreprises qui ne présentent qu'un intérêt négligeable peuvent être laissées en dehors de la consolidation.

Cependant, une application illimitée de cette clause d'exception pourrait avoir des conséquences inacceptables lorsqu'un groupe est composé d'une multitude de petites entreprises qui, prises individuellement, sont d'un intérêt négligeable, mais dans leur ensemble, sont d'une importance certaine pour le groupe⁵.

³ Leu, op. cit., p. 87.

⁴ Voir chap. 2/III: Les entreprises retenues dans la consolidation.

⁵ Voir Commission des communautés européennes, proposition d'une septième directive, annotations à l'article 10.

Il reste à savoir ce que l'on entend par "importance certaine"; cette question est essentielle pour rendre plus claires les exigences relatives à l'analyse sommaire ou détaillée des comptes.

Nous proposons une valeur limite de 10% en admettant que l'image fidèle de la situation financière n'est plus garantie si les postes des sociétés de moindre importance dépassent, dans leur ensemble, 10% des mêmes postes des comptes consolidés. Par contre, pour répondre aux exigences d'une analyse détaillée, il est indispensable que les sociétés d'importance négligeable soient également incluses.

2. La participation au capital

La participation d'un groupe au capital d'une société correspond au total des parts détenues par l'ensemble des sociétés membres. Le pourcentage de participation communiqué peut être calculé soit par rapport au capital social, soit par rapport au capital assorti de droits de vote. Si le pourcentage de participation dépasse 50% du capital, la société est d'ordinaire incluse dans le champ de consolidation. Lorsqu'il détient la majorité du capital, on admet que le groupe est en mesure de contrôler la filiale et d'imposer des objectifs communs.

Pourtant, pour une analyse plus détaillée, nous estimons que cette limite est trop rigide. La disposition de la majorité des droits de vote d'une société ne doit pas engendrer son inclusion obligatoire. C'est notamment le cas lorsque le groupe détient la majorité d'une entreprise sans vouloir influencer la gestion de celle-ci. De tels cas surviennent lorsque le groupe considère les parts détenues comme un simple investissement; il ne sera pas justifié dès lors d'inclure de telles entreprises dans le champ de consolidation.

Il reste à savoir si, lors d'une participation plus faible, la société en question doit être exclue de la consolidation. Comme l'appartenance à un groupe peut être fondée encore sur d'autres liens, l'absence d'une part majoritaire au capital ne signifie pas toujours l'absence d'une unité de direction. Aussi longtemps que l'exercice du contrôle peut être garanti soit par des accords concomitants, soit par le simple fait que le groupe est, malgré la participation minoritaire, le seul actionnaire important, le pourcentage de participation ne devrait pas être appliqué comme seul critère de délimitation.

3. Activités des sociétés dans le cadre d'un même secteur économique

Pour répondre aux exigences des créanciers, les sociétés consolidées doivent-elles appartenir au même secteur d'activité que leur société faîtière? Avant d'aborder le raisonnement à ce sujet, reprenons la notion de groupe choisie.

Les créanciers exigent une définition souple qui permette de déterminer autant que possible la réalité économique. De ce point de vue, le seul critère décisif est l'existence d'une direction unique exerçant un contrôle effectif. Le groupe est avant tout un ensemble d'entreprises opérant dans la pratique selon des objectifs communs. Or, l'intérêt du créancier, par exemple lors d'un emprunt accordé à la société faîtière pour servir au financement d'autres sociétés membres, est de connaître la situation financière de cet ensemble, indépendamment du fait que quelques-unes des entreprises appartiennent à des secteurs économiques différents. Donc, il n'y a aucune raison d'exclure une entreprise en raison du fait que son activité s'exerce dans un secteur différent de celui du groupe. Pour le créancier, la notion du groupe et le champ de consolidation devraient coïncider, du moins dans ce contexte⁶. Seule une consolidation incluant tous les membres peut donner une image complète de la situation de l'entité économique. Sans doute, la consolidation d'éléments hétérogènes peut aboutir, en vue d'une information adéquate, à des résultats inacceptables. Cependant, c'est avant tout un problème de clarté qu'il faut résoudre par une meilleure présentation des données comptables, et non pas par une délimitation restrictive du champ de consolidation.

De manière plus concrète, nos exigences à l'égard de groupes aux activités multiples sont les suivantes: si les comptes doivent satisfaire à une analyse sommaire, nous recommandons d'inclure toutes les sociétés, sans tenir compte de leurs activités, donc même si celles-ci ne sont pas conformes à l'activité principale du groupe. L'analyse sommaire a pour but de fournir un aperçu global sans vouloir examiner l'influence des diverses branches économiques. Par contre, pour une analyse détaillée, les exigences sont plus étendues. Les comptes doivent présenter la situation du groupe de façon plus fidèle. Selon les cas, des informations plus spécifiques ressortant des comptes par une subdivision supplémentaire peuvent déjà satisfaire aux besoins, ou bien des informations en annexe. Une analyse encore plus poussée exigerait, pour les sociétés dont les activités ne correspondent pas à celles du groupe, l'établissement de leurs comptes à côté des comptes de l'ensemble. Il faudra donc présenter aux intéressés aussi bien des comptes globaux consolidés que des comptes consolidés de sous-groupes.

6 Voir Commission des communautés européennes, proposition d'une septième directive, commentaire sur la section II, p. 49 ss: la commission se prononce également en faveur d'une délimitation souple du champ de consolidation.

4. Implantation géographique des sociétés

Selon la notion de groupe choisie, le champ de consolidation couvre également les filiales implantées à l'étranger. Si on ne les inclut pas, les comptes consolidés ne donnent qu'une image partielle de l'entité économique.

Pourtant, il faut bien reconnaître que la gestion des entreprises étrangères peut être entravée. Des réglementations d'ordre politique peuvent gêner ou bien interdire le libre transfert des bénéfices ou le mouvement des capitaux. Or, pour le créancier, la condition indispensable du contrôle effectif n'existe que si la société faîtière est en mesure de disposer pleinement des fonds du groupe, c'est-à-dire sans être limitée par des restrictions externes. Ce n'est que dans de telles circonstances que la gestion financière peut être assurée non seulement dans l'intérêt du groupe, mais aussi dans l'intérêt des créanciers. Donc, il pourrait être justifié, le cas échéant, de laisser en dehors de la consolidation quelques-unes des sociétés étrangères.

Il en va de même pour les filiales situées dans un pays dont la situation économique ou monétaire est instable. Cependant, le motif d'exclusion est ici différent. Leur consolidation ne serait plus justifiée si, à la suite de fortes variations de parité, les comptes convertis reflétaient des valeurs arbitraires.

On constate que l'intégralité exigée du champ de consolidation est plus restreinte pour le critère de l'implantation géographique que pour les autres critères de délimitation. Le cas échéant, même pour une analyse sommaire, l'inclusion de toutes les entreprises n'est pas admissible. Les créanciers préfèrent obtenir des comptes ne portant que sur une partie du groupe, avec indication des motifs d'exclusion. L'image incomplète de la situation de l'ensemble pourrait être complétée par quelques chiffres indicateurs, notamment le chiffre d'affaires des sociétés exclues. Par contre, pour répondre aux exigences d'une analyse détaillée, il est souvent indispensable de présenter entièrement les sociétés exclues, soit en soumettant leurs comptes individuels, soit en les consolidant séparément.

III *Evaluation des actifs et des engagements dans le bilan consolidé*

Nous examinerons ci-après le principe de la sincérité sous son autre aspect, *l'aspect matériel*. Lorsque les actifs ou les engagements sont surévalués ou sous-évalués, la situation patrimoniale et bénéficiaire présentée au bilan consolidé ne correspond pas à la réalité. Il s'agit donc d'évaluer correctement les éléments du groupe.

L'évaluation des actifs et des engagements en fin de période comptable doit tenir compte des variations de valeur qui ont affecté ces éléments durant la période écoulée⁷.

⁷ Leu, op. cit., p. 121.

Quelles sont les exigences des créanciers quant à l'évaluation, donc à la prise en considération des variations de valeur? Comment les actifs et les engagements doivent-ils être évalués pour satisfaire aux exigences de ce groupe d'intéressés?

Retenons d'abord, pour la meilleure compréhension de ce qui suit, leur raisonnement de base.

Deux principes sont reconnus en matière d'évaluation: l'évaluation *objective* et l'évaluation *subjective*. L'application de l'un ou l'autre dépendra du but visé par l'établissement du bilan. Concernant les comptes des sociétés, Leu constate⁸: "L'évaluation des actifs et des engagements en fin de période, autrement dit, la prise en considération de variations de valeur, n'aura pas lieu de la même manière, si le bilan est établi pour présenter avant tout la fortune nette de la société (bilan statique), ou s'il est établi avant tout pour faire état du résultat réel de la période (bilan dynamique)". Dans le bilan *statique*, l'évaluation est *objective* en ce sens que l'on tient compte de toutes les variations de valeur survenues durant la période comptable. Les actifs sont alors évalués à leur valeur de réalisation, et les engagements à la somme qu'exige leur règlement. L'évaluation serait faite comme si l'exploitation de la société cessait à la fin de chaque période. En revanche, dans le bilan *dynamique*, on admet que l'exploitation continue; ainsi pour les actifs ayant une valeur d'usage, la valeur sera établie en fonction de leurs services. Ici, l'évaluation est donc *subjective*.

Les constatations faites ci-dessus se justifient aussi pour le bilan consolidé. Il présente, selon le principe d'évaluation choisi, ou bien la situation patrimoniale *objective*, ou bien les valeurs d'exploitation et le résultat réel d'un ensemble d'entreprises. Or, du point de vue des créanciers, quel est le principe préférable? Les exigences relatives aux principes d'évaluation peuvent varier d'une part selon la situation financière du débiteur et, d'autre part, selon les particularités du crédit accordé, tels que le montant et la couverture. Admettons que la marche des affaires n'est plus garantie; il est alors indispensable d'indiquer le patrimoine évalué de façon *objective*. Sa mention permet d'apprécier le risque d'une perte éventuelle. Par contre, dans la probabilité d'un règlement des engagements conforme aux termes convenus, le créancier exige avant tout de connaître le résultat réel de la période (évaluation *subjective*). Pourtant, il ne renonce pas à des informations "objectives" portant sur la situation patrimoniale, lorsque les engagements sont couverts par un droit de gage, à savoir des actifs déterminés. Il en va de même lorsque l'octroi d'un crédit comporte un tel risque pour le créancier qu'il est dans son intérêt de ne fixer le montant à accorder qu'en fonction des garanties offertes.

Maintenant, nous examinerons de plus près les exigences des créanciers. En procédant par étapes, nous visons d'abord à préciser celles relatives à l'évaluation des actifs. Les étapes suivantes sont consacrées aux engagements et à la conversion des comptes en monnaies étrangères, la conversion des comptes des filiales étrangères étant en étroite relation avec les questions d'évaluation.

⁸ Leu, op. cit., p. 122 et 123.

1. Exigences relatives à l'évaluation des actifs

Les exigences ne seront pas examinées poste par poste; nous les regroupons en trois catégories, à savoir celles relatives à l'évaluation des créances sur clients, des stocks et des immobilisations corporelles.

- a) Pour leur évaluation, les *créances sur clients* doivent figurer au bilan à leur valeur nominale, en tenant compte d'éventuels ajustements (moins-values à la suite de l'insolvabilité d'un débiteur).
- b) Concernant les *stocks*, le prix d'acquisition ou de revient doit servir de base à l'évaluation. Pourtant, du point de vue des créanciers, ce prix n'est pas le seul critère déterminant. D'abord, il y a un *fait interne* au groupe à prendre en considération: lors d'un transfert de biens à l'intérieur de l'entité économique, les prix facturés peuvent englober une marge bénéficiaire. S'il s'agit de biens faisant encore partie du patrimoine du groupe lors de la clôture des comptes, cette marge doit être considérée comme non justifiée. A défaut d'une rectification correspondante, ces biens figureront au bilan pour une valeur trop élevée. Pourtant, des rectifications ne sont nécessaires que lorsqu'il s'agit de plus-values importantes.

Ensuite, il faut tenir compte de *faits extérieurs* au groupe. D'une part, si les prix de vente sur le marché d'écoulement des stocks sont plus bas que le prix d'acquisition ou de revient initial, par exemple à la suite de l'évolution des goûts de la clientèle ou d'une rupture des prix due à un changement de la situation concurrentielle, la valeur portée au bilan ne devrait jamais les dépasser. D'autre part, afin de refléter aussi fidèlement que possible la réalité économique, nous nous prononçons en faveur d'une réévaluation des stocks acquis, à la condition que les plus-values constatées ne soient ni aléatoires, ni temporaires. Leur prise en considération nous paraît notamment être admissible lors d'une hausse ultérieure des prix sur les marchés d'approvisionnement. Bien qu'il s'agisse de plus-values non réalisées, elles font partie intégrante des actifs à la date du bilan.

- c) Pour les *immobilisations*, tels que les bâtiments, installations, machines etc., ayant une valeur d'usage, les créanciers n'exigent pas la prise en considération de toutes les variations de valeur. Ils se contentent d'une évaluation subjective à condition que les valeurs en résultant ne s'écartent pas trop des valeurs de réalisation. D'une part, il faut tenir compte des moins-values en rapport avec l'exploitation (usure), ainsi que des plus-values résultant, par exemple, de travaux d'amélioration, donc de faits essentiellement internes au groupe.

D'autre part, nous recommandons d'observer également des *éléments extérieurs* au groupe et à son exploitation. Nous pensons notamment à l'évolution technologique amenant des dépréciations de valeur à la suite d'innovations de produits plus efficaces et plus rentables (obsolescence), ainsi que des faits économiques qui peuvent engendrer des plus-values certaines (raréfaction).

La valeur informative des comptes soumis aux créanciers dépend étroitement de l'observation des exigences précitées. Pourtant, pour permettre une analyse correcte du bilan, il est indispensable de tenir compte d'une exigence complémentaire, à savoir d'appliquer toujours les *mêmes méthodes d'évaluation*, une fois celles-ci déterminées. Seule la continuité de leur application permet de faire une analyse portant sur l'évolution des comptes pendant plusieurs périodes comptables.

2. Exigences relatives à l'évaluation des engagements

Les engagements à évaluer se composent non seulement des dettes réelles, mais aussi des engagements conditionnels. Les premières sont inscrites au bilan pour le montant qu'exige leur règlement.

Quant aux engagements conditionnels, leur évaluation est double. Il s'agit d'abord d'établir le total des cautions et garanties offertes ainsi que des gages constitués en faveur de tiers. Ces montants sont connus et figurent en annexe du bilan. Retenons que les engagements conditionnels résultant d'opérations entre les sociétés du groupe doivent être éliminés.

Par contre, plus difficiles à évaluer sont les risques inhérents aux engagements conditionnels pouvant se transformer plus tard en dettes réelles. Il faut donc estimer dans quelle mesure il s'agit de dettes futures. On exige une estimation prudente qui tient compte de tous les faits aggravants. En fonction de ces risques, les engagements conditionnels font l'objet de provisions⁹. Le total des provisions constituées indique le montant des dettes quasi certaines.

3. Exigences relatives à la conversion des comptes en monnaies étrangères

Le problème de la conversion des comptes de filiales étrangères en une monnaie uniforme est en étroite relation avec les questions d'évaluation susmentionnées: il s'agit à nouveau d'attribuer une valeur adéquate aux divers postes du bilan. Cette valeur est déterminée par le choix d'un cours de change. Le problème essentiel est de savoir quels sont les cours de change reflétant au mieux la situation financière de l'entité économique après la conversion.

Le choix de cours adéquats dépend de la situation monétaire. Si elle est stable, les cours doivent correspondre au rapport de change actuel entre la monnaie du groupe et la monnaie étrangère. Ces dernières années, les parités ont été sujettes à de fortes fluctuations. Les exigences des créanciers, lors de telles fluctuations, se-

⁹ Voir même chap. section IV/2: Exigences relatives aux provisions.

ront précisées plus tard, après que les divers procédés de conversion aient été indiqués¹⁰. Cependant, nous pouvons d'ores et déjà retenir que les créanciers entendent être informés des incidences des modifications de change sur la situation financière d'un groupe. Cela n'est toutefois possible que si des cours de conversion adéquats sont appliqués et que les différences de change, c'est-à-dire les bénéfices ou pertes en résultant, ressortent des comptes publiés.

IV La prise en considération des variations de valeur et des risques dans le compte de pertes et profits

Le résultat ressortant du PP est le solde des produits et charges enregistrés. Nous avons mentionné l'intérêt particulier qu'ont les créanciers à connaître le résultat réel, c'est-à-dire le montant qui ressort de l'enregistrement, d'une part, de tous les produits acquis durant la période comptable, et d'autre part, des charges liées à l'acquisition de ces produits. Le résultat ainsi défini est étroitement lié à l'évaluation subjective des actifs ayant une valeur d'usage (bilan dynamique). Ici aussi on tient uniquement compte, en fin d'exercice, des variations de valeur inhérentes à l'exploitation.

Nous avons également indiqué que les créanciers peuvent préférer une évaluation objective du patrimoine (bilan statique). Or, le résultat réel ne peut plus ressortir du PP si ce dernier enregistre l'ensemble des variations de valeur survenues effectivement.

Pour satisfaire tout de même ces intérêts divergents, les variations de valeur qui dépassent celles inhérentes à l'évaluation subjective des éléments actifs peuvent être créditées ou débitées directement à la fortune nette, c'est-à-dire sans passer par le PP. Ou, si l'on préfère, il ne faut retenir au PP que les variations de valeur qui finalement sont déterminantes pour faire ressortir le résultat réel. Ainsi, le bilan consolidé comporte des valeurs objectives et indique tout de même le résultat réel.

Il s'agit donc de définir les variations de valeur à retenir au PP. Nous examinerons d'abord les moins-values constatées par des amortissements, puis les provisions pour dépréciation d'actifs, ainsi que les provisions pour risques. Enfin, nous aborderons le problème des plus-values provenant d'une réévaluation d'actifs.

1. Exigences relatives aux amortissements

Les amortissements ont pour but d'imputer à une période comptable les moins-values subies par les actifs ayant une valeur d'usage; il s'agit alors d'une charge à re-

10 Voir chap. 7: L'évaluation et la conversion des comptes en monnaies étrangères.

tenir au PP. Cependant, pour faire ressortir le résultat réel, les amortissements ne doivent pas recouvrir la perte de valeur effective. Par contre, ils constatent les moins-values inhérentes à l'exploitation. Le montant des amortissements dépend donc des services que rendent les biens durant les exercices. La méthode d'amortissement à appliquer sera celle qui permet le mieux d'attribuer à chaque période comptable la part des charges qui lui revient¹¹.

Il reste à savoir si les amortissements à prendre en charge doivent être modifiés lors d'une dépréciation monétaire qui se répercute sur la valeur de remplacement des biens. En effet, leur prix d'acquisition ou de revient sera plus élevé au moment du remplacement. Si on ne tient pas compte de ce fait, le cumul des amortissements effectués n'égale que le prix d'acquisition ou de revient initial; il sera donc trop faible. Il résulte que, sans procéder à un ajustement des montants à retenir, le résultat présenté pour chaque exercice sera plus favorable qu'en réalité.

L'exigence des créanciers à connaître le résultat réel implique donc la constitution d'amortissements ajustés, ou d'amortissements de rattrapage. Il importe en outre que ceux-ci soient effectués lors de l'établissement des comptes de la société faîtière ou des filiales. Si la constitution d'amortissements de rattrapage se fait uniquement dans les comptes consolidés, il n'y a aucune garantie que ces montants soient effectivement exclus d'une distribution de bénéfice.

2. Exigences relatives aux provisions

En général, on distingue deux catégories de provisions: les provisions pour dépréciation d'actifs et les provisions pour risques. Toutes deux sont destinées à constater des charges qui ne sont pas encore définitives. Mais comme elles découlent d'événements déterminés, elles sont tout de même imputables à l'exercice en cours, donc à passer par le PP.

Les *provisions pour dépréciation d'actifs* ont pour but d'ajuster les actifs du bilan qui n'ont pas une valeur d'usage; par exemple, les stocks et les créances. L'ajustement peut être fait de façon indirecte par la constitution d'un passif correctif. Du point de vue des créanciers, ce procédé présente l'inconvénient que les actifs continuent à figurer au bilan soit au prix d'acquisition ou de revient, soit à la valeur nominale. Comme nous l'avons vu¹², ils préfèrent la présentation de valeurs nettes, bien que les moins-values ne soient pas encore réalisées. Or, seul l'ajustement direct leur permet de connaître la valeur de réalisation probable, sans devoir compenser les actifs par des postes correctifs. Notons encore qu'une compensation ne serait possible que si les postes correctifs étaient suffisamment ventilés.

11 Voir Leu, op. cit., p. 136 et Bourquin, op. cit., p. 461 ss.

12 Voir même chap. III/1: Exigences relatives à l'évaluation des actifs.

La constitution de *provisions pour risques* poursuit le but d'imputer à l'exercice des charges qui, bien qu'attribuables à la période comptable, ne sont pas encore réelles. Il s'agit donc de l'anticipation de dettes prévisibles et quasi certaines. On exige de couvrir ainsi toutes sortes de risques inhérents aux affaires, à la condition que leur origine soit déterminée et ressorte de l'exercice en cours.

Il importe de se rendre compte que les provisions imputées à l'exercice en cours par les entreprises d'un groupe ne peuvent être cumulées, lors de la consolidation, par une simple addition. Le groupe doit être considéré comme une entité économique. Cela nécessite, d'une part, l'annulation de toutes les provisions afférentes à des faits internes du groupe. D'autre part, il faut tenir compte des phénomènes externes qui ne se révèlent que lors du regroupement de plusieurs entreprises. Il peut s'agir, par exemple, d'un risque cumulatif dans les créances sur clients hors du groupe.

En vue d'établir aussi exactement que possible le résultat réel de l'exercice, le montant des provisions à retenir doit être déterminé soigneusement. Une surestimation, tout comme une sous-estimation, fausse le résultat qui sera ou trop bas, ou trop élevé. Les exercices ultérieurs seront également faussés si les provisions constituées sont soit trop faibles, soit injustifiées. Dans le premier cas, un exercice sera grevé de charges qui en fait ne le concernent pas. Dans le second, les provisions sont devenues sans objet; elles doivent être dissoutes, et le résultat de la période s'en trouvera accru. L'exercice sera donc augmenté d'un produit qui à nouveau ne le concerne pas. Notons enfin que la situation bénéficiaire ne sera fidèlement reflétée par le PP que si ces produits sont présentés séparément de ceux provenant de l'exploitation.

3. Exigences relatives aux plus-values non réalisées

Si l'écart entre la valeur de réalisation et la valeur subjective d'un actif est trop marqué, son ajustement est indispensable pour présenter la situation patrimoniale de façon objective. Il reste à savoir si de tels ajustements ne doivent toucher que le bilan, ou si l'on doit également les prendre en considération au compte de PP.

Partant de l'exigence que le résultat ressortant du PP soit réel, il faut en principe en exclure toutes les plus-values non réalisées durant l'exercice. Quant aux plus-values constatées lors d'une réévaluation, elles ne sont pas véritablement acquises au cours de la période comptable. Par conséquent, il faut créditer les fonds propres du groupe sans passer les ajustements par le PP.

Notons que lors de la constatation de plus-values, il est nécessaire de faire une distinction entre les *ajustements dits comptables* et les *corrections extracomptables*. Ces dernières ne sont faites que dans le bilan consolidé et n'ont pas de répercussion sur la base comptable des entreprises du groupe. En outre, selon le mode de correction choisi, les ajustements modifient les charges à inscrire au PP. Ainsi, l'ajuste-

ment d'un actif immobilisé, effectué comme véritable écriture comptable, entraîne la constitution d'amortissements supplémentaires. Souvent, on obtiendra ainsi un résultat d'exploitation plus sincère. Quant à l'évolution des stocks, la prise en considération de plus-values a pour effet une sous-estimation du prix de revient des stocks utilisés ou des marchandises vendues. Au PP, on aboutit finalement à un résultat trop élevé. Donc, pour établir un résultat sincère, la comptabilisation des plus-values doit être faite après le virement des comptes, c'est-à-dire de façon extra-comptable.

V Présentation des comptes consolidés

Après avoir relevé les exigences relatives au contenu des comptes consolidés, nous aborderons maintenant celles concernant leur présentation.

Ci-dessous, nous mentionnons les règles à observer du fait du regroupement de plusieurs comptes individuels en un seul.

Il s'agit d'abord de préciser les exigences relatives à la subdivision des comptes ainsi qu'à la désignation des postes présentés. Il importe ensuite d'énoncer les exigences relatives aux commentaires annexés aux comptes, destinés à fournir des renseignements souvent indispensables pour l'interprétation des données publiées.

1. Exigences relatives à la subdivision des comptes

Pour être utiles aux intéressés, les comptes doivent être divisés en diverses rubriques qui, à leur tour, comportent à nouveau plusieurs postes. D'une part, seuls des comptes suffisamment ventilés peuvent donner une image claire et aussi conforme que possible de la réalité économique. D'autre part, l'entassement de trop de détails peut limiter la vue d'ensemble précisément recherchée par l'établissement de comptes consolidés. Quelle est la division des comptes à recommander pour satisfaire aux exigences des créanciers?

Nous présenterons un plan comptable qui essaie de répondre à la question posée. Les besoins d'informations examinés au chapitre précédent nous ont servi de critère. La division retenue a pour but de nous fournir notamment les indications nécessaires à l'analyse de la liquidité, à la couverture des immobilisations par les capitaux permanents, à la part et à la composition des fonds propres ainsi qu'à la situation bénéficiaire d'un groupe.

Sans doute, les exigences quant à la division des comptes peuvent, pour diverses raisons, être différentes d'un cas à l'autre. Un plan comptable est toujours rigide et exprime un cas particulier. Notre proposition s'adresse avant tout à des groupes industriels dont l'activité est axée sur la production et la vente de biens. Cependant,

afin de différencier l'étendue des informations requises, nous avons distingué deux niveaux d'exigences. Le premier présente une division peu détaillée et ne peut donc permettre qu'une analyse globale des comptes. Le second niveau offre une ventilation plus poussée et rendra possibles des analyses plus détaillées.

- a) Le plan comptable pour le bilan (voir p. 48 et 49) est basé sur la division usuelle des actifs en actif circulant et en immobilisations, ainsi que des passifs en fonds propres et fonds de tiers. Relevons quelques caractéristiques d'un intérêt particulier pour les créanciers.
- Pour permettre l'analyse de la liquidité d'un groupe, l'actif circulant doit être divisé au moins en disponibilités et valeurs réalisables à court terme, en créances à court terme et en stocks. Lorsque les stocks constituent une part importante de l'actif circulant, il serait souhaitable de les subdiviser en produits finis, semi-finis et en matières premières. De même, les dettes doivent être divisées en deux rubriques en fonction de leur échéance. Les banques comme créanciers demandent en outre à connaître le total des emprunts bancaires à court terme.
 - Des renseignements précieux découlent de l'indication des valeurs immobilisées étrangères à l'exploitation. Elles indiquent la part des immobilisations qui, le cas échéant, pourrait être réalisée sans porter préjudice à l'activité du groupe.
 - En cas de réévaluation des actifs au-dessus du prix d'acquisition ou de revient, les ajustements doivent passer directement en augmentation des fonds propres, sans être comptabilisés dans le compte de PP. Seule leur présentation séparée répond à l'exigence que cette comptabilisation soit opérée de façon apparente.
 - De même, seule la présentation séparée du solde des plus-values et moins-values sur différence de change provenant de la conversion des comptes des filiales étrangères permet, dans une certaine mesure, d'apprécier les répercussions d'un changement de parité sur la situation financière du groupe.
 - Enfin, les créanciers ont intérêt à connaître la part au capital, aux réserves publiées ainsi qu'au bénéfice des détenteurs de parts étrangers au groupe (actionnaires minoritaires). Ceux-ci forment souvent un véritable groupement d'intéressés qui, par l'exercice de leur droit de vote, peuvent influencer la direction soit de quelques filiales, soit de l'ensemble des entreprises groupées. Mais si leur influence est négligeable, leur mention explicite peut être supprimée.
- b) Le résultat indiqué au bilan ne suffit pas à une analyse de la situation bénéficiaire. Seul un *compte de pertes et profits* suffisamment ventilé le permet. Celui-ci indique les charges et produits imputés à la période comptable, donc les composants du résultat de l'exercice.

Le plan comptable proposé (voir p. 50) préconise l'enregistrement intégral des charges et les subdivise selon leur nature. L'avantage est que les intéressés ob-

tiennent ainsi des renseignements non seulement sur les charges se rapportant aux biens et prestations vendus, mais aussi sur les frais de transformation qui concernent les marchandises mises en stocks et d'autres travaux portés à l'actif du bilan. De même, l'énoncé des produits indique la production du groupe qui ne fait pas encore partie du chiffre d'affaires, car non vendue durant l'exercice écoulé. Ainsi, les intéressés sont mis au courant de l'ensemble des activités du groupe.

Dans l'établissement du PP, les créanciers souhaitent en outre l'observation des particularités suivantes:

- Les charges et produits qui sont en relation, par exemple les charges et produits financiers, ne doivent pas être compensés l'un par l'autre (principe des montants bruts).
- Pour déterminer plus exactement le résultat ordinaire provenant de l'activité principale du groupe, les charges et produits extraordinaires ainsi qu'étrangers à l'exploitation doivent être présentés séparément.
- Enfin, il est utile d'indiquer le résultat attribuable aux actionnaires minoritaires.

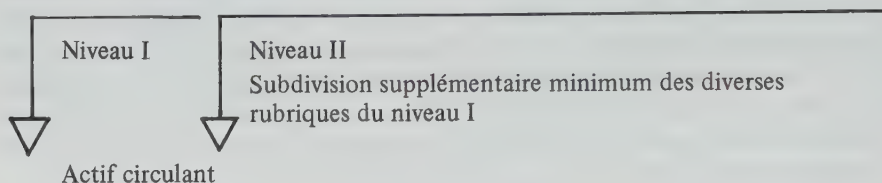
2. Exigences relatives à la désignation des postes

Afin de donner une image aussi conforme que possible de la réalité, les postes présentés doivent se composer d'éléments homogènes. Or, des postes correspondants peuvent être libellés de manière différente dans les comptes des filiales; inversement, bien qu'ayant une désignation similaire, leur contenu peut varier. Afin de répondre à l'exigence formulée, il est indispensable de vérifier le contenu de chaque poste avant sa consolidation. Si le regroupement d'éléments hétérogènes est inévitable, une attention toute particulière doit être vouée à leur désignation. On exige que les postes soient libellés sans équivoque, de sorte que tout intéressé possédant une formation comptable puisse les comprendre.

Il importe en outre de choisir des libellés définissant les postes dans l'optique du groupe. Prenons l'exemple des stocks de marchandises portés au bilan d'une société filiale sous la désignation de produits finis. Si ces marchandises sont destinées à être transformées par une autre société membre, elles devront être portées au bilan consolidé comme produits semi-finis.

De même, le choix de libellés exacts est important en matière de différences de compensation. Selon la nature des postes à compenser, elles peuvent avoir un contenu différent. Si leur désignation est incorrecte, le lecteur du bilan est dans l'incapacité d'en déduire le contenu.

Structure des actifs



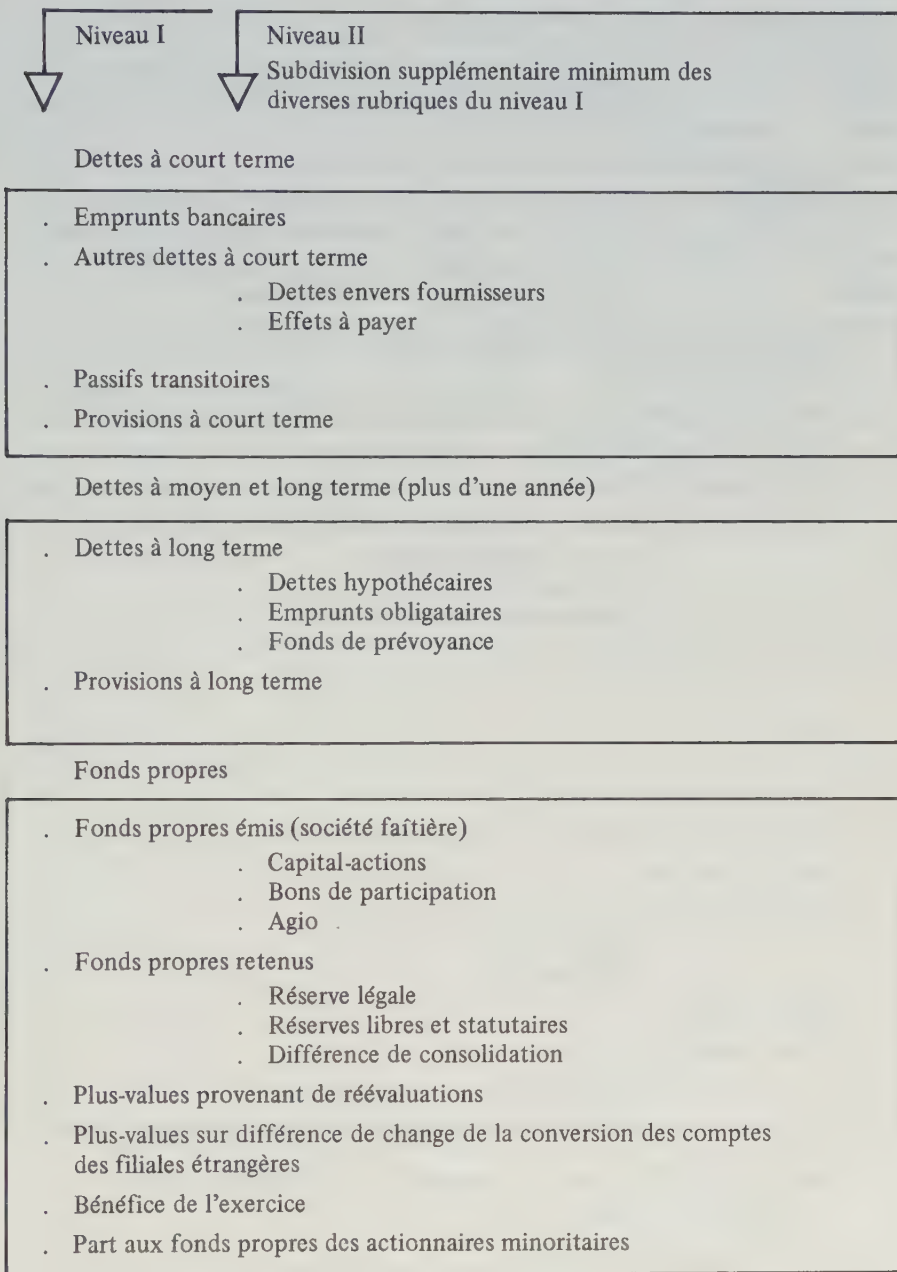
- . Disponibilités et valeurs réalisables à court terme
 - . Avoirs en caisse, poste et banques
 - . Effets
 - . Titres immédiatement négociables
- . Créances
 - . Créances résultant de livraisons et prestations
 - . Créances envers sociétés non consolidées
 - . Part non libérée du capital-actions
- . Stocks de produits finis et semi-finis, travaux en cours
 - . Produits finis
 - . Produits semi-finis, travaux en cours
- . Matières premières, matières auxiliaires
- . Actifs transitoires

Immobilisations

- . Immobilisations financières
 - . Participations et créances à long terme envers sociétés non consolidées
 - . Autres créances à long terme
- . Immobilisations corporelles
 - . Terrains
 - . Bâtiments à usage industriel et administratif
 - . Installations, machines, mobilier
- . Immobilisations incorporelles telles que licences, brevets, concessions, frais capitalisés
- . Valeurs immobilisées étrangères à l'exploitation
- . Différence de consolidation
- . Moins-values sur différences de change provenant de la conversion des comptes des filiales étrangères

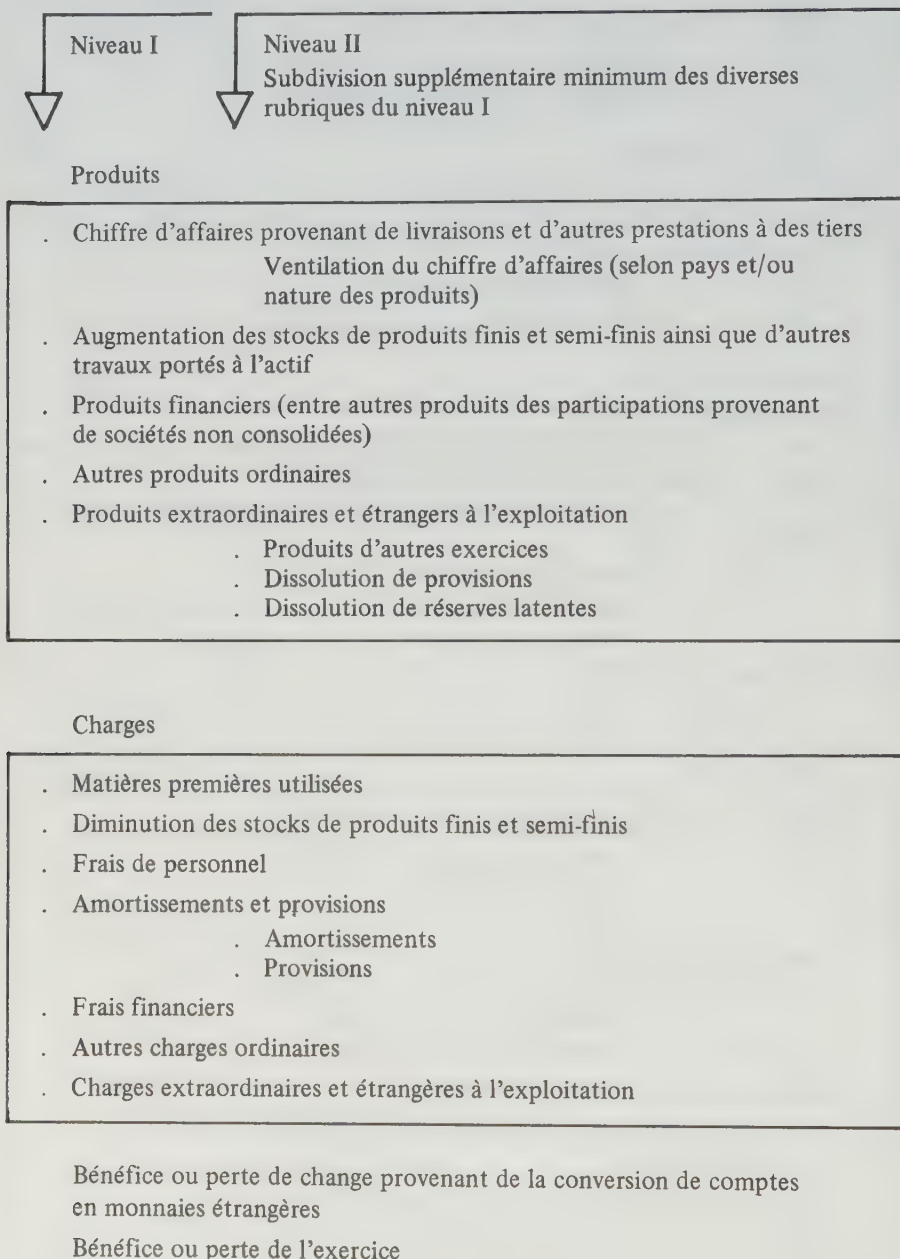
- . Perte reportée ou de l'exercice

Structure des passifs



Engagements conditionnels

Structure du compte de pertes et profits



3. Exigences relatives aux commentaires annexés

Un bilan qui satisfait uniquement aux exigences formelles n'est pas pour autant clair et lisible. Souvent, des explications complémentaires sont nécessaires à une meilleure compréhension. C'est tout particulièrement vrai pour le bilan consolidé, car bien des problèmes n'ont pas encore trouvé de solutions généralement admises (et n'en trouveront probablement jamais). Un commentaire sous forme d'annexe devra non seulement décrire les divers postes, mais expliquer également les principes de consolidation sur lesquels est basé l'établissement du bilan. Ces principes devront notamment contenir les directives du groupe par rapport à la délimitation du champ de consolidation, résumer les conditions d'organisation et indiquer les principes d'évaluation et d'amortissement. En particulier lorsqu'on procède à des réévaluations d'actifs, il est indispensable d'indiquer comment et sur quelle base les plus-values ont été calculées. Il s'agira en outre d'indiquer les taux de change pour des groupes incluant des sociétés étrangères. Des indications sur les bénéfices internes du groupe, sur le traitement des parts minoritaires, sur l'étendue des compensations et sur la comptabilisation des différences en résultant, compléteront ce catalogue qui ne résume toutefois que les principales exigences.

DEUXIEME PARTIE

La pratique suisse en matière de consolidation

Note préliminaire

Le nombre exact des groupes dont la société faîtière est domiciliée en Suisse et qui établissent des comptes consolidés ne nous est pas connu. Il résulte d'une enquête de L'UNION DE BANQUES SUISSES sur les plus grandes entreprises (industrielles, commerciales et de services) qu'en 1975, sur 150 groupes, plus d'un tiers ont donné des informations sur leur bénéfice net et leurs fonds propres consolidés. Mais une partie seulement de ces groupes a publié des bilans et comptes de profits et pertes entièrement consolidés. Nous avons limité notre examen à 20 de ces groupes (voir page suivante). Ce chiffre paraît modeste en regard de l'ensemble des groupes suisses. Notre étude comprend cependant des groupes aux caractéristiques les plus diverses (taille, branche etc.). De plus, les comptes consolidés publiés et les directives de consolidation qui les accompagnent ne sont pas sans influence sur l'établissement des comptes de groupes qui ne publient pas ou pas encore leurs chiffres. C'est pourquoi nous pensons que les résultats de notre étude, bien que se limitant à un nombre relativement restreint de groupes, permettront de fournir un aperçu général de la pratique actuelle en matière de consolidation.

Liste des groupes examinés

Groupe	Secteur (1)	Siège
Alusuisse	I	Zurich
Ciba-Geigy	I	Bâle
Forbo	I	Zurich
Hero	I	Lenzburg
Holderbank	I	Glaris
Landis + Gyr	I	Zoug
Losinger	I	Berne
Nestlé-Unilac	I	Vevey
Oerlikon-Bührle	I	Zurich
Sandoz	I	Bâle
Schindler	I	Hergiswil
Société des Garde- Temps (SGT)	I	La Chaux-de- Fonds
Sika	I	Zoug
Sprecher + Schuh	I	Aarau
Sulzer	I	Winterthour
Zürcher Ziegeleien	I	Zurich
Globus	C	Zurich
Jelmoli	C	Zurich
Migros	C	Zurich
Mövenpick	S	Zurich

- (1) I: secteur industriel
 C: secteur commercial
 S: secteur des services

Chapitre 5

Les conditions préluant à l'établissement des comptes consolidés

I Les entreprises retenues dans la consolidation

Rappelons les divers critères en rapport avec la délimitation du champ de consolidation. Ce sont:

- l'importance économique de la société membre
- le pourcentage de participation au capital
- l'activité des sociétés dans le cadre d'un même secteur économique
- l'implantation géographique des sociétés.

Notre étude montre la fréquence des critères pris en considération par les groupes examinés (voir tableau I). Les résultats trouvés se basent exclusivement sur des données que nous avons tirées des annexes aux comptes.

Il est possible que quelques groupes considèrent l'observation de certains critères comme allant de soi et que, de ce fait, ils ne soient pas mentionnés explicitement. Les résultats de l'analyse doivent, pour cette raison, être interprétés avec précaution; le manque de certaines indications empêche une interprétation sûre des données publiées.

L'importance économique des sociétés est mentionnée par deux groupes comme motif d'exclusion. Ainsi, la SGT exclut une société "dormante", à savoir celle qui, bien qu'existant sur le plan juridique, n'exerce aucune activité. Le groupe LOSINGER utilise le chiffre d'affaires comme critère de délimitation. Sont exclues toutes les sociétés filles à l'étranger qui réalisent moins de 2 mio de CA après conversion en francs suisses.

Quant au critère de *l'activité* des entreprises dans le *cadre d'un seul secteur économique*, il est également mentionné par deux groupes. Reconnaissons cependant que ce critère ne s'impose pas nécessairement pour tous les groupes. Il y a des entités économiques dont tous les membres appartiennent à la même branche. Par contre, parmi les cas examinés, il y en a aussi qui négligent manifestement ce critère — du moins à première vue. Le bilan consolidé de MIGROS par exemple inclut, à part les coopératives de vente et les sociétés de production, également les sociétés de services comme la banque Migros et la compagnie d'assurances SECURA S.A. Il en va de même dans le cas de OERLIKON-BUEHRLE où les hôtels et la compagnie d'assurance LIMMAT sont regroupés avec les autres entreprises du groupe. Il resterait à démontrer dans quelle mesure ces comptes répondent aux exigences des créanciers¹.

¹ Des conclusions tirées de la comparaison entre les exigences des créanciers et les solutions pratiques forment l'objet de la dernière section de chaque chapitre.

Délimitation du champ de consolidation

Critères de délimitation

- Importance économique de la société à consolider
- Secteur économique uniforme
- Implantation géographique

Total des groupes examinés	Groupes respectant le critère par l'exclusion de sociétés membres
20	2
20	2
20	3

Participation au capital

Total des groupes examinés	Données inexistantes ou peu claires	Pourcentage de participation directe ou indirecte		
20	3	<50%	≥50%	>50
		2	4	11

Seuls trois groupes excluent de la consolidation les *entreprises à l'étranger*. La consolidation de la SGT n'englobe que les sociétés suisses. ALUSUISSE exclut quelques sociétés de distribution travaillant à la commission, alors que les comptes de OERLIKON-BUEHRLE ne comprennent pas les sociétés sud-américaines, du fait de l'instabilité monétaire dans les pays concernés.

Quant au critère de la *participation au capital*, il faut d'abord mentionner deux cas particuliers: les groupes NESTLE-UNILAC et MIGROS. Pour NESTLE-UNILAC, l'alliance entre les entreprises n'est fondée qu'en partie sur ce critère. Le groupe est dominé par deux sociétés holdings. Il n'y a pas une, mais deux sociétés faîtières, qui sont des sociétés soeurs. L'unité de direction est notamment assurée par des liens personnels étroits entre ces deux sociétés.

Le groupe MIGROS présente d'autres caractéristiques. Douze sociétés coopératives de vente en forment le noyau. A leur tour, elles sont membres d'une autre coopérative, la Fédération des coopératives Migros (FCM). En sa qualité d'entreprise juridiquement indépendante, la FCM participe au capital de diverses sociétés anonymes. Comme ces dernières font également partie du groupe, appelé communauté Migros, le critère du taux de participation peut aussi être examiné.

Les états consolidés de 11 groupes n'englobent que les filiales dont le capital est détenu, directement ou indirectement, à plus de 50%. OERLIKON-BUEHRLE indique qu'il exige aussi bien la majorité du capital que celle des droits de vote; de même MIGROS, en ce qui concerne les sociétés de participation.

Quatre groupes se contentent du pourcentage de 50%, et deux consolident même les comptes de participations minoritaires. Ainsi, le groupe HOLDERBANK indique qu'il inclut également dans le champ de consolidation des sociétés dont le groupe ne possède pas la majorité du capital, pour autant qu'elles soient contrôlées directement ou indirectement par la société faîtière. MOEVENPICK mentionne également l'inclusion d'une participation minoritaire en déclarant qu'il existe une unité de direction de fait.

Nous avons considéré comme peu claires les données selon lesquelles le pourcentage de participation est déterminé d'après des critères qualitatifs plutôt que quantitatifs. Ainsi, dans certains cas isolés, l'on exige un pourcentage de participation "déterminant" ou une "appartenance économique" au groupe, avant d'inclure une société dans le champ de consolidation.

II Conditions respectées sur le plan de l'organisation

Par conditions d'organisation, nous entendons celles de l'uniformité des comptes en ce qui concerne la période comptable, le plan comptable, les principes d'évaluation et l'unité de calcul.

Sur les 20 groupes examinés, il y en a 5 dont les données précisent que la période comptable d'un ou de plusieurs membres diffère de celle du groupe. Un seul groupe établit pour cette raison des comptes intermédiaires, de sorte que l'uniformité reste assurée.

Dans le cas de MOEVENPICK, dont la société faîtière clôt ses comptes 6 mois avant la date de consolidation, il n'est pas possible de déterminer avec certitude si un bilan intermédiaire est établi.

Parmi les trois groupes restants, deux mentionnent que pour une seule société, la date de clôture diffère d'un mois.

Enfin, les comptes consolidés de la SGT sont établis sur la base des comptes du holding au 30 juin et des comptes des filiales au 28 février².

Dans ce contexte, SCHINDLER doit être mentionné à part. Jusqu'en 1975, SCHINDLER a publié des comptes consolidés dont les dates de clôture n'étaient pas identiques. La société faîtière clôturait son exercice le 31 mars, soit la date de référence des comptes consolidés. Par contre, les sociétés filles bouclaient au 31 décembre de l'année précédente. Ce n'est qu'à partir de 1976 que le 31 décembre a été choisi comme date de clôture commune.

Quant à l'observation des autres conditions d'organisation, nous nous référons à la suite de l'exposé³.

III Conclusions

Les exigences des créanciers quant à la délimitation du champ de consolidation ont été formulées auparavant. Leur comparaison avec les solutions pratiquées nous permet d'indiquer les divergences principales et d'apprécier finalement la valeur informative des comptes soumis.

En ne retenant que *l'importance économique* comme critère de délimitation, on peut conclure que la grande majorité des comptes examinés se prête à une analyse approfondie. Leur consolidation englobe toutes les entreprises, même celles de peu d'importance, et répond donc aux exigences des créanciers. Les groupes qui ne retiennent pas l'ensemble de leurs filiales n'y répondent-ils pas? Les deux exceptions mentionnées procèdent différemment. En excluant uniquement les entreprises qui n'existent pas sur le plan économique, l'un présente sa situation patrimoniale de façon plus complète que l'autre. Ce dernier renonce à la consolidation de véritables actifs et passifs. Il fait figurer des filiales de moins de 2 mio de CA, donc exerçant une activité, comme participations non consolidées. A notre avis, cette manière de pro-

2 Dans le rapport annuel pour l'exercice 77/78 on indique que toutes les sociétés ont bouclé leurs comptes le 28 février. A titre exceptionnel, l'exercice 77/78 du holding n'est que de 8 mois, la date de clôture ayant été ramenée du 30 juin au 28 février.

3 Voir chap. 6: l'évaluation au bilan et la prise en considération des variations de valeur.

céder peut se défendre, même si l'on s'en tient à des critères rigoureux, car le chiffre d'affaires du groupe totalisait par exemple plus de 496 mio en 1976. Les quelques sociétés exclues du champ de consolidation n'ont qu'une influence négligeable sur les chiffres consolidés.

Quant au critère de *l'appartenance à un seul secteur économique* et celui de *l'implantation géographique*, la plupart des comptes ne permettent qu'une analyse sommaire. Il s'agit notamment des comptes qui incorporent, sans tenir compte des particularités du groupe, l'ensemble des entreprises. Cependant, même ceux qui, pour des motifs bien fondés, ne retiennent que quelques-unes des entreprises ne peuvent satisfaire à une analyse détaillée. Les groupes renoncent à fournir des indications supplémentaires quant à la situation financière des membres exclus.

Pour pouvoir procéder à une analyse détaillée, les créanciers ont besoin d'informations aussi bien sur les secteurs économiques homogènes que sur l'ensemble du groupe. C'est ainsi seulement qu'on pourra déterminer quelles branches jouissent d'une situation bénéficiaire favorable et quelle est leur position à l'intérieur du groupe. La même remarque s'applique lorsqu'il s'agit de déterminer quels secteurs ont les plus fortes liquidités, sont les plus endettés ou utilisent proportionnellement le plus de capitaux et quelle est leur position dans l'entité économique. Comme exemple, nous citons les comptes de MIGROS qui répondent largement à ces critères. Le rapport d'activité de la FCM⁴ comprend, à part les comptes de la FCM elle-même, les comptes annuels de la Banque Migros, des filiales de production, des principales filiales de services et le chiffre d'affaires consolidé (seulement, hélas!) de toutes les sociétés coopératives de vente. Mais afin de donner une image de l'ensemble du groupe, MIGROS établit en outre un bilan consolidé à part, qui englobe toutes les entreprises énumérées ci-dessus ainsi que les autres participations.

En ce qui concerne la *participation au capital*, il faut considérer comme insuffisant le fait que, dans certains cas, l'on calcule le pourcentage de participation sur la base du capital social au lieu du capital assorti du droit de vote (dans certains cas, toutefois, les deux se confondent).

Les indications qualitatives relatives au pourcentage de participation doivent également être qualifiées d'insuffisantes. Toutefois, lors de l'appréciation de la participation au capital en tant que critère de délimitation, il convient de signaler que le montant et la base de calcul n'ont qu'une importance mineure pour le créancier. Ce qui est finalement important, c'est que toutes les sociétés effectivement dominées soient incluses. Relevons donc, en résumé, les exemples où même des participations minoritaires font partie du champ de consolidation quant il y a unité de direction.

L'appréciation portant sur les *conditions d'organisation*, dans les groupes examinés, aura maintenant uniquement pour objet l'uniformité de la période comptable. La plupart des groupes sur lesquels notre analyse s'est concentrée répondent aux exigences formulées. Seuls sont insuffisants, pour une analyse détaillée, les cas

où des comptes se référant à diverses dates de clôture sont consolidés. Il en va de même lorsque le manque d'informations ne permet pas de conclure à l'existence de comptes intérimaires.

Souvent, des raisons tant pratiques qu'économiques peuvent inciter à déroger à l'uniformité de la période comptable. Prenons le cas d'un groupe composé d'entreprises saisonnières dont les dates de clôture sont différentes. Des rectifications comptables devraient rendre comparables les données à consolider. Si celles-ci ne garantissaient pas l'unité formelle exigée, seuls des comptes intérimaires pourraient alors servir de base à la consolidation.

Chapitre 6

L'évaluation au bilan et la prise en considération des variations de valeur

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'évaluation des éléments du bilan peut être ramenée à deux principes fondamentaux, à savoir l'évaluation objective et l'évaluation subjective.

Les comptes examinés ne peuvent pas sans autre être subdivisés en ces deux catégories. En général, les divers éléments ne sont pas tous évalués de la même manière. Certains groupes procèdent avant tout à l'évaluation subjective. D'autres évaluent certains éléments de l'actif immobilisé à leur valeur subjective, tandis que les stocks figurent à leur valeur objective ou inversement.

Nous présentons ci-dessous de façon plus détaillée les particularités des solutions mises en pratique.

I Evaluation des créances sur clients

Parmi les actifs réalisables à court terme, un poste retient particulièrement notre attention, celui des créances sur clients.

Dans la plupart des comptes consolidés, les créances sur clients ne figurent pas à leur valeur nominale. La valeur inscrite au bilan est ajustée. Il résulte des commentaires annexés aux comptes que l'ajustement s'établit en fonction des risques de pertes futures suite de l'insolvabilité de clients.

Deux extraits de rapports annuels nous serviront d'exemple:

- a) Les créances sur clients sont portées au bilan après déduction d'un ajustement approprié en fonction du risque d'insolvabilité¹.
- b) Par des ajustements, il a été tenu compte des risques de pertes éventuelles sur ces positions (créances sur clients)².

Il est évident, que le procédé décrit sous a) et b), consistant à soustraire un montant d'ajustement aux postes figurant à l'actif, engendre, le cas échéant, la constitution de réserves latentes. Si l'on surestime le risque de pertes futures, la valeur attribuée aux créances serait sous-estimée.

1 Der ausgewiesene Bestand versteht sich nach Abzug einer angemessenen Wertberichtigung für das Delkredererisiko; OERLIKON-BUEHRLE, rapport annuel, p. 19.

2 Allfällig drohenden Verlusten auf diesen Positionen ist durch Wertberichtigungen Rechnung getragen worden; LOSINGER, rapport annuel, p. 44.

Pour le groupe LANDIS + GYR, la constitution de réserves latentes est interdite par les statuts³. C'est pourquoi LANDIS + GYR procède différemment. Voici sa règle d'évaluation telle qu'elle est indiquée dans le rapport annuel:

- c) Pour respecter le principe de ne pas constituer de réserves latentes, seules les créances sur clients effectivement non réalisables ont été éliminées⁴.

Notons encore que plusieurs groupes ne fournissent aucune indication sur l'évaluation des créances, bien que ce poste représente souvent une partie importante du total des actifs.

II Evaluation des stocks

L'exploitation des données nous permet, en appliquant comme critère les règles d'évaluation choisies, de subdiviser les comptes examinés en trois catégories (voir tableau II)⁵.

Dans leur grande majorité, les groupes évaluent les stocks au prix d'acquisition ou de revient, tout en respectant la valeur marchande comme limite supérieure.

Citons à titre d'exemple quelques extraits des commentaires annexés aux comptes:

- a) Les stocks de marchandises figurent à leur prix de revient, mais au plus à leur valeur marchande au jour du bilan⁶.
- b) Les matières premières et les produits semi-finis achetés sont estimés à leur prix de revient. Les marchandises en cours de fabrication et les produits finis sont portés au bilan pour les coûts de fabrication effectifs⁷.
- c) Les stocks comprennent les matières premières, les articles de commerce, les marchandises en cours de fabrication et les produits finis. En principe, leur évaluation se fonde sur les prix d'acquisition ou sur les coûts de fabrication effectifs (...). Dans certains cas, une déduction appropriée a été opérée sur les stocks de marchandises dont l'écoulement est incertain⁸.

3 LANDIS + GYR, rapport annuel, p. 29.

4 Bei den Kundenguthaben werden, entsprechend dem Prinzip, auf die Bildung stiller Reserven zu verzichten, nur die tatsächlich nicht mehr realisierbaren Beträge ausgeschieden; LANDIS + GYR, rapport annuel, p. 28.

5 Quant au traitement des bénéfices et pertes provenant de livraisons et prestations entre entreprises de groupe, voir chapitre 8.

6 SGT, rapport annuel, p. 19.

7 Rohmaterialien und zugekaufte Halbfabrikate werden zu Einstandspreisen bewertet. Bei der Ware in Arbeit und den Fertigprodukten werden die aufgelaufenen Fabrikationskosten erfasst; LANDIS + GYR, rapport annuel, p. 29.

8 Die Vorräte umfassen Rohmaterialien, Handelswaren, Waren in Arbeit und Fertigprodukte. Die Bewertung erfolgt grundsätzlich zu Einstandspreisen oder aufgelaufenen Herstellkosten (...). Für Warenvorräte mit unsicheren Absatzchancen wurden im Einzelfall angemessene Wertabzüge vorgenommen; OERLIKON-BÜHRLE, rapport annuel, p. 19.

Tableau II

Evaluation des stocks

Principe d'évaluation	Fréquence
Prix d'acquisition ou de revient, mais au plus à leur valeur marchande	12
Prix d'acquisition ou de revient, déduction faite des ajustements admis fiscalement	3
Valeur du jour	1
Aucune indication	4

Les extraits choisis sont typiques en ce sens qu'ils présentent un abrégé du contenu très varié des commentaires. L'exemple a) ne fournit qu'un minimum de renseignements. D'ordinaire, les indications sont plus détaillées, notamment celles des groupes industriels ayant des stocks élevés de produits en cours de fabrication. Ils précisent (exemples b) et c)) que le compte des produits semi-finis et des travaux en cours ainsi que les stocks de produits finis comprennent également les coûts de fabrication. Les informations complémentaires de l'exemple c) font exception. On donne d'abord des renseignements sur les éléments regroupés en un seul poste, donc la composition du compte de "stocks", puis on confirme la déduction d'un ajustement pour les marchandises difficiles à écouler.

Une deuxième catégorie de trois groupes indiquent explicitement dans leurs commentaires qu'ils appliquent les mêmes règles, mais en déduisant du prix d'acquisition les ajustements de valeur admis fiscalement. Ces renseignements nous font conclure que ces trois groupes au moins sous-évaluent leurs stocks par rapport au prix d'acquisition ou de revient, ou par rapport à la valeur marchande des produits. Ce procédé correspond à une évaluation prudente et permet de constituer des réserves latentes sur stocks.

Enfin, le commentaire de MOEVENPICK mérite notre attention, car c'est le seul groupe qui indique que ses stocks sont évalués selon la méthode FIFO, "premier entré/premier sorti". Il s'agit d'une méthode d'évaluation qui retient au bilan le prix de revient des unités acquises en dernier. Cette méthode comporte une certaine analogie avec la troisième catégorie décrite ci-après.

L'objectif recherché est le même: on applique un système d'évaluation qui devrait permettre de combler les effets néfastes de la hausse générale des prix en période d'inflation. Cela a amené le groupe CIBA-GEIGY à appliquer, à de rares exceptions près, le principe de l'évaluation à la "valeur du jour", à savoir la valeur de remplacement pour les matières premières, les produits semi-finis et les produits finis. Les stocks sont évalués aux coûts variables des produits (valeur standard) et adaptés à leur valeur de remplacement, si celle-ci s'est modifiée au cours de l'exercice. Les différences d'évaluation qui résultent de l'ajustement ne sont pas comptabilisées par le compte de PP, mais directement créditées ou débitées aux fonds propres du groupe.

III Evaluation des immobilisations corporelles

L'évaluation des actifs immobilisés présente une large diversité de solutions. Selon le principe d'évaluation et la méthode d'amortissement appliquée, on peut grouper les comptes en quatre catégories (voir tableau III).

Tableau III

Evaluation des immobilisations corporelles

Principe d'évaluation	Fréquence
Prix d'acquisition ou de revient, déduction faite des <i>amortissements adéquats</i>	5
Prix d'acquisition ou de revient, déduction faite des <i>amortissements admis fiscalement</i>	2
Prix d'acquisition ou de revient, déduction faite des <i>amortissements établis selon les critères de l'économie d'entreprise</i>	4
Valeur du jour	4
Indications insuffisantes	5

Le principe d'évaluation préféré est à nouveau celui du prix d'acquisition. Il est appliqué par plus de la moitié des 20 groupes examinés. Quatre groupes évaluent les immobilisations, à quelques exceptions près, à la "valeur du jour", un terme qui resterait à définir. Les autres ne peuvent être classifiés sans équivoque, vu le manque d'informations ou d'indications complètes.

Les groupes évaluant les immobilisations corporelles au prix d'acquisition se distinguent uniquement par les critères appliqués pour l'établissement des amortissements.

Citons à titre d'exemple deux extraits de rapports fournis par des groupes représentant la *première catégorie*:

- a) Les immobilisations figurent au bilan consolidé à la valeur fixée par des experts lors de l'achat des participations, valeur augmentée des acquisitions faites depuis lors et diminuée d'amortissements adéquats⁹.
- b) Les immobilisations (terrains, immeubles, machines et installations) figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée d'amortissements conformes au droit commercial¹⁰.

Les exemples cités montrent que la première catégorie de groupes n'indique que des critères vagues quant au calcul des amortissements. Mais que signifie le terme d'amortissements "adéquats"? En se référant aux dispositions du droit commercial, l'exemple b) ne donne pas davantage de précisions. On reste dans l'incertitude si les amortissements sont établis en fonction des services rendus par les actifs en question, s'ils sont sous-estimés ou au contraire exagérés pour créer des réserves latentes.

Les deux groupes de la *deuxième catégorie* font figurer leurs immobilisations au prix d'acquisition, déduction faite des amortissements admis fiscalement. Le groupe NESTLE procède de cette manière. Son commentaire attire l'attention sur une autre particularité. Il mentionne: "Lorsque l'amortissement annuel fondé sur les valeurs comptables ne suffit pas à couvrir le coût de remplacement et à prendre en considération le vieillissement technique rapide de certains groupes d'installations, un amortissement complémentaire est enregistré en consolidation et les réserves de renouvellement nécessaires sont ensuite constituées dans les sociétés centrales"¹¹. Parmi les groupes appliquant le principe de l'évaluation au prix d'acquisition, c'est le seul qui confirme la prise en charge d'amortissements de rattrapage.

La *troisième catégorie* de groupes indique de façon plus détaillée les critères sur la base desquels les amortissements ont été calculés. Les extraits suivants sont tirés des commentaires de HOLDERBANK et de LANDIS + GYR:

9 SGT, rapport annuel, p. 19.

10 Die Sachanlagen (Grundstücke, Gebäude, Maschinen, Einrichtungen) sind zu Anschaffungswerten unter Abzug handelsrechtlicher Abschreibungen bewertet; SCHINDLER, rapport annuel, p. 26.

11 NESTLE, rapport annuel, p. 50.

- c) L'évaluation des immobilisations se fonde sur le prix d'acquisition, déduction faite des amortissements conformes aux critères de l'économie d'entreprise¹².
- d) Quant aux immobilisations, la valeur d'entreprise résulte du prix d'acquisition initial après déduction d'amortissements adéquats. Les amortissements sont calculés uniquement sur la base de critères d'économie d'entreprise, en fonction de la durée probable d'utilisation des biens concernés¹³.

L'exemple c) ci-dessus ne précise pas encore comment les amortissements sont calculés effectivement. Par contre, les indications de LANDIS + GYR définissent ce qu'il faut entendre par "critères de l'économie d'entreprise". Selon cette méthode, les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation, estimée pour chaque unité à amortir, et sont déduits de la valeur d'acquisition.

L'intérêt particulier de la *dernière catégorie* de groupes réside avant tout dans le principe d'évaluation choisi. Quant au calcul des amortissements, les solutions mises en pratique correspondent à celles présentées ci-dessus.

Quatre groupes appliquent de manière plus ou moins étendue le principe de l'évaluation à la valeur du jour. Mais le champ d'application varie d'un groupe à l'autre. De plus, la définition de cette notion de valeur n'est pas uniforme.

A titre d'exemple, voici la note de SPRECHER + SCHUH:

- e) Les immeubles, machines et installations figurent à la valeur du jour calculée selon les principes de l'économie d'entreprise, compte tenu d'amortissements appropriés selon leur état et leur âge¹⁴.

Le groupe SULZER est tout aussi bref, en ajoutant pourtant le montant absolu des réévaluations de valeur effectuées à la fin de l'exercice¹⁵.

Au contraire des cas précités, les commentaires de OERLIKON-BUEHRLE et de CIBA-GEIGY sont si détaillés que nous nous bornons à n'en résumer que les points les plus intéressants¹⁶.

Chez OERLIKON-BUEHRLE, les terrains sont portés au bilan à leur valeur vé-nale sous déduction d'une marge d'estimation, pour autant qu'ils ne dépendent pas directement d'immeubles d'habitation. Les immeubles d'habitation ainsi que les terrains en dépendant sont présentés à leur valeur de rendement, alors que quelques usines et immeubles administratifs (terrains non compris et après déduction d'amortissements adéquats) figurent au bilan à une valeur tenant compte de la moitié du

12 Die Bewertung des Anlagevermögens erfolgt zu den Anschaffungswerten abzüglich betriebswirtschaftlicher Abschreibungen; HOLDERBANK, rapport annuel, p. 45.

13 Beim Anlagevermögen werden von den ursprünglichen Kosten (...) die massgebenden Abschreibungen abgezogen und so der Betriebswert ermittelt. Die Abschreibungen (...) werden ausschliesslich nach betriebswirtschaftlichen Kriterien aufgrund der voraussichtlichen Nutzungsdauer der einzelnen Objekte vorgenommen; LANDIS + GYR, rapport annuel, p. 29.

14 Gebäude, Maschinen und Einrichtungen sind nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen zu Tageswerten, unter Anrechnung angemessener Abschreibungen nach Zustand und Alter berücksichtigt; SPRECHER + SCHUH, rapport annuel, p. 16.

15 SULZER, rapport annuel, p. 19.

16 Voir rapport annuel de OERLIKON-BÜHRLE, p. 19 et 20, et de CIBA-GEIGY, p. 51.

renchérissement dans le secteur de la construction. Aux divers principes d'évaluation s'ajoute encore celui du prix d'acquisition sur lequel est basée l'évaluation des autres immobilisations. Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation technique, estimée pour chaque bien au moment de son acquisition. Les actifs ayant une valeur d'usage même après leur amortissement complet sont réévalués et amortis à nouveau.

CIBA-GEIGY fait figurer au bilan toutes les immobilisations, à l'exception des terrains, à leur valeur du jour. Selon cette méthode, les valeurs d'acquisition sont régulièrement adaptées au renchérissement au moyen d'indices spécifiques de prix. Les amortissements calculés en fonction de la durée d'utilisation sont déduits des valeurs ainsi obtenues, de sorte que la valeur qui apparaît au bilan est la valeur résiduelle du jour. Les différences d'évaluation qui résultent de la détermination de la nouvelle valeur du jour sont directement créditées ou débitées aux fonds propres et n'influent donc pas le résultat de l'exercice.

IV Evaluation des participations non consolidées

Nous avons tenté ci-dessus de mettre en évidence la pluralité des principes d'évaluation appliqués. La diversité des solutions mises en pratique sera complétée par l'examen d'un actif particulier: les participations non consolidées.

L'exploitation des données (voir tableau IV) aboutit à un total de cas analysés qui dépasse le nombre des groupes que nous avons retenus, car deux d'entre eux doivent être comptés double.

Tableau IV

Evaluation des participations non consolidées

Principe d'évaluation	Fréquence
Prix d'acquisition, déduction faite des amortissements adéquats	10
Valeur correspondant à la quote-part aux fonds propres déclarés par la société non consolidée	3
Valeur intrinsèque estimée	1
Valeur de rendement	1
Indications insuffisantes	7

Chez HOLDERBANK et NESTLE, diverses sociétés sont portées au bilan consolidé à leur valeur comptable, c'est-à-dire à la valeur figurant dans les comptes de la société faitière (valeur d'acquisition sous déduction d'amortissements appropriés). D'autres, par contre, figurent à la valeur correspondant à la quote-part du groupe aux fonds propres.

Dans le rapport annuel de NESTLE, il est mentionné explicitement que le premier de ces procédés est utilisé lorsque le pourcentage de participation est inférieur à 20%, et le second lorsqu'il atteint au moins 20%, mais est inférieur à 50%.

NESTLE et SANDOZ sont les seuls groupes qui indiquent, dans les commentaires du bilan, la manière de traiter les sociétés exploitées conjointement avec un autre groupe. Chez NESTLE, tous les actifs, passifs, revenus et charges de ces sociétés sont inclus dans la consolidation jusqu'à concurrence de la part au capital social. Le procédé appliqué par SANDOZ est différent. Ici, les entreprises exploitées conjointement figurent au bilan consolidé à leur prix d'acquisition, comme les participations à d'autres sociétés exclues de la consolidation, à moins que leur valeur intrinsèque ne soit inférieure.

Les groupes qui évaluent la fortune sur la base du principe de la valeur du jour traitent toutes leurs participations non consolidées selon une méthode différente.

OERLIKON-BUEHRLE, par exemple, les fait figurer à leur valeur de rendement, alors que SULZER porte au bilan l'estimation de leur valeur intrinsèque. CIBA-GEIGY, par contre, évalue les participations non consolidées à leur valeur d'acquisition sous déduction d'amortissements adéquats.

V Conclusions

Quelles sont, parmi les solutions mises en pratique, celles qui répondent le mieux aux exigences de la sincérité et de la clarté des comptes? Leur valeur informative dépend tout d'abord de la possibilité de les interpréter. Or, il est indispensable que l'analyste dispose de tous les renseignements nécessaires quant aux principes d'évaluation appliqués.

Cet aspect purement *formel* n'est pas toujours observé. Il manque, dans plusieurs des rapports consultés, des annotations quant à l'évaluation des stocks. Les indications sur le principe de l'évaluation des immobilisations sont plus complètes. Pourtant, dans la plupart des cas, on renonce à définir le mode de calcul des amortissements.

Nous apportons ci-après un jugement des diverses solutions du point de vue *matériel*, à savoir la valeur informative des comptes résultant de leur évaluation et de la prise en considération des variations de valeur.

a) *L'évaluation au bilan*

Les exigences relatives aux principes d'évaluation peuvent être résumées ainsi: les valeurs comptables doivent refléter autant que possible la situation économique effective.

Il est évident que les groupes qui procèdent selon le principe de la *valeur d'acquisition*, tout en sous-évaluant les éléments actifs par des provisions ou des amortissements exagérés, ne peuvent satisfaire à nos exigences. Les données ne font ressortir que sommairement la situation de fortune. En effet, la présentation de valeurs sous-évaluées ne permet plus une analyse sans équivoque, car on pourrait supposer des réserves latentes là où il n'y en a pas et inversement.

Une valeur informative déjà plus élevée revient aux actifs ajustés en supprimant, par exemple pour les stocks, la réserve fiscale exagérée. Notons en passant que cela peut avoir pour conséquence un résultat consolidé sensiblement différent des résultats comptables. Par exemple si la réserve fiscale sur stocks a augmenté en cours d'exercice, le résultat consolidé sera supérieur au résultat total du groupe, et cela pour un même montant.

Les actifs immobilisés évalués au prix d'acquisition, déduction faite des tranches d'amortissements établies en fonction de leur durée d'utilisation, présentent aussi une valeur informative plus élevée. Pourtant, cette solution n'est pas toujours satisfaisante, notamment pour les actifs acquis successivement au cours de plusieurs décennies. LEU constate avec raison que "le bilan, qui comprend généralement des éléments qui n'ont pas fait l'objet d'évaluations récentes, est faussé en période d'inflation, car ces éléments y sont exprimés en unités monétaires passées et sont donc sous-évalués"¹⁷.

Afin de présenter les immobilisations à une valeur plus conforme à la réalité, quelques groupes les évaluent ou bien à la *valeur de rendement*, ou bien à la *valeur du jour*, c'est-à-dire à la valeur de remplacement ou au prix de revient indexé sur un indice des prix.

La valeur de rendement correspond au rendement moyen annuel capitalisé. Nous attribuons une valeur informative élevée à cette solution, à condition que l'on choisisse un taux de capitalisation adéquat et que ce dernier soit déclaré. Or, quelques groupes omettent de l'indiquer.

Lorsqu'on évalue à la valeur de remplacement, il faut savoir que cette dernière est souvent difficile à déterminer. En l'absence d'un marché régulier fixant la valeur de remplacement des biens concernés, il est nécessaire d'apprécier celle-ci par estimation. Il y a donc un élément d'insécurité dans l'évaluation. De même lors de l'indexation de la valeur d'acquisition, il se pose le problème du choix de l'indice à utiliser. Devons-nous, pour cette raison, repousser l'évaluation à la valeur du jour?

17 Leu, La sincérité du bilan en période d'inflation, dans SAG No. 1, 1975, p. 15.

Bien que ce procédé ne permette pas toujours de vérifier les valeurs portées au bilan, nous sommes d'avis qu'il en résulte des informations précieuses, pour autant que les explications en annexe des comptes soient détaillées et permettent de penser que l'estimation a été prudente. Aussi partageons-nous l'opinion de Folliet¹⁸ qui affirme que "dans cette réévaluation (réévaluation monétaire par indexation du prix de revient), des règles strictes peuvent être appliquées et elles ne comportent aucune ouverture sur la fantaisie".

Si pourtant, lors de cas particuliers, des réserves subsistent quant à l'évaluation à la valeur du jour, on pourrait améliorer la valeur informative des comptes en indiquant également les valeurs d'acquisition initiales ainsi que l'année d'acquisition des principaux actifs.

b) *La prise en considération des variations de valeur*

Le point de savoir si les comptes examinés reflètent le résultat réel dépend également de la prise en considération des variations de valeur dans le PP.

Le procédé des groupes évaluant les actifs immobilisés au prix d'acquisition est difficile à apprécier. D'une part, on constate que plusieurs d'entre eux prennent en charge des *amortissements exagérés*. D'autre part, il n'y a qu'un seul groupe, malgré la dépréciation monétaire globale des dernières années, qui utilise explicitement la valeur de remplacement comme base de calcul des amortissements. On peut donc conclure, au moins pour quelques groupes, que les amortissements exagérés suppléent partiellement aux charges à imputer et nécessaires à la constitution de réserves de remplacement. Ce n'est cependant le cas que si les biens ayant encore une valeur d'usage après leur amortissement complet sont réévalués et amortis à nouveau.

La valeur informative est plus évidente chez les groupes évaluant les actifs à la valeur du jour. Ici, la coïncidence entre le résultat ressortant du PP et le résultat réel est probablement plus marquée. En cas de réévaluation d'actifs, les ajustements font augmenter automatiquement les amortissements à prendre en charge. Si l'on ne procède pas régulièrement à des amortissements de rattrapage, le total des amortissements n'équivaut cependant pas encore au prix d'acquisition des investissements de remplacement. Enfin, il y a lieu de relever que ces charges ne doivent être établies qu'en fonction de la dépréciation monétaire. Si la valeur de remplacement est influencée par d'autres facteurs (par exemple l'évolution technologique), la part en découlant ne devrait pas être imputée au résultat de l'exercice.

Quant à la façon de comptabiliser les *plus-values constatées*, les groupes en question nous ont confirmé qu'ils les passent directement aux fonds propres. Donc, ils répondent entièrement à nos exigences.

18 FOLLIET P., Bilan annuel et bilan consolidé, dans *Lebendiges Aktienrecht*, 1971, p. 69.

Les conclusions relatives à la dernière catégorie des variations de valeur, à savoir les *provisions*, se résument brièvement, vu le manque d'indications de plusieurs groupes. Souvent, on ne peut savoir sur quelle base et comment on les a calculées. En outre, aucun groupe ne confirme que le montant des provisions nécessaires a été déterminé dans l'optique de l'ensemble des entreprises. Nous sommes donc amenés à supposer que les provisions figurant dans les comptes des filiales sont reprises telles quelles. On ne prévoit ni provisions supplémentaires, ni dissolutions, alors que ces dernières seraient admissibles ou même souhaitables pour toute provision due à des faits internes au groupe.

Chapitre 7

L'évaluation et la conversion des comptes en monnaies étrangères

Nous n'avons pas étudié jusqu'ici la consolidation d'entreprises situées à l'étranger. Nous avons cependant relevé déjà plusieurs fois que des problèmes supplémentaires se posent aux groupes internationaux. En délimitant le champ de consolidation, quelques groupes mentionnent qu'ils sont contraints de traiter différemment les sociétés étrangères.

Pour les groupes internationaux, les problèmes de consolidation sont trop nombreux pour que nous puissions les examiner à fond dans le cadre de cette étude. C'est pourquoi nous n'en traiterons ici que deux.

Il est indispensable d'abord d'abord l'aspect théorique de *l'évaluation* et notamment de la *conversion* des comptes. Cela nous permettra ensuite d'analyser les solutions appliquées. En conclusion, nous les apprécierons tout en précisant de manière plus détaillée les exigences relatives à la conversion.

I Evaluation des comptes en monnaies étrangères

Rappelons l'exigence que les mêmes règles d'évaluation doivent être appliquées par l'ensemble des entreprises du groupe. Il est évident que pour les groupes internationaux, cette condition est difficile à observer, vu la disparité des dispositions légales d'un pays à l'autre. Ainsi, les dispositions de certains Etats d'Amérique latine et d'Europe prévoient, étant donné la dépréciation monétaire, la possibilité de procéder à la réévaluation des avoirs. Afin de répondre à l'exigence de prudence dans l'établissement du bilan, d'autres pays autorisent des provisions exagérées ou, par exemple en Suisse, permettent des amortissements excessifs, donc la création de réserves latentes.

Ces quelques exemples nous font présumer que la consolidation d'entreprises situées à l'étranger, donc soumises à différentes législations, engendre souvent une présentation de valeurs hétérogènes.

Il importe cependant de tenir compte de l'interdépendance particulière qui existe entre l'évaluation et la conversion des comptes, lorsqu'au cours d'une période comptable, la parité entre la monnaie du groupe et celle à convertir se modifie: la conversion n'est plus alors qu'une simple transformation en une autre unité de compte. Le changement de parité a aussi une incidence sur l'évaluation des éléments du bilan.

Parmi les groupes examinés, il en est quelques-uns dont les comptes des filiales étrangères ont été réévalués avant la conversion. Or, les mêmes groupes affirment

avoir évalué leur fortune selon le principe de la valeur d'acquisition. Il s'agit de savoir si ces groupes dérogent à l'exigence d'appliquer les mêmes règles d'évaluation pour l'ensemble de leurs membres. Une réponse précise n'est pas possible pour l'instant; il nous faut d'abord connaître les répercussions éventuelles d'un changement de parité ainsi que les cours de conversion appliqués.

II *Les procédés de conversion*

La conversion est le domaine de la consolidation qui connaît la plus grande diversité de solutions; c'est ici que les points de vue s'opposent le plus nettement.

Les théories sur la conversion mentionnent quelques principes fondamentaux; ils diffèrent selon le cours de conversion et la date de référence choisis, et peuvent être subdivisés en "*cours du jour*" et "*cours historiques*". Les cours du jour sont ceux en vigueur à la date de clôture du bilan, tandis que les cours historiques se réfèrent à la date de l'acquisition d'un poste actif ou passif. L'application des cours historiques implique qu'ils soient maintenus jusqu'à l'extinction des postes en question¹.

Nous nous limiterons ici à la présentation de trois des procédés de conversion nous paraissant particulièrement importants. Nous indiquerons également les principaux effets de la conversion. Nous relèverons notamment les influences d'une réévaluation de la monnaie du groupe, donc du franc suisse. Après la conversion des valeurs du bilan, nous exposerons le problème de la conversion des postes du compte de pertes et profits, ainsi que de la comptabilisation des bénéfices et pertes de change.

1. *La conversion des éléments du bilan*

L'expérience des Etats-Unis en matière de conversion est fondée sur des décennies de pratique, elle est donc plus importante qu'en Europe. La plupart des procédés adoptés, notamment ceux que nous présenterons ici, sont basés sur l'expérience d'auteurs américains. Nous traiterons ci-après de la conversion uniforme de tous les postes du bilan au cours du jour, ainsi que de deux procédés utilisant aussi bien les cours du jour que les cours historiques; il s'agit d'une part du procédé de la différenciation d'après le caractère monétaire des divers postes, et d'autre part de la différenciation d'après les critères de liquidité (court/long terme)².

1 Voir Müller, *Aufstellungsmöglichkeiten konsolidierter Bilanzen internationaler Unternehmen*, p. 58, avec indication d'autres auteurs.

2 Voir à ce sujet Müller, op. cit., p. 62 ss et Lück, *Die Umrechnung der Jahresabschlüsse ausländischer Konzerngesellschaften und die Behandlung von Umrechnungsdifferenzen für die Aufstellung internationaler Konzernabschlüsse*, p. 33 ss.

a) *Conversion uniforme au cours du jour (closing rate method)*¹

Sa dénomination indique déjà la caractéristique de ce procédé: tous les postes du bilan sont convertis au cours de la date de clôture. Or, quels sont les effets de ce procédé lors d'une *réévaluation de la monnaie du groupe*? Nous supposons d'abord que les postes à convertir sont évalués selon le principe de la valeur d'acquisition. Ensuite, nous examinerons les effets de cette méthode dans le cas d'une évaluation à la valeur du jour.

La conversion des actifs, évalués en monnaie étrangère à la *valeur d'acquisition*, fait apparaître une perte de change; si nous excluons une variation des postes pendant la période comptable, les éléments convertis seront présentés, par rapport à l'année précédente, à une valeur comptable inférieure (voir tableau V: conversion lors d'une évaluation de fortune selon le principe de la valeur d'acquisition). Cette perte ne se répercute toutefois pas entièrement sur les fonds propres, car la fortune nette n'est que la différence entre les actifs à convertir et les fonds de tiers. Donc, la fortune n'est diminuée par les pertes de change que proportionnellement à sa part au total du bilan.

La conversion uniforme au cours du jour a un avantage important: elle est simple à appliquer. A cet avantage s'oppose cependant un inconvénient: la présentation de l'état de fortune est directement influencée par les variations de parités. Si les effets de la conversion ne coïncident pas avec l'évolution économique de l'entreprise étrangère, les valeurs comptables en résultant n'ont aucune valeur informative. C'est le cas lorsqu'à la suite d'une réévaluation considérable de l'unité monétaire du groupe, les éléments convertis sont sous-évalués.

Une présentation souvent plus adéquate est obtenue si les postes à convertir sont exprimés à la *valeur du jour*. Mais, en appliquant ce principe, les effets de la conversion doivent être soigneusement contrôlés. Les valeurs du jour après conversion peuvent être, selon le rapport existant entre la variation de la parité et le coefficient de réévaluation, inférieures, égales ou supérieures aux valeurs d'acquisition converties (voir tableau V: conversion lors d'une évaluation selon le principe de la valeur du jour, cas A, B et C). Il peut donc y avoir des pertes de change (cas A) ou des bénéfices de change (cas B)³.

3 Aussi bien lors de la conversion de valeurs d'acquisition que de valeurs du jour, nous désignons la différence par rapport aux valeurs converties de l'année précédente comme étant une perte, respectivement un bénéfice de change. On notera cependant que ceci n'est dû dans le premier cas qu'à la variation de la parité, tandis que dans le deuxième viendront s'ajouter d'autres effets monétaires (p. ex. dépréciation inflationniste de la monnaie étrangère).

Tableau V

Effets de la conversion uniforme au cours du jour

Hypothèses			
Valeur comptable en unités monétaires étrangères (UME)			
Parité avant réévaluation de l'unité monétaire du groupe (UMG)			
Parité après réévaluation de l'unité monétaire du groupe (UMG)			
			100 UME 1 : 1 1 : 2
Conversion lors d'une évaluation selon le principe de la valeur d'acquisition			
Valeur comptable x cours du jour avant réévaluation	=	$100 \times 1,0$	=
Valeur comptable x cours du jour après réévaluation	=	$100 \times 0,5$	=
			100 UMG 50 UMG
Conversion lors d'une évaluation selon le principe de la valeur du jour			
Cas A Variation de parité > Dépréciation de la monnaie étrangère (due à l'inflation)			
Hypothèse	Dépréciation de la monnaie étrangère de 50%		
Conversion	Valeur du jour en UME	=	150 UME
	Valeur du jour en UME x cours du jour	=	$100 + 100 \times 0,5$
			$150 \times 0,5$
			75 UMG
Cas B Variation de parité < Dépréciation de la monnaie étrangère (due à l'inflation)			
Hypothèse	Dépréciation de la monnaie étrangère de 200%		
Conversion	Valeur du jour en UME	=	300 UME
	Valeur du jour en UME x cours du jour	=	$100 + 100 \times 2,0$
			$300 \times 0,5$
			150 UMG
Cas C Variation de parité = Dépréciation de la monnaie étrangère (due à l'inflation)			
Hypothèse	Dépréciation de la monnaie étrangère de 100%		
Conversion	Valeur du jour en UME	=	200 UME
	Valeur du jour en UME x cours du jour	=	$100 + 100 \times 1,0$
			$200 \times 0,5$
			100 UMG

b) *Différenciation d'après le caractère monétaire*
(monetary and non monetary approach)

Ce procédé consiste à appliquer des cours de conversion différents selon que les postes du bilan représentent des éléments monétaires ou corporels. Les valeurs monétaires, telles que l'encaisse, les créances et les engagements, sont soumises directement aux variations des cours de conversion. Elles seront donc converties au cours de la date de clôture du bilan (cours du jour). Les postes actifs ou passifs non monétaires seront par contre convertis aux cours historiques.

L'application de cours différenciés est basée sur l'hypothèse que les postes non monétaires, malgré la variation de la parité intervenue, conservent leur valeur intrinsèque en unité monétaire du groupe. Leur conversion à des cours historiques n'est toutefois admissible que s'ils ont été préalablement évalués selon le principe de la valeur d'acquisition. Toute évaluation d'actifs selon le principe de la valeur du jour aurait pour conséquence leur surévaluation.

Il faut à nouveau mettre en évidence les effets de la conversion à la suite d'une réévaluation de la monnaie du groupe. De telles incidences ne se manifestent que lors de la conversion des éléments monétaires. La conversion des éléments monétaires actifs provoquerait une perte de change; les mêmes postes figurent au bilan consolidé, par rapport à l'année précédente, à une valeur inférieure. Cette perte est cependant compensée par la conversion des postes monétaires passifs. En général, ces derniers sont plus importants que les éléments actifs, la conversion entraîne donc un bénéfice de change.

c) *Différenciation d'après les critères de liquidité*
(current and non current approach)

A nouveau, on utilise lors de la conversion aussi bien les cours du jour que les cours historiques. L'attribution des cours aux divers postes se fait toutefois d'après leur degré de liquidité.

Il faut donc établir si les postes sont de nature à long terme ou à court terme. Les premiers seront convertis à des cours historiques; les postes à court terme, par contre, le seront au cours du jour. Pour toutes les créances et les engagements à brève échéance, ainsi que pour les disponibilités et les biens corporels de l'actif circulant, on appliquera en général les cours du jour. La conversion du capital social, des réserves, des dettes à long terme et des immobilisations se fera par contre à des cours historiques.

Il convient, une fois de plus, d'indiquer les effets d'une réévaluation de la monnaie du groupe. Ces effets se manifestent — de manière analogue au procédé ci-dessus — uniquement en fonction des postes à convertir au cours du jour. Si le montant des actifs ou des passifs concernés est prépondérant, il résultera de la conversion une perte ou un bénéfice de change.

Enfin, la conversion d'éléments de fortune à des cours historiques n'est à nouveau admissible que lorsque l'évaluation est effectuée selon le principe de la valeur d'acquisition.

2. La conversion du compte de pertes et profits

Les cours de conversion des postes du compte de pertes et profits doivent être les mêmes que ceux appliqués aux postes correspondants du bilan.

Les amortissements sont à convertir aux cours appliqués aux immobilisations correspondantes. Si ces dernières ont été converties à des cours historiques, on traitera les amortissements de la même manière. Convertis aux cours du jour, les amortissements cumulés d'un actif ne correspondraient plus à son prix d'acquisition ou de revient. Les charges imputées pour les matières premières utilisées doivent être converties au même cours que les stocks correspondants. Tout autre charge ainsi que les revenus doivent être convertis, selon les fluctuations des diverses monnaies, aux cours du jour, aux cours moyens mensuels, trimestriels ou annuels.

3. Traitement des différences de conversion

Avant d'indiquer les différents modes de traitement des bénéfices et pertes de change, résumons les origines de ces différences. L'hypothèse reste celle d'une réévaluation de la monnaie du groupe pendant la période comptable.

Nous avons présenté trois procédés de conversion. Lorsque la conversion s'effectue au *cours du jour*, il en résulte une perte de change, pour autant que les actifs en monnaie étrangère aient été évalués à leur valeur d'acquisition; les partisans de cette méthode considèrent cette perte comme effectivement réalisée. L'évaluation des actifs d'après le principe de la valeur du jour peut dégager, selon le montant des réévaluations et le taux de change appliqué, aussi bien des pertes que des bénéfices de change.

Lors de l'application des *cours différenciés*, les pertes, respectivement les bénéfices de change ne se produisent que pour les postes convertis au cours du jour. En outre, la différence de change dépend du total des actifs par rapport aux passifs à convertir. Pour les postes convertis à des cours historiques, les pertes, respectivement les bénéfices de change sont différés dans le temps. Ils ne figurent aux comptes qu'au moment de leur réalisation, par exemple lors de la vente d'un immeuble.

Les pertes de change ainsi que les bénéfices provenant de la conversion des postes du bilan peuvent être traités différemment du point de vue comptable. En principe, trois solutions sont possibles:

- a) Si les différences de change font partie de la perte ou du bénéfice de l'exercice, on parle d'un *traitement affectant le résultat*. Les différences de change sont considérées comme effectivement réalisées.
- b) Contrairement à la solution ci-dessus, ces différences peuvent être exclues du résultat et l'on parle alors d'un *traitement neutre*. Les différences de change figurent au bilan en tant que poste séparé, ou sont compensées avec les réserves déclarées.
- c) La troisième solution est une *combinaison* des deux précédentes: elle consiste à compenser certains des montants avec le résultat, alors que d'autres sont traités de façon neutre. Ainsi, les pertes peuvent être débitées au résultat, alors que les bénéfices figureront séparément.

Des différences de change apparaissent également lors de la conversion du compte de pertes et profits, si les charges et revenus sont convertis à des cours différents. Lors du bouclage de ce compte, le solde ne correspond plus forcément au résultat découlant du bilan. Un nouveau poste sera introduit au PP afin de procéder à l'ajustement nécessaire.

III Les procédés de conversion utilisés par les groupes examinés

L'aperçu résumant la fréquence des procédés utilisés montre que la majorité des groupes appliquent la méthode des cours uniformes (voir tableau VI). A part quelques cas où, à défaut d'indications claires, aucune affirmation n'est possible, seuls cinq groupes utilisent des cours de conversion différenciés.

Tableau VI

Conversion des comptes en monnaies étrangères

Procédé de conversion	Fréquence
Conversion uniforme	11
Conversion différenciée	5
Aucune indication	2
Groupes sans filiales étrangères dans le champ de consolidation	2

1. Conversion à des cours uniformes

La majorité des groupes procédant à la conversion uniforme adopte les cours de la date du bilan (voir tableau VII A). Parmi eux, un groupe présente une solution particulière: SIKA établit les comptes consolidés au 31 décembre, comme nous l'avons déjà indiqué, en les publiant avec les comptes annuels de la société faîtière, qui boucle son exercice au 31 mars. Afin de tenir compte des pertes de change intervenues par la réévaluation de la monnaie du groupe entre ces deux dates, les comptes des sociétés étrangères sont convertis aux cours du jour le 31 mars.

La conversion du compte de pertes et profits se fait, à une exception près, aux cours appliqués pour les éléments du bilan. Seul CIBA-GEIGY choisit, pour le PP, les cours moyens de la période comptable et applique à l'état de fortune les cours de la date de clôture.

La conversion fait apparaître des pertes de change dans tous les groupes. Des pertes ont dû être déclarées même par ceux qui évaluent leur fortune à la valeur du jour. Elles s'expliquent par le fait que les effets de la réévaluation du franc suisse dépassent ceux de la réévaluation comptable des actifs à l'étranger.

Quant au traitement des pertes de change, il peut apparaître surprenant que tous les groupes donnent la préférence à la méthode neutre, à savoir la comptabilisation directe des différences de change par les fonds propres (voir tableau VII B). Pourtant, le flottement du franc suisse a provoqué parfois des pertes si élevées que celles-ci ne pouvaient plus être mises à la charge du résultat de l'exercice. NESTLE mentionne explicitement dans son rapport de 1974 que les moins-values exceptionnelles ont conduit à ne plus considérer comme un poste à charge de l'exercice la différence de change afférente au capital circulant.

Enfin, les groupes CIBA-GEIGY, NESTLE, SULZER, OERLIKON-BUEHRLE, LOSINGER et SIKA méritent une mention particulière: ils sont les seuls qui indiquent les pertes subies par la conversion des comptes en monnaies étrangères.

2. Conversion à des cours différenciés

Aucun des procédés présentés, à savoir la conversion différenciée selon le caractère monétaire des postes et celle qui se fonde sur les critères de liquidité, n'est mis en pratique. Celui auquel on a recours se situe entre les deux. La délimitation des postes du bilan en éléments à convertir à des cours historiques et ceux à convertir à des cours plus récents est effectuée comme suit: l'actif circulant et l'ensemble des dettes sont attribués à la deuxième catégorie, tandis que les immobilisations figurent dans la première.

Pour la conversion, on utilise aussi bien des cours se référant à une date précise (par exemple la date du bilan) que des cours moyens (voir tableau VIII A). D'ordinaire, les immobilisations acquises avant mai 1971, donc avant la première réévalua-

Tableau VII

Conversion uniforme

A. Cours de conversion

Cours	Fréquence Bilan	Fréquence PP
Cours du jour de la date de clôture	7	6
Cours moyens du mois de clôture	1	1
Cours moyens de la période comptable	2	3
Autres	1	1
Groupes procédant à la conversion uniforme	11	11

B. Traitement de la différence de change

Mode de traitement	Fréquence
Traitement affectant le résultat	0
Traitement neutre avec indication de la différence	6
Traitement neutre sans indication de la différence	5
Groupes procédant à la conversion uniforme	11

Tableau VIII

Conversion différenciée

A. Conversion des éléments du bilan

Cours de conversion	Fréquence actif circulant et fonds de tiers	Fréquence immobilisations
Cours du jour à la date de clôture	2	
Cours moyens du mois de clôture	3	
Cours du jour à la date de clôture de l'année d'acquisition ou au jour d'acquisition		3
Cours moyens de l'année d'acquisition		2
Groupes procédant à la conversion différenciée	5	5

B. Conversion du compte de pertes et profits

Cours de conversion	Fréquence
Cours du jour à la date de clôture	1
Cours moyens du mois de clôture	1
Cours moyens de la période comptable	3
Groupes procédant à la conversion différenciée	5

tion marquée du franc suisse, sont converties aux cours en vigueur immédiatement avant cette réévaluation. Pour les éléments qui se sont ajoutés depuis, on applique les cours de conversion de l'année d'acquisition.

Cinq groupes — ALUSUISSE, FORBO, HOLDERBANK, LANDIS + GYR et SANDOZ — utilisent des cours différenciés. Deux d'entre eux confirment que la variation de la parité a eu pour conséquence des pertes de change et ils en indiquent le montant. Quant au traitement comptable des pertes de change, quatre groupes les comptabilisent de façon neutre. SANDOZ les enregistre dans le PP. Seul ce dernier groupe impute donc les pertes provenant de la conversion au résultat de l'exercice.

La conversion des comptes de profits et pertes s'effectue soit aux cours du jour à la date de clôture, soit aux cours moyens du mois de clôture ou de la période comptable (voir tableau VIII B). Il est cependant indiqué en annexe des comptes que la conversion des amortissements est effectuée aux mêmes cours que ceux utilisés pour les éléments de fortune correspondants.

IV Conclusions

Avant de critiquer les solutions appliquées, il importe de compléter les critères d'appréciation des créanciers⁴.

Le créancier considère en principe la conversion des comptes comme faisant partie de l'évaluation de la fortune. En conséquence, elle doit s'effectuer de manière que, même lors d'un changement de la parité, le principe d'évaluation choisi demeure respecté. Ainsi, les éléments évalués au prix d'acquisition devront, après conversion, toujours correspondre à ce principe.

Quant à la comptabilisation des différences de change, nous sommes d'avis que celles provenant de la conversion des éléments du bilan ne sont pas à passer par le PP. Nous estimons que leur prise en considération fausserait le résultat réel, car celui-ci doit uniquement refléter le résultat de l'activité économique. Par contre, les pertes ou produits de change provenant des affaires et, le cas échéant, les moins-values de la conversion des amortissements à des cours historiques, doivent être imputés au résultat de l'exercice.

Pour tous les procédés de conversion, on peut utiliser aussi bien des cours se référant à une date précise que des cours moyens. En principe, il faut choisir les cours qui, compte tenu de la situation monétaire, assurent la plus grande valeur informative.

Ces remarques faites, nous apprécierons les différents procédés mis en pratique.

⁴ Voir aussi chapitre 4, p. 41 ss.

1. Appréciation de la conversion uniforme

Tous les groupes qui évaluent leur fortune à la *valeur du jour* utilisent des cours de conversion se rapportant à la date de clôture⁵. De ce fait, on respecte le principe d'évaluation choisi, car les éléments figurent au bilan, même après la conversion, à la valeur du jour.

Les autres groupes procèdent à l'évaluation selon le principe de la *valeur d'acquisition*. Pourtant, deux d'entre eux, NESTLE et SIKA, convertissent des comptes qui ont été réévalués par les filiales étrangères. Ce procédé répond-il encore aux exigences des créanciers?

D'une part, nous avons signalé que l'utilisation de cours uniformes, lors d'une forte réévaluation du franc suisse, présente le désavantage que la conversion de valeurs d'acquisition peut engendrer de fortes sous-évaluations de fortune. D'autre part, nous demandons que les éléments de la fortune, même après leur conversion, correspondent encore au principe d'évaluation choisi.

Par rapport à de nombreuses monnaies étrangères, la réévaluation du franc suisse a été considérable ces dernières années. Or, dans l'intérêt d'une présentation plus exacte de l'état de fortune, nous estimons que des ajustements de valeur avant la conversion assurent, le cas échéant, une valeur informative plus élevée du bilan consolidé.

De tels ajustements ne contreviennent pas forcément au principe de la valeur d'acquisition. Il est possible de déterminer une limite supérieure précise pour les réévaluations admissibles: Les éléments de fortune réévalués et convertis à des cours du jour ne sauraient dépasser les valeurs d'acquisition initiales, déduction faite d'amortissements appropriés et convertis à des cours historiques.

Si cette limite supérieure est dépassée, la réévaluation préalable conduit à des surévaluations de fortune qui contreviennent nettement au principe de la valeur d'acquisition. NESTLE et le groupe SIKA mentionnent cependant, malgré les réévaluations effectuées, d'importantes pertes de change; nous pouvons de ce fait supposer que le principe de la valeur d'acquisition demeure respecté.

Notons encore que le traitement neutre des différences de change — c'est le procédé choisi par tous les groupes — ne permet qu'une estimation des incidences monétaires, à moins que des indications ne soient données à ce sujet dans les commentaires annexés aux comptes.

⁵ Sulzer fait cependant figurer au bilan les terrains à leur prix d'acquisition; toutefois, le rapport annuel mentionne que, pour la conversion des terrains de sociétés étrangères, les cours appliqués sont ceux qui étaient en vigueur au moment de l'achat.

2. Appréciation de la conversion différenciée

Par l'utilisation de cours différenciés, les incidences monétaires à la suite d'une variation de la parité sont limitées aux éléments du bilan convertis au cours du jour. Donc, l'étendue effective de telles incidences ne peut plus ressortir des comptes. C'est là l'inconvénient principal de ce procédé.

Les solutions appliquées par les groupes ne sont que des variantes d'une seule méthode. En comparant celle-ci aux méthodes décrites par Müller⁶, le créancier donne-t-il la préférence à l'une d'elles?

Nous nous prononçons en faveur de la solution mise en pratique. Nous la préférons d'une part à celle de la conversion différenciée selon le caractère monétaire des postes, car nous sommes d'avis que les valeurs corporelles de l'actif circulant doivent également être converties au cours de la date du bilan. Ces biens sont destinés à être vendus, ou transformés et vendus par la suite. Or, leur valeur marchande à la date du bilan est fonction du cours du jour à cette date. D'autre part, la solution choisie est préférable à la conversion d'après les critères de liquidité. A notre avis, les dettes à long terme doivent être converties au cours du jour, donc de façon analogue à celles à court terme. Il s'agit de valeurs exigibles dans l'avenir et, de ce fait, elles n'ont plus aucun rapport avec les cours historiques, valables à la date de leur conclusion.

L'exploitation des données sur le traitement de la différence résultant de la conversion montre que les groupes procèdent différemment.

Le groupe qui enregistre des pertes de change au PP contrevient-il à l'exigence de présenter le résultat réel? Nous ne le croyons pas. L'exigence formulée auparavant veut avant tout éviter que des produits de change affectent le résultat. Sans doute, la solution choisie ne permet plus, le cas échéant, de connaître le résultat réel. Cependant, le résultat présenté est inférieur au résultat provenant uniquement de l'activité économique; il est donc établi de façon prudente. Enfin, le groupe en question fait figurer la perte subie comme poste de charge séparé.

6 Voir même chap. II/1: la conversion des éléments du bilan.

Chapitre 8

Bénéfices et pertes résultant de transactions entre sociétés

I Origine et mode de traitement

Les bénéfices internes, dits *bénéfices intersociétés*, proviennent de livraisons et prestations entre entreprises du groupe, dont les prix facturés contiennent une marge bénéficiaire. En revanche, si ceux-ci sont inférieurs aux prix de revient, il en résulte une *perte* correspondante.

Dans ce cadre, nous pouvons nous limiter aux livraisons et prestations qui se trouvent encore dans le groupe à la date du bilan. Si, au bilan consolidé, elles sont évaluées au prix d'acquisition contenant une marge, on les considère du point de vue de l'entité économique comme surévaluées; elles doivent donc être rectifiées.

Quant à l'étendue des rectifications, plusieurs solutions sont possibles. Le montant correctif peut englober le tout ou une partie de cette marge. En outre, il faut distinguer la marge brute de la marge nette. La première est la différence entre le montant facturé et le prix de revient, tandis que la seconde tient encore compte d'éventuels frais de livraison tels que frets et droits de douane. Au bilan consolidé, ces actifs figureront donc, après correction, soit au prix de revient du fournisseur, soit au prix de revient du groupe, c'est-à-dire y compris les frais afférents.

Il en va de même pour l'ajustement du résultat d'exploitation. On peut éliminer tous les bénéfices intersociétés ou, si l'on procède à une rectification, se limiter aux principaux.

La question d'une rectification éventuelle se pose également lors de pertes. L'ajustement n'est exigé ici que dans le but de faire apparaître un résultat réel; une rectification n'est donc nécessaire que si les prix ont été fixés de manière qu'ils fassent apparaître une perte sensible¹.

Nous présenterons ci-après les divers modes de rectification. Notre hypothèse sera d'abord que toutes les sociétés sont contrôlées entièrement par le groupe. Ensuite, nous indiquerons la rectification des bénéfices intersociétés en présence d'actionnaires minoritaires.

1 Voir Käfer, op. cit., p. 29.

1. Bénéfices intersociétés dans l'actif circulant

Les bénéfices intersociétés propres à l'actif circulant apparaissent le plus souvent dans les stocks. Mais d'autres éléments peuvent également en contenir. Si une rectification intervient, on a le choix entre deux solutions² :

a) Rectification des comptes actifs

La rectification fait ajuster d'une part le résultat de l'exercice et d'autre part, les actifs surévalués.

b) Présentation séparée

Les bénéfices intersociétés sont bien exclus du résultat, mais ils ne sont pas crédités aux comptes actifs; ils figurent séparément au passif.

Le résultat ne doit être rectifié que dans la mesure où les bénéfices intersociétés figurant à l'actif proviennent effectivement de la période comptable. La comptabilisation conforme à la période exige que le résultat de l'exercice ne soit corrigé que des montants s'y rapportant³. Un éventuel solde de bénéfices d'années antérieures doit, si l'on choisit la solution a), être compensé soit par le report de l'exercice précédent, soit par les réserves déclarées.

Les deux modes de rectification ne posent guère de problèmes comptables. En revanche, il est plus difficile de déterminer les ajustements nécessaires, notamment lors d'un mouvement important de transactions internes. Le calcul précis des bénéfices intersociétés exige alors un travail considérable⁴. Malgré tout, si l'on procède à des estimations, l'inexactitude en résultant peut être sensible.

2. Bénéfices intersociétés dans les immobilisations

La marge bénéficiaire facturée lors de livraisons internes d'installations ou de machines, donc de biens destinés à l'usage propre des entreprises de groupe, n'est en général pas rectifiée. Le travail nécessaire pour déterminer le montant correctif n'est souvent plus en rapport avec la valeur informative qui en résulte.

² Voir Bores, op. cit., p. 128.

³ Voir Käfer, op. cit., p. 29.

⁴ Au sujet des procédés de détermination, voir Edelkott, Der Konzernabschluss in Deutschland, p. 132 ss.

Si toutefois une rectification est effectuée, par exemple lorsque le prix facturé dépasse considérablement le prix de revient, elle peut se faire selon les méthodes mentionnées. Comme la valeur portée au bilan de la société destinatrice exige, dans ses comptes, des amortissements plus élevés que celle portée au bilan consolidé, le procédé consistant à faire figurer séparément les montants correctifs (solution b) simplifie le travail comptable. Ce poste sert, pendant toute la durée d'utilisation des biens, à corriger les amortissements exagérés et se dissout progressivement⁵.

3. Traitement des bénéfices intersociétés en présence d'actionnaires minoritaires

Dans l'optique du groupe, les bénéfices intersociétés provenant de livraisons qui se trouvent encore à l'intérieur de l'entité économique sont considérés comme étant *non* réalisés. Lorsque les sociétés de vente ne sont pas entièrement contrôlées par le groupe, il s'agit de savoir si les parts aux bénéfices des tiers minoritaires sont également non réalisées. Il existe à ce propos deux opinions, connues en littérature sous les termes de théorie de l'unité et théorie des intérêts⁶.

a) Elimination complète, proportionnelle aux participations (théorie de l'unité)

La théorie de l'unité traite les intérêts des tiers minoritaires de la même manière que ceux du groupe. Pour les tiers aussi, un bénéfice n'est considéré comme réalisé qu'à partir du moment où les prestations ont quitté l'entité économique. En conséquence, les bénéfices intersociétés contenus dans le résultat des sociétés filiales doivent être entièrement éliminés. Cette élimination est effectuée au prorata de la participation au capital.

b) Elimination partielle à la charge du groupe (théorie des intérêts)

Les partisans de cette solution sont d'avis que pour les étrangers au groupe, la part aux bénéfices intersociétés doit être considérée comme réalisée. Dans l'optique des tiers, le mouvement de livraisons et prestations internes doit être assimilé à des opérations externes, susceptibles, elles aussi, de produire des revenus effectifs. La recti-

5 Voir Bores, op. cit., p. 129 ss et Borkowsky, Gewinn auf konzerninternen Geschäften und Minderheitsaktionäre der abhängigen Gesellschaften, dans Betriebswirtschaftliche Probleme, p. 58 ss.

6 Voir Merme, op. cit., p. 94 ss.

fication du résultat doit donc se limiter à la part des bénéfices attribuables aux parts détenues par le groupe.

c) Elimination complète à la charge du groupe

La troisième solution est une combinaison des deux précédentes. Les bénéfices intersociétés sont totalement éliminés du résultat. Cependant, la rectification s'effectue entièrement à la charge du groupe. En conséquence, leur part au résultat est trop basse par rapport à celle des tiers. Ce procédé, recommandé par plusieurs auteurs (entre autres Borkowsky et Havermann), convient particulièrement bien à une détermination prudente du résultat du groupe.

II Traitement des bénéfices intersociétés par les groupes examinés

Notre analyse se base à nouveau sur les commentaires annexés aux comptes. Presque les deux tiers des groupes confirment que des transactions intersociétés ont eu lieu (voir tableau IX). A défaut de telles indications, nous en avons supposé l'existence pour tous les groupes ayant plusieurs stades de transformation (structure économique verticale).

Douze groupes seulement confirment que les bénéfices internes y afférant ont été éliminés (voir tableau X). Deux autres commentent l'absence de rectifications: l'un omet délibérément toute rectification, soit pour simplifier les travaux de consolidation, soit du fait qu'une grande partie des biens faisant l'objet de livraisons internes sont fabriqués sur la base d'ordres fermes de tiers; l'autre, en revanche, n'a qu'un volume de transactions peu important.

Quant à l'étendue des ajustements, nous n'avons pu dans aucun cas déterminer clairement si l'on corrigeait la marge brute ou nette. De même, les indications manquent quant au traitement comptable des bénéfices intersociétés. Les données ne disent pas si les montants correctifs ont été déduits des postes actifs ou s'ils figurent dans un poste compensatoire au passif du bilan.

La manière dont les parts de bénéfice des tiers minoritaires ont été traitées reste également inconnue.

Tableau IX

Livraisons et prestations internes

	Fréquence
Transactions internes confirmées	14
Aucune confirmation, mais transactions probables	4
Aucune confirmation et transactions peu probables	2
Total des groupes	20

Tableau X

Elimination des bénéfices intersociétés

	Fréquence
Elimination	12
Sans élimination	2
Aucune indication	6
Total des groupes	20

III Conclusions

Les exigences des créanciers quant à l'élimination des bénéfices intersociétés relèvent aussi bien du principe de la sincérité matérielle que de celui de la clarté des comptes. On exige, d'une part, que l'état de fortune soit présenté dans l'optique du groupe et que le résultat réel ne comprenne que des produits effectivement réalisés. D'autre part, on a besoin de renseignements complémentaires qui indiquent les procédés de rectification appliqués.

On constate que seule une faible majorité de groupes satisfont à l'exigence d'éliminer les bénéfices provenant de transactions internes. Les autres n'y répondent pas, sauf ceux qui ne facturent aucune marge bénéficiaire ou dont les transactions internes sont peu importantes.

La bonne impression laissée par cette majorité doit cependant faire l'objet d'une réserve; le procédé et l'étendue des rectifications ne sont indiqués nulle part. Leur connaissance est pourtant importante, car, le cas échéant, l'état de fortune ainsi que le résultat déclaré peuvent varier sensiblement selon la solution appliquée. Si l'on choisit la méthode consistant à ne pas rectifier les éléments actifs, ceux-ci figureront au bilan à une valeur trop élevée. D'autre part, les fonds propres engloberont aussi des bénéfices non réalisés.

Nous relevons aussi un manque général de renseignements sur le traitement des parts de bénéfice revenant aux tiers minoritaires.

Le créancier exige que la part des bénéfices internes attribuable aux tiers minoritaires soit également éliminée. Deux procédés satisfont à nos exigences, à savoir l'élimination complète, soit au prorata des participations, soit à la charge du groupe. Bien que le créancier accorde finalement peu d'importance au procédé choisi, son indication lui confirmerait la sincérité matérielle des comptes soumis.

Chapitre 9

La consolidation des créances et dettes internes

I Principe

L'objectif de la consolidation des comptes comporte l'exigence d'éliminer tous les éléments réciproques entre entreprises de groupe. Donc, les créances d'une société membre envers une autre ne sauraient figurer au bilan consolidé. Elles sont compensées dans le cadre de la consolidation des créances et dettes internes.

Avant de préciser le traitement d'éventuelles différences résultant de la compensation, il convient de délimiter plus exactement l'étendue de la consolidation.

L'opinion dominante donne une interprétation large aux termes de "créances" et "dettes"¹. Ainsi le principe de la compensation s'appliquera-t-il aux créances et engagements internes de tout genre²; entre autres, il faudra compenser les créances issues de livraisons et prestations intersociétés, les comptes courants, les comptes d'effets de change, de prêts et d'emprunts obligataires, ainsi que les comptes pour dividendes et intérêts non payés.

Par contre, si des effets de change sont remis hors du groupe pour escompte, les engagements s'y rapportant ne doivent plus être compensés. Les créances ont été cédées à des tiers, dont les droits doivent figurer au bilan consolidé. La même règle est applicable à la remise de dettes.

En délimitant les engagements à compenser, il convient également de mentionner les provisions pour risque destinées à couvrir des dettes probables envers d'autres membres. Sous l'angle de l'entité économique, il s'agit d'engagements anticipés envers soi-même. Ces provisions doivent donc être dissoutes et affectées aux fonds propres du groupe.

Enfin, la consolidation des dettes implique également l'élimination de tous les engagements conditionnels provenant d'affaires intersociétés. Leur annulation est indispensable pour la présentation de la situation réelle envers l'extérieur.

II Traitement de la différence de consolidation

Souvent, les montants réciproques des créances et engagements entre entreprises de groupe ne coïncident pas entièrement: il en résulte une différence, active ou passive, lors de leur compensation.

1 Handwörterbuch des Rechnungswesens, rubrique 1747.

2 Voir Bores, op. cit., p. 113 ss et Schlenk, op. cit., p. 224 ss.

De telles divergences peuvent surgir lorsque, dans les livres de sociétés membres, la séparation entre les créances et engagements internes et ceux provenant d'affaires avec des tiers n'est pas strictement opérée. C'est donc l'organisation comptable qui est insuffisante et source d'inexactitudes. Une différence apparaît également lorsque les postes concernés sont évalués différemment. Citons à titre d'exemple les effets de change dont l'escompte est déduit par le créancier, tandis que la société débitrice les évalue à leur valeur nominale.

Il existe en principe deux façons de traiter la différence de consolidation³.

a) *Enregistrement neutre*

La différence de consolidation n'est pas virée au PP. Cette manière s'impose lorsqu'il y a un solde passif qui provient d'inexactitudes comptables. La différence doit alors figurer parmi les *fonds étrangers* du groupe. En revanche, on peut la déclarer comme *fonds propres*, si elle résulte de principes d'évaluation divergents comme dans l'exemple des effets de change mentionné ci-dessus. La différence passive correspond au montant des réserves latentes constituées auparavant et dissoutes lors de la consolidation.

b) *Enregistrement affectant le résultat*

Lorsque l'on enregistre la différence de consolidation au PP, il convient de relever que seul le solde afférent à la période comptable est imputé au résultat. D'ordinaire, toute différence peut être comptabilisée de cette manière, à la condition qu'elle se rapporte à l'exercice écoulé.

III *Consolidation des créances et dettes par les groupes examinés*

L'exploitation des données montre que seule une faible majorité des groupes confirme explicitement que les *créances et dettes réciproques* ont été compensées (voir tableau XI). Les autres renoncent-ils à la compensation, ou, ce qui est plus vraisemblable, omettent-ils simplement d'indiquer les principes de consolidation appliqués?

De même, l'étendue des compensations effectuées n'est que vaguement indiquée. Une brève remarque dans plusieurs commentaires indiquant que les créances et dettes intersociétés ont été éliminées, ou qu'on s'en est tenu aux principes généralement admis en la matière, ne permet pas de déterminer sans équivoque l'étendue des compensations.

³ Voir Handwörterbuch des Rechnungswesens, rubrique 1747.

Tableau XI

La consolidation des créances et dettes internes

	Fréquence
Compensation confirmée	12
Aucune indication	8
Total des groupes examinés	20

Les explications en annexe des comptes nous laissent également dans l'incertitude au sujet du mode de traitement de la différence de consolidation. Cependant, quelques groupes ont confirmé qu'ils les éliminent normalement, après avoir découvert leur origine, en ajustant les comptes des filiales. Seuls les soldes dont l'origine reste inconnue, sont ou bien imputés au résultat consolidé, ou bien compensés aux réserves déclarées.

La consolidation des *engagements conditionnels* n'est en général pas effectuée. Dans la plupart des cas, il n'y a aucune mention d'engagements hors bilan. Seuls les groupes HOLDERBANK, LOSINGER et SGT les font figurer en annexe des comptes. Cependant, HOLDERBANK ne précise pas si les engagements conditionnels des sociétés membres ont été consolidés en éliminant ceux qui résultent d'affaires internes, ou s'il a été procédé à une simple addition des montants.

A ce sujet, le groupe LOSINGER ne laisse aucun doute en précisant: Les garanties accordées par LOSINGER à des crédits bancaires en faveur de sociétés du groupe ne sont pas non plus prises en considération dans la somme (des engagements conditionnels), car les engagements correspondants apparaissent comme tels au bilan (consolidé)⁴. En revanche, SGT indique qu'il s'agit de cautions accordées par le holding en garantie, entre autres, des dettes bancaires de certaines de ses filiales⁵; donc, les engagements hors bilan ne sont pas établis dans l'optique du groupe.

4 Garantien der LOSINGER AG für Bankkredite der nahestehenden Gesellschaften sind in der Summe (der Eventualverbindlichkeiten) ebenfalls nicht berücksichtigt, weil die entsprechenden Verbindlichkeiten als solche in der (konsolidierten) Bilanz erscheinen, Rapport annuel de LOSINGER, p. 45.

5 Rapport annuel de SGT, p. 18.

IV Conclusions

En matière de consolidation des créances et dettes, les commentaires annexés sont indispensables, car la simple analyse des comptes ne permet jamais de conclure si les postes réciproques ont été compensés ou non. En considérant les données exploitées, nous reprochons donc un manque de clarté à plusieurs groupes.

Il est probable que tous compensent les créances et dettes intersociétés et qu'ils observent même les exigences quant à l'étendue de la consolidation (exception faite de la consolidation des engagements conditionnels). Cependant, aussi longtemps que les principes appliqués ne sont pas mentionnés, il subsiste des doutes quant à la sincérité matérielle des comptes.

Une conclusion analogue s'impose à propos de la différence de consolidation. L'indication du montant et de la solution comptable adoptée est importante, notamment lorsqu'un groupe renonce à établir des comptes intérimaires, bien que ses membres bouclent leurs comptes à des dates différentes. Un exemple illustrera l'intérêt du créancier. Supposons qu'une filiale ait contracté un emprunt auprès de la société faîtière. Cette transaction sera incluse dans le bilan de la filiale, mais non pas dans celui de la société mère qui a bouclé ses comptes plus tôt. Si la consolidation est faite sans ajustement préalable, ce prêt est repris dans le bilan consolidé, car aucun poste actif correspondant n'existait lors de la compensation des créances et dettes internes. De même, l'actif se trouvera surfait du même montant. En d'autres termes, les fonds transférés sont comptés double, puisqu'ils figurent aussi bien dans le bilan de la société faîtière que dans celui de la filiale. Si ce montant n'est pas indiqué séparément, le bilan consolidé donne une fausse image aussi bien du volume des fonds de tiers que de celui des avoirs à court terme. En revanche, si la différence de consolidation est indiquée comme telle, le lecteur du bilan saura que le bilan du groupe ne reflète qu'imparfaitement la situation financière.

Soulignons enfin la nécessité de mentionner aussi les engagements conditionnels. Des renseignements sur d'éventuels engagements futurs sont également importants, car suivant leur nature, leur volume et les risques qu'ils comportent, ils pourront influencer la décision d'un créancier potentiel d'accorder ou de refuser un financement.

Chapitre 10

Les méthodes de consolidation du capital

I Principe

On définit en général la consolidation du capital comme étant la compensation des participations du groupe par la quote-part au capital des sociétés membres¹.

La consolidation du capital évite l'enregistrement double de valeurs comptables au bilan du groupe. Une simple addition des bilans de chaque membre ferait ressortir un capital et une fortune surfaits, et ne serait donc pas conforme à la réalité, ce qui ressort dans l'exemple d'une société entièrement contrôlée. Le poste "participation" figurant au bilan de la société faîtière représente en fait la fortune nette de la société fille, c'est-à-dire les actifs et les dettes de cette dernière. Un regroupement par simple addition présenterait comme fortune du groupe, entre autres, les éléments actifs de la filiale, ainsi que le poste "participation". Or, pour le groupe, ce poste n'a pas une véritable valeur d'actif².

Deux groupes de problèmes découlent de la définition de la consolidation du capital.

Il s'agit d'abord de *délimiter les postes à compenser*, à savoir les participations ainsi que les quote-parts au capital correspondantes. La délimitation du poste "participations" a déjà été traitée. Ne doivent être compensées que les participations retenues dans le champ de consolidation³. Quant à la délimitation du capital, différentes solutions sont connues, qui déterminent finalement les diverses méthodes de consolidation présentées ci-après.

Ensuite, une fois la délimitation effectuée, il reste souvent des postes de montants divers. Leur compensation engendre une *différence de consolidation* qui peut être traitée de diverses manières.

II Méthodes de consolidation

1. La méthode anglo-saxonne

La méthode anglo-saxonne se caractérise par une stricte division des fonds propres en "capital surplus" et "earned surplus"⁴.

1 Voir Kosiol, Handwörterbuch des Rechnungswesens, rubrique 1745.

2 Voir Schlenk, op. cit., p. 219 ss.

3 Voir chapitre 2/III: Les entreprises retenues dans la consolidation.

4 Voir entre autres: Busse von Colbe, Konzernabschlüsse, p. 66 ss, Lutz, Die Bewertungsprobleme des Konzerns, p. 140 ss et Havermann, op. cit.

Sont considérés comme “capital surplus”, les fonds propres comptables de la filiale au jour de son acquisition. Ils se composent du capital social, des réserves déclarées et d'éventuels bénéfices en cours. En revanche, le “earned surplus” correspond aux bénéfices retenus depuis; il s'agit donc des réserves constituées ultérieurement.

Cette subdivision est essentielle; ainsi, lors de la consolidation, la valeur comptable du poste “participation” n'est compensée que par le “*capital surplus*”. Donc, la différence de compensation reste inchangée tant que le poste “participation” déclaré par la société faîtière ne se modifie pas. Le “*earned surplus*” figure au bilan consolidé en tant que réserve soit de la filiale, soit du groupe lors d'un regroupement avec les réserves de la société faîtière.

2. La méthode allemande

La méthode dite “allemande” ne connaît pas la subdivision telle que la pratique la méthode anglo-saxonne.

Lors de la consolidation, le poste “participation” est compensé avec les fonds propres comptables de la filiale au jour du bilan. La différence qui en résulte varie d'un exercice à l'autre, car les bénéfices retenus depuis l'acquisition de la participation en font également partie.

3. Consolidation du capital lors de l'évaluation des participations à la valeur du jour

Les particularités des deux méthodes précitées ne se présentent que si les participations sont évaluées selon le principe de la valeur d'acquisition. Or, la société faîtière peut aussi les évaluer à la valeur du jour, en tenant compte de la variation de la fortune nette des filiales⁵.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une méthode de consolidation supplémentaire, il importe de se rendre compte que les caractéristiques ne sont pas les mêmes. Ainsi, on constate que la différence de compensation reste constante.

La valeur comptable des participations au bilan de la société mère sera ajustée de tous les bénéfices et pertes d'exploitation des filiales, ainsi que de tous les fonds distribués. Donc, les postes à compenser se modifient dans la même mesure⁶.

5 Voir Busse von Colbe, Zum Bilanzansatz von Beteiligungen, dans Zeitschrift für Handelswissenschaftliche Forschung, p. 145 ss.

6 Les fonds propres ne sont pas divisés en “capital surplus” et “earned surplus”.

Exemple

	A	B	C
	1.1.19x1	31.12.19x1	1.1.19x2
Compte des participations au bilan de la société mère	90	100	95
Fonds propres de la filiale			
· Capital	80	80	80
· Réserves	60	60	65
· Résultat de l'exercice	— 140	10 150	— 145
Différence de compensation passive	50	50	50

A/B Au cours de l'exercice 19x1 la filiale réalise un bénéfice d'exploitation de 10; l'évaluation du compte des participations au 31.12.19x1 en tient compte.

B/C La distribution d'un dividende de 5 par la filiale réduit d'une part ses fonds propres et exige, d'autre part, la mise à jour du compte des participations au bilan de la société mère.

III Les méthodes de consolidation appliquées par les groupes examinés

L'exploitation des données montre que parmi les méthodes citées auparavant, seul le procédé allemand est mis en pratique (voir tableau XII).

En analysant les groupes qui appliquent cette méthode, on constate que souvent la compensation ne s'étend pas uniquement au capital-actions et aux réserves des filiales, mais également au résultat de l'exercice. Le résultat annuel du groupe ne ressort donc plus du bilan.

Nulle part, l'utilisation de la méthode anglo-saxonne n'a pu être décelée. Son inconvénient majeur en est probablement la cause. En effet, elle exige que l'on connaisse la situation exacte de la fortune nette des filiales au moment de leur acquisition. Or, lors d'acquisitions anciennes, le "capital surplus" ne peut souvent plus être déterminé avec exactitude.

Tableau XII

Les méthodes de consolidation du capital

Méthode de consolidation	Fréquence
Méthode allemande	15
Compensation des participations avec le capital-actions	2
Indications insuffisantes	3

En revanche, les groupes GLOBUS et JELMOLI utilisent un procédé que nous n'avons pas présenté; il s'agit de la compensation des participations par la quote-part au capital-actions sans tenir compte des réserves déclarées par les filiales. Cette méthode ressemble à celle qu'applique le groupe MIGROS pour la consolidation du capital, du moins en ce qui concerne la compensation entre la FCM et les sociétés coopératives de vente. Le capital social de la FCM est divisé en parts qui sont détenues par les sociétés de vente. Lors de la consolidation, ces parts ne sont compensées qu'avec le capital social, donc sans tenir compte des réserves de l'entreprise dominée.

Notons que, le cas échéant, la solution de GLOBUS et JELMOLI correspond au procédé anglo-saxon. En effet, si la date de consolidation coïncide avec la date de fondation d'une filiale, ou si des participations sont acquises dans des sociétés qui ne déclarent pas de réserves lors de leur consolidation, seul le capital-actions serait compensé.

Nous examinerons plus loin laquelle des méthodes exposées répond le mieux aux exigences du créancier. Nous ne pouvons en effet répondre à cette question qu'après avoir élucidé le mode de traitement de la différence résultant de la compensation.

IV La différence de consolidation du capital

1. Origine et nature

Lorsque la valeur comptable du poste "participation" ne correspond pas à la part du capital à compenser, nous avons constaté qu'il en découle une différence. Suivant l'élément qui domine, il s'agira d'un solde actif ou passif.

Le contenu matériel de la différence de consolidation ne ressort toutefois que d'un examen approfondi. Il n'apparaît clairement que si l'on en connaît la cause.

a) Lorsque le poste "participations" domine, il en résulte un *solde actif*.

Les causes peuvent être les suivantes⁷ :

- . certains actifs de la filiale sont sous-évalués, ils contiennent des réserves latentes; la différence a donc le caractère d'un véritable actif;
- . l'entreprise possède des valeurs immatérielles (par exemple, une vaste clientèle); la différence correspond alors au "good will" acquis;
- . les participations sont surévaluées par rapport à la valeur réelle de la filiale: la différence de consolidation est dans ce cas une valeur fictive et représente une perte qu'il convient de faire disparaître.

b) Si, en revanche, le poste "participations" est inférieur, il en résulte un *solde passif*.

Les causes en sont les suivantes⁸ :

- . les participations sont sous-évaluées; la différence équivaut à une plus-value et a un caractère de réserve;
- . si, par exemple, les perspectives bénéficiaires sont défavorables, la filiale supportera, en tant qu'entreprise, une moins-value; la différence correspondra alors à un "good will" négatif;
- . les actifs de la filiale sont surévalués, ou certains passifs sous-évalués; la différence est donc un poste correctif sans aucun caractère de réserve.

2. Mode de traitement de la différence de consolidation

Nous distinguons *trois possibilités*:

a) *Énumération*

Les différences de consolidation sont énumérées séparément selon qu'il s'agit de valeurs actives ou passives. Elles peuvent également figurer sous forme groupée selon leur origine.

⁷ Voir Merme, op. cit., p. 62 ss et Lutz, op. cit., p. 205 ss.

⁸ Voir Merme, op. cit., p. 62 ss et Lutz, op. cit., p. 205 ss.

b) *Regroupement en un seul poste*

Les différences de consolidation actives et passives sont compensées. Schlenk est d'avis qu'elles n'ont aucun caractère individuel et ne sont que le résultat du procédé de consolidation⁹.

c) *Dissolution*

Si les actifs d'une société fille comportent des réserves latentes, le *solde actif* qui résulte de la compensation peut être dissout et affecté aux éléments concernés. Cette réévaluation ne s'effectue toutefois que dans le cadre de la consolidation. Une rectification correspondante dans les bilans des filiales est souvent impossible ou non souhaitable¹⁰. Cette solution exige l'ajustement des amortissements effectués, car ceux pris en charge peuvent être insuffisants dans l'optique de l'entité économique¹¹.

Si la différence de consolidation correspond à un "good will" acquis, elle peut être dissoute par amortissements. En revanche, si les soldes proviennent d'une surévaluation des participations et sont, de ce fait, des valeurs fictives, il est recommandé de les dissoudre par compensation avec les réserves du groupe¹².

Le procédé de la dissolution est aussi applicable à la *différence de consolidation passive*. Si elle a un caractère de réserve, elle peut être ajoutée à la réserve déclarée de la société faîtière. La dissolution s'impose même lorsqu'il s'agit d'un poste correctif. La dissolution de telles différences permet de procéder aux rectifications nécessaires.

Enfin, lors de la présentation de la différence de consolidation au bilan, il faut tenir compte de son contenu matériel. Les soldes actifs devraient ainsi figurer parmi les immobilisations ou entre celles-ci et les actifs circulants, tandis que les différences passives peuvent s'insérer entre les réserves déclarées et le bénéfice de l'exercice.

3. Désignation de la différence de consolidation

La désignation de la différence peut être neutre, donc appropriée aussi bien à des différences actives que passives. La langue allemande utilise les termes de "Konsolidierungsausgleichsposten" et de "Kapitalaufrechnungsdifferenz".

⁹ Voir Schlenk, op. cit., p. 222.

¹⁰ Voir Merme, op. cit., p. 64.

¹¹ Voir Käfer, op. cit., p. 25.

¹² Voir Snozzi, op. cit., p. 286.

La désignation peut cependant aussi se rapporter à l'origine de la différence; on utilise donc les termes de "Konsolidierungsrücklagen", "Konsolidierungsausgleichreserve", "Unternehmungsminderwerte" pour les différences passives, ou le terme de "Konsolidierungs-good will" pour les différences actives. La terminologie française utilise les termes de "good will" de consolidation, primes sur les actions de sociétés affiliées et réserve de consolidation¹³.

V Mode de traitement de la différence de consolidation par les groupes examinés

Les solutions mises en pratique seront présentées selon les trois modes de traitement, à savoir l'énumération, le regroupement en un seul poste et la dissolution de la différence de consolidation. Le tableau XIII montre leur fréquence. Nous indiquons également comment les fonds propres ont été subdivisés. Nous verrons comment les groupes font figurer le solde de la compensation.

Tableau XIII

Mode de traitement de la différence de consolidation

Mode de traitement	Fréquence par méthode de consolidation	
	Méthode allemande	Compensation avec capital-actions
Enumération		2
Regroupement en un seul poste	8	
Dissolution	7	

1. L'énumération

On constate que l'énumération des différences est liée à une seule méthode de consolidation; il s'agit de la compensation des participations avec la quote-part correspondant au capital-actions.

13 Voir Merme, op. cit., p. 166 et Snozzi, op. cit., p. 286.

L'exemple des groupes GLOBUS et JELMOLI montre qu'en procédant de cette façon, *deux* différences apparaissent; d'une part, la différence de la compensation effectuée, et d'autre part, le poste regroupant les éléments non compensés des fonds propres comptables des filiales.

JELMOLI subdivise les comptes de la manière suivante (traduction):

Immobilisations

. . . - Différence d'évaluation des sociétés holding

Fonds propres

- Capital-actions (holding) - Réserves déclarées et bénéfices reportés (holding) - Réserve de consolidation

2. Regroupement en un seul poste

Lors du regroupement en un seul poste, les différences actives et passives sont soldées. Ainsi, lors de l'utilisation de la méthode allemande, on met en évidence la différence entre les quote-parts aux fonds propres comptables de toutes les filiales et le poste "participations" figurant au bilan de la société faîtière.

L'exploitation des données nous permet toutefois de constater que le contenu matériel de ce solde reste souvent vague, même après la détermination précise de la méthode de consolidation. La cause en est qu'il ne figure que rarement en tant que tel; il est généralement regroupé avec d'autres postes. Cependant, le montant qui en résulte est désigné par plusieurs groupes comme étant la différence de la consolidation du capital.

Il ressort des commentaires annexés aux comptes, à titre d'exemple, que les postes suivants ont été compensés par la différence de consolidation:

- Plus-values provenant de l'évaluation des actifs à la valeur du jour¹⁴.
- Moins-values provenant de l'ajustement d'éléments actifs¹⁵.
- Réserve constituée par la société faîtière pour participations¹⁶.

Les modes de subdivision des fonds propres, reportés ci-dessous, montrent quels groupes font figurer la différence passive de consolidation:

14 Rapport annuel OERLIKON BUEHRLE, p. 20.

15 Rapport annuel HOLDERBANK, p. 49.

16 Rapport annuel ZUERCHER ZIEGELEIEN, p. 20.

Mode de subdivision de ALUSUISSE, HERO et OERLIKON-BUEHRLE (traduction)

- . Capital-actions (holding)
- . Réserves déclarées (holding)
- . Bénéfice de l'exercice (holding)
- . Réserve de consolidation

Mode de subdivision de MOEVENPICK (traduction)

- . Capital-actions (holding)
- . Réserves déclarées (holding)
- . Réserve de consolidation
- . Bénéfice de l'exercice (groupe)

3. Dissolution

Lorsque les différences sont dissoutes, on n'est souvent plus en mesure, sans indications complémentaires, de déterminer la méthode de consolidation utilisée, ni de savoir si la compensation a eu pour résultat des soldes actifs ou passifs. Il est évident que l'on ne peut pas non plus déterminer par quels postes du bilan les différences ont été compensées.

Dans deux cas seulement, il a été possible, après la dissolution, de déterminer sans équivoque leur compensation par les réserves de la société faïtière.

Ainsi les groupes SIKA et LOSINGER indiquent, par la désignation des comptes, la solution choisie.

Mode de subdivision de SIKA (traduction)

- . Capital-actions (holding)
- . Réserves, y compris bénéfice reporté et réserve de consolidation
- . Bénéfice de l'exercice (groupe)

Voici pour terminer un mode de subdivision particulier choisi par des groupes qui procèdent également à la dissolution de la différence de consolidation:

Mode de subdivision de LANDIS + GYR et SCHINDLER (traduction)

- . Fonds apportés
 - capital-actions
 - capital-bons de jouissance
 - agio
- . Fonds provenant de l'exploitation

VI Conclusions

Par la consolidation du capital, tous les groupes répondent, du point de vue matériel, à l'exigence d'éviter l'enregistrement double d'actifs et de passifs.

Pourtant, les solutions mises en pratique varient fortement quant à leur valeur informative; ceci par la délimitation des parts au capital compensées ainsi que le mode de traitement de la différence de consolidation. N'oublions pas que la valeur informative dépend également de l'observation des exigences purement formelles, à savoir d'indiquer sans équivoque la solution choisie, soit par la désignation des postes, soit par la subdivision des fonds propres, soit encore par des explications suffisamment détaillées en annexe des comptes.

Le procédé qui nous fournit le plus d'informations à propos de la fortune nette consolidée est évident; c'est la solution consistant à ne *compenser les participations qu'avec le capital-actions* des filiales. Elle mérite une attention toute particulière lorsque, comme dans les comptes de GLOBUS et JELMOLI, les différences de la consolidation sont énumérées. Cette forme de présentation fait figurer, à côté des fonds propres de la société faitière, les réserves déclarées par les filiales ainsi que la différence entre la valeur comptable des participations et la part correspondante au capital-actions. L'avantage en est le bilan consolidé et le total des réserves constituées par les autres membres du groupe. Or, ce poste, et notamment son évolution d'un exercice à l'autre, renseigne immédiatement, donc sans devoir consulter les comptes de chacune des entreprises, sur la capacité bénéficiaire des filiales et leur rétention de fonds; ce sont là des renseignements précieux pour les créanciers.

En procédant à la *méthode de consolidation allemande*, les réserves déclarées par les filiales ne peuvent plus ressortir en tant que telles. Comme nous l'avons vu, elles sont additionnées au capital-actions et compensées globalement par la valeur comptable des participations. Donc, la différence de consolidation est étroitement liée à l'évaluation des participations par la société faîtière. Pourtant, la méthode de consolidation allemande satisfait encore à une analyse approfondie de la fortune nette, pour autant que l'on fasse figurer séparément la différence qui en résulte. Il est donc tout de même possible de connaître les fonds propres de la société faîtière et le solde provenant des filiales.

Dès la dissolution de la différence, par exemple lors de son intégration aux réserves de la société holding, on ne peut souvent procéder qu'à une analyse sommaire des comptes, étant donné qu'il n'est même pas possible de déterminer clairement la méthode de consolidation utilisée. Seules les explications annexes, et en l'occurrence la comparaison des comptes du groupe avec ceux de la société faîtière, permettraient une analyse approfondie.

Il en va de même lorsque la différence de consolidation est compensée par des plus-values, provenant de réévaluations d'actifs, ou d'autres postes correctifs. Sans disposer de renseignements complémentaires, on est souvent dans l'incapacité d'en déduire le contenu réel. Un exemple illustrera ce point particulier. Lorsque les actifs sont évalués à la valeur du jour, il peut en résulter des plus-values (non réalisées) qui sont directement ajoutées aux fonds propres du groupe, donc sans passer par le PP. Si ces plus-values sont compensées avec la différence de consolidation, le bilan ne fait plus ressortir quelle part a effectivement été réalisée sur la base des activités économiques; il perd de sa valeur informative. Nous sommes donc particulièrement reconnaissants à tous les groupes qui accordent l'attention voulue à l'établissement et à l'indication de la différence de consolidation.

Chapitre 11

La consolidation du capital en présence d'actionnaires minoritaires

I Principe

Admettons que le capital des sociétés intégrées dans la consolidation soit détenu, directement ou indirectement, à cent pour cent par la société faîtière. Lors de la consolidation, le poste "participations" et le capital des filiales seront compensés. Au lieu des postes compensés, on enregistre, à cent pour cent également, les actifs et les engagements des filiales ainsi que le solde éventuel résultant de la compensation.

En revanche, en présence d'actionnaires minoritaires, on ne compense avec les "participations" que la part au capital qui revient au groupe. Dès lors, comment traiter les parts des tiers minoritaires?

Les groupes peuvent choisir entre deux solutions: l'intégration proportionnelle et l'intégration globale des comptes.

1. Intégration proportionnelle

En procédant à l'intégration proportionnelle, les comptes consolidés ne prennent en considération les actifs, les engagements, les produits et charges des sociétés en cause que jusqu'à concurrence du pourcentage de participation détenu au sein du groupe. Les soldes relatifs à la participation des actionnaires hors groupe sont exclus de la consolidation. Il en est de même de leurs parts au capital.

2. Intégration globale

Les actifs et les engagements ainsi que les produits et les charges sont enregistrés à cent pour cent, bien que des actionnaires hors groupe participent à la fortune nette des filiales. Les parts des tiers minoritaires au capital doivent donc également être retenues et constituent un poste passif au bilan. Il s'agit de leurs parts sur le capital-actions, sur les réserves comptables et sur le résultat de l'exercice des sociétés en cause, calculées au prorata du pourcentage de participation.

Dans le cas de rapports directs ou indirects entre entreprises de groupe, le calcul

des parts de tiers minoritaires s'effectue toujours de la même manière¹. Seule leur présentation est susceptible de varier.

II Présentation des parts d'actionnaires minoritaires

1. Mode de présentation

En principe, on dispose des possibilités suivantes:

- a) Les parts correspondant au capital-actions, aux réserves comptables et au résultat de l'exercice sont *présentées séparément*.
- b) Les parts minoritaires peuvent être *regroupées en un seul poste* qui figure au bilan en tant que tel. Si lors de l'analyse on désire des indications plus détaillées, on peut éventuellement les obtenir au compte de PP, à la condition que les parts au résultat y figurent séparément.

2. L'emplacement

Quant à l'emplacement des parts minoritaires dans le plan comptable, différentes solutions sont possibles. Dans la littérature, deux théories s'opposent à ce sujet; la "théorie des intérêts" et la "théorie de l'unité"².

- a) Les partisans de la *théorie des intérêts* estiment que les parts minoritaires doivent figurer parmi les engagements du groupe. Elles sont considérées comme des dettes et il convient donc de les inclure dans les fonds de tiers.
- b) Pour les défenseurs de la *théorie de l'unité*, les parts minoritaires devraient être traitées de façon similaire aux parts détenues par le groupe. Les actionnaires hors groupe seraient copropriétaires des filiales, avec le même statut que la société faîtière³. Ce n'est que conjointement que leurs parts composent les fonds propres du groupe. Les parts minoritaires doivent donc figurer parmi ceux-ci.
- c) Merme mentionne encore une troisième possibilité, tout en la rejetant lui-même⁴. Les parts d'actionnaires hors groupe ne doivent être *affectées ni aux fonds de tiers ni aux fonds propres*, mais être présentées entre les deux. Cependant, cette

1 A propos du calcul des parts minoritaires en cas de participations réciproques, voir ci-après chapitre 12.

2 Voir Schlenk, op. cit., p. 230 avec indication d'autres auteurs.

3 Voir Merme, op. cit., p. 69.

4 Merme, op. cit., p. 69.

méthode nuirait à l'image traditionnelle de la subdivision des passifs en fonds de tiers et fonds propres. Merme conclut donc: "Il ne convient pas, semble-t-il, de détruire cette harmonie par l'introduction au bilan d'une nouvelle section qui ne serait ni chair ni poisson".

III Présentation des parts d'actionnaires minoritaires par les groupes examinés

L'analyse des comptes nous permet de constater que seuls 15 groupes présentent les parts au capital revenant aux actionnaires minoritaires (voir tableau XIV).

Parmi ceux qui consolident des filiales dont le capital est en partie détenu par des actionnaires hors groupe, il y en a deux qui méritent une mention particulière. FORBO omet d'établir les parts minoritaires, malgré l'intégration globale des comptes de ses filiales. On indique cependant que la part au capital revenant à des tiers est infime et inférieure à un pour cent des fonds propres du groupe. Le groupe LOSINGER, par contre, procède à l'intégration proportionnelle des filiales; c'est donc pour cette raison que les parts minoritaires ne figurent pas dans ses comptes.

L'emplacement au bilan des parts minoritaires diffère, selon que les groupes adhèrent à la théorie des intérêts ou à celle de l'unité. Presque la moitié des groupes sont partisans de cette dernière; ces parts figurent donc parmi les fonds propres (voir tableau XV). Les autres les affectent soit aux fonds de tiers, soit à une rubrique indépendante.

Enfin, seule la communauté MIGROS effectue dans son bilan la séparation entre les parts minoritaires sur le capital-actions des filiales et les parts sur réserves.

Tableau XIV

Calcul des parts d'actionnaires minoritaires

	Fréquence
Calcul effectué	15
Calcul non effectué	1
Calcul superflu par la consolidation exclusive de filiales détenues à cent pour cent	3
Calcul superflu par l'intégration proportionnelle des comptes des filiales	1
Total des groupes	20

Tableau XV

Présentation des parts d'actionnaires minoritaires

	Fréquence
Attribution aux fonds de tiers	2
Poste figurant entre les fonds de tiers et les fonds propres	6
Attribution aux fonds propres	7
Total des groupes	15

IV Conclusions

Adhérant à la théorie de l'unité, nous considérons les parts revenant à des tiers minoritaires comme faisant partie des fonds propres du groupe. Il s'agit de véritables actionnaires qui n'ont aucun droit à un remboursement des fonds mis à disposition.

Néanmoins, nous demandons que ces parts soient déclarées dès qu'elles ont une certaine importance par rapport au total du capital-actions des filiales. Il n'est guère possible d'indiquer en pourcent une valeur limite dont le dépassement entraînerait la présentation obligatoire des parts d'actionnaires minoritaires. Pourtant, si la participation des tiers est si importante que le contrôle exercé par la société faîtière peut être entravé, sa présentation serait indispensable. Rappelons encore que l'entrave réelle du contrôle de la société faîtière doit entraîner l'exclusion de la filiale du champ de consolidation.

La solution choisie par le groupe LOSINGER mérite une attention particulière; en procédant à la consolidation proportionnelle des comptes, la présentation des parts d'actionnaires minoritaires n'est plus nécessaire. Pourtant, ce procédé présente d'autres inconvénients. Les actifs et passifs des filiales ayant des actionnaires minoritaires ne sont intégrés que partiellement dans la consolidation. Le groupe en tant qu'entité économique ne ressort donc plus des comptes consolidés.

Chapitre 12

La consolidation du capital lors de participations réciproques

I Principe

Ce que nous avons exposé jusqu'ici se rapportait uniquement à la participation dite directe ou indirecte entre société faîtière et filiales. Il convient à présent d'étudier la consolidation du capital lorsque les relations sont plus compliquées. Nous les avons désignées par le terme d'apparentements complexes et entendons notamment les participations réciproques¹.

Il y a participation réciproque lorsque les sociétés subordonnées participent à leur tour soit au capital de la société dominante, soit à celui d'autres sociétés membres.

S'il y a participation réciproque entre des sociétés contrôlées entièrement par le groupe, la consolidation du capital exigera un travail plus considérable, mais sans pour autant qu'il faille utiliser des méthodes de consolidation nouvelles. Donc, la consolidation du capital s'effectue selon les méthodes déjà traitées².

En revanche, lorsque des participations réciproques existent entre des sociétés subordonnées non contrôlées à cent pour cent, ou entre sociétés subordonnées et société faîtière, on rencontre des solutions non examinées jusqu'ici. Nous citerons à ce sujet trois modes de traitement et relèverons, le cas échéant, les incidences particulières relatives au traitement des parts d'actionnaires minoritaires.

II Modes de traitement

1. Sans compensation des postes réciproques

Les actions de la société faîtière détenues par une société subordonnée sont considérées comme une participation négligeable à une entreprise tierce et figurent au bilan du groupe en tant que participation non consolidée³. Bores a déjà indiqué cette possibilité. Il n'estime toutefois pas devoir compenser ces actions, car pour lui elles ne présentent pas le caractère d'une vraie participation⁴.

1 Voir chapitre 1/III: L'apparentement.

2 Voir chapitre 10/II: Méthodes de consolidation.

3 Voir Union européenne de l'association pour l'analyse financière, op. cit., C-12.

4 Voir Bores, op. cit., p. 107 ss.

2. Compensation sans tenir compte du résultat effectif

Lorsque les actions de la société faïtière détenues au sein du groupe sont considérées comme des actions rachetées par celui-ci, leur compensation s'impose souvent⁵. La compensation intervient entre la valeur comptable de la participation et les quote-parts au capital de la société faïtière.

Le résultat annuel effectif⁶ tenant compte de l'incidence des participations réciproques n'est pas pris en considération dans ce cas. Il s'ensuit une déclaration erronée des bénéfices dès que des actionnaires minoritaires participent également à des sociétés subordonnées. Il ne s'agit toutefois ici que d'un problème de répartition des bénéfices, car le total du résultat ne se modifie pas. La part des tiers figure à une valeur trop basse (contrairement à la part du groupe), étant donné que leurs droits indirects ne leur sont pas attribués. Cette inexactitude s'accroît d'une période comptable à l'autre, vu que les droits indirects ne sont pas non plus pris en considération pour les bénéfices retenus.

Comme ce procédé conduit à des résultats consolidés erronés, Käfer est d'avis qu'il ne devrait être utilisé que si les droits indirects attachés à la participation, par exemple le droit aux dividendes, sont restreints⁷.

3. Compensation tenant compte du résultat effectif

Lorsque les actions de la société faïtière détenues par le groupe sont considérées comme une participation ordinaire, une compensation s'impose à nouveau. Dès lors, il conviendra de déterminer les parts effectives au résultat.

La détermination peut s'effectuer par approximation ou par un système d'équations du premier degré à plusieurs inconnues⁸.

III La consolidation du capital lors de participations réciproques par les groupes examinés

Parmi les groupes examinés, il y en a deux qui indiquent l'existence de participations réciproques.

5 Voir Merme, op. cit., p. 161.

6 Bores, op. cit., p. 109: résultat effectif = résultat de la société subordonnée + (pourcentage de participation x résultat de la société faïtière) – quote-part de la société faïtière au résultat de la société subordonnée.

7 Käfer, op. cit., p. 28.

8 Voir à ce sujet Bores, op. cit., p. 110 et Merme, op. cit., p. 163 ss: les deux procédés sont décrits in extenso par les auteurs.

Chez ALUSUISSE, l'une des sociétés du groupe détient des actions au porteur de la société mère, qui sont destinées au remboursement d'un emprunt obligataire convertible. Un autre membre a acquis des actions nominatives en vue d'un éventuel échange contre des actions d'entreprises tierces. Ces actions ne sont cependant pas considérées comme une participation effective. Elles ne sont détenues que temporairement et ne donnent droit à aucun dividende. Elles figurent au bilan consolidé à leur valeur nominale avec d'autres actions déposées. Le procédé choisi correspond donc, étant donné qu'il n'y a pas eu de compensation, à la première possibilité mentionnée ci-dessus.

Dans le cas du groupe FORBO, des actions de la société mère sont également gardées en réserve pour l'échange d'actions. Elles n'ont cependant pas été acquises par une société subordonnée; c'est la société faïtière elle-même qui les détient. Il ne s'agit donc pas d'une participation réciproque au sens propre du terme. Les deux cas sont tout de même comparables, car dans l'un comme dans l'autre, des parts au capital de l'entreprise dominante se trouvent au sein du groupe.

Par rapport à ALUSUISSE, le groupe FORBO procède différemment lors de l'établissement des comptes. Il effectue la compensation des postes réciproques et réduit ainsi le capital-actions figurant au bilan consolidé.

IV Conclusions

Les solutions relevées concernant les participations réciproques satisfont entièrement à nos exigences.

Chez ALUSUISSE, un commentaire indique en détail comment ont été traitées les actions de la société faïtière. Le fait de les présenter au bilan consolidé à la valeur nominale répond au principe de la sincérité des comptes, car il s'agit ici de véritables éléments de fortune, pouvant être échangés plus tard contre d'autres participations ou servir au remboursement d'emprunts à long terme venus à échéance.

Il en va de même pour le groupe FORBO, où des actions destinées à être échangées ont été compensées lors de la consolidation. Il n'y aurait aucune objection à faire si elles figuraient au bilan consolidé. Par rapport au cas précédent, il s'agit ici aussi de véritables éléments de fortune.

La solution de faire figurer les actions de la société faïtière parmi les actifs du groupe exige tout de même une remarque particulière. Nous la considérons comme satisfaisante à condition que les actions ne figurent au bilan que temporairement et qu'elles soient présentées en tant que telles. Au cas où la situation patrimoniale serait telle que lors de l'analyse des comptes, des doutes subsisteraient quant à l'intégrité de la fortune nette du groupe, ces parts ne seraient que des valeurs fictives; leur compensation serait indispensable. Or, on ne peut procéder à la compensation que si elles sont indiquées. Il y aurait donc lieu de reprocher un manque de clarté, ou même une violation de la sincérité des comptes, à tous les groupes qui omettent leur indication.

Chapitre 13

La présentation du bilan consolidé

I Forme de présentation

On distingue, en principe, deux formes de présentation du bilan: la présentation sous forme de comptes et la présentation verticale.

La première est la façon usuelle de *juxtaposer les actifs et passifs*. Fait également partie de cette présentation celle qui consiste à faire suivre l'ensemble des actifs par l'ensemble des passifs.

La *présentation verticale* s'en distingue par le fait qu'elle établit des résultats intermédiaires échelonnés. On désigne par résultat intermédiaire, par exemple, l'actif circulant net, c'est-à-dire l'excédent de l'actif circulant par rapport aux engagements à court terme. Selon Wäckerlin¹, le schéma suivant est habituellement utilisé:

Actif circulant
<u>./. Engagements à court terme</u>
Actif circulant net
+ Immobilisations
<u>./. Dettes à long terme</u>
Fonds propres

Ces groupes de postes peuvent également être placés dans un ordre différent.

II Critères de subdivision des comptes

Il est évident que la manière de subdiviser les postes détermine, dans une large mesure, la valeur informative des comptes. Si cet aspect purement formel est négligé, des indications importantes peuvent passer inaperçues.

Nous indiquons ci-après divers critères applicables à la subdivision des actifs et passifs du bilan.

Par exemple, la subdivision de la fortune peut s'effectuer selon le critère du risque de moins-value. Les éléments de fortune soumis à des risques de dépréciation différents peuvent être ainsi séparés et présentés sous diverses rubriques. Le princi-

¹ Blumer, Graf, op. cit., p. 31 qui se réfèrent à Wäckerlin, "Der Vermögensausweis in der Bilanz".

pal critère est cependant celui de la destination des éléments, de fortune. Cela conduit à séparer les actifs circulants des immobilisations.

On compte parmi l'actif circulant tous les éléments à court terme destinés à être convertis en avoirs disponibles (par exemple les stocks) ou qui existent déjà sous cette forme (les avoirs en caisse). Les actifs circulants acquis seront réalisés immédiatement ou transformés, par un usage unique, et réalisés ensuite (par exemple les matières premières ou auxiliaires)². Les immobilisations, par contre, sont de nature à long terme et servent à l'exploitation du groupe. Ainsi, les immobilisations corporelles sont utilisées de manière permanente ou répétitive et ne s'usent que successivement ou pas du tout malgré l'usage qui en est fait (par exemple les terrains).

L'actif circulant et les immobilisations peuvent être répartis en éléments de fortune nécessaires ou étrangers à l'exploitation. Sont nécessaires à l'exploitation tous les biens servant les objectifs fixés pour l'entité économique, alors que les autres n'ont pas ou plus de rapport immédiat avec eux.

La subdivision des *passifs* s'effectue en général selon des critères juridiques, en fonds propres et fonds de tiers³. Les engagements, quant à eux, sont subdivisés selon leur échéance.

L'échéance peut être considérée du point de vue juridique ou économique. L'échéance juridique correspond soit à un délai de remboursement convenu, soit, si celui-ci fait défaut, au délai le plus proche exigible par le créancier. L'échéance économique s'en distingue en ce sens qu'elle correspond au délai d'acquittement probable.

L'attribution des fonds à la rubrique des engagements à court, moyen ou long terme, varie selon le critère appliqué. Lorsqu'on observe le critère économique, la structure se modifie la plupart du temps en faveur des dettes à long terme, car le délai d'acquittement probable est souvent repoussé dans le temps.

III Présentation du bilan consolidé par les groupes examinés

1. Forme et subdivision du bilan

Les bilans peuvent être répartis, comme nous l'avons vu, en deux groupes selon la forme adoptée.

La majorité des groupes a choisi la présentation sous *forme de comptes*. Les actifs et passifs sont soit juxtaposés, soit présentés consécutivement. Seuls les groupes CIBA-GEIGY et ALUSUISSE présentent leur bilan sous *forme verticale*.

2 Voir Blumer, Graf, Kaufmännische Bilanz und Steuerbilanz, p. 22.

3 Voir Blumer, Graf, op. cit., p. 24.

Celui de CIBA-GEIGY correspond à la solution habituelle décrite ci-dessus. C'est donc l'actif circulant net qui est présenté comme résultat intermédiaire. ALUSUISSE a choisi une autre variante et son bilan peut être schématisé comme suit:

Immobilisations

Actif circulant

./. Dettes à court terme

+ Actif circulant net

Total (Fonds propres + Dettes
à long terme)

La *subdivision du bilan* en actif circulant et immobilisations, ainsi qu'en fonds propres et fonds de tiers, est appliquée par tous les groupes. L'ensemble des actifs est donc uniformément subdivisé selon la destination des postes, tandis que les passifs sont répartis selon le point de vue juridique.

2. Caractéristiques de la subdivision des bilans

Les solutions mises en pratique sont trop variées pour être résumées sous forme d'un tableau. Nous nous limiterons à énoncer les caractéristiques constatées ainsi que leur fréquence approximative.

a) Quant à la subdivision de l'*actif circulant*, nous avons constaté les caractéristiques suivantes:

- . Les disponibilités sont, dans la plupart des cas, regroupées avec les avoirs réalisables à court terme. Seuls cinq groupes les présentent séparément. Cette subdivision se limite le plus souvent à l'indication séparée du portefeuille-titres.
- . Dans la plupart des cas, les créances à court terme figurent en un seul poste. Si la ventilation est plus poussée, on indique en outre les acomptes versés aux fournisseurs. Seul le groupe LOSINGER fait figurer séparément les créances envers les participations non consolidées.
- . Le regroupement des disponibilités avec les créances n'a été constaté que dans les comptes de MOEVENPICK.
- . Sauf deux exceptions, les stocks sont groupés en un seul poste. NESTLE présente séparément les produits finis d'une part, les matières premières et produits en cours de fabrication d'autre part. Le groupe LOSINGER fait la distinction entre les stocks de marchandises et les travaux en cours.
- . Six groupes indiquent les comptes transitoires (actifs et/ou passifs).

b) La présentation des *immobilisations* a les caractéristiques suivantes:

- . La séparation entre les immobilisations nécessaires et étrangères à l'exploitation n'est effectuée nulle part.
- . Les groupes CIBA-GEIGY, NESTLE et SIKa présentent l'ensemble de leurs immobilisations corporelles en un seul poste.
- . Ceux qui séparent les machines et installations du reste des immobilisations corporelles, à savoir presque la moitié des groupes, font en outre une distinction entre les terrains et les bâtiments.
- . Plus de la moitié des groupes présentent séparément les participations et créances à long terme envers des sociétés non consolidées.
- . Des éléments de fortune immatériels ne sont déclarés que par OERLIKON-BUEHRLE, HOLDERBANK et ZUERCHER ZIEGELEIEN.

c) On constate ce qui suit à propos de la présentation des *fonds de tiers*:

- . Les trois quarts des groupes présentent les dettes à court terme en rubriques séparées.
- . Parmi les engagements à court terme, seules les dettes bancaires figurent en général séparément. Cinq groupes indiquent les acomptes versés par des clients.
- . Dans quelques comptes, par exemple ALUSUISSE, HOLDERBANK et SCHINDLER, la part des engagements à long terme venant à échéance au cours de la prochaine période comptable est déclarée séparément.
- . La présentation de l'ensemble des dettes à court terme en un seul poste a été choisie par NESTLE et GLOBUS.
- . Les engagements à long terme sont regroupés par la moitié des groupes examinés.
- . Les provisions constituées ne sont déclarées que par une faible majorité; dans le bilan d'ALUSUISSE et de HOLDERBANK, elles sont en outre présentées séparément selon leur échéance probable.

IV Conclusions

Les exigences relatives à la présentation se rapportent avant tout au principe de la clarté du bilan.

L'appréciation des bilans examinés doit donc porter sur les points suivants: les postes présentés répondent-ils aux exigences d'un contenu uniforme et de désignations claires? Les bilans remplissent-ils les conditions de forme et de subdivision?

1. Le *contenu* d'un poste du bilan, donc l'uniformité de ses composants, ne peut guère être vérifié par des tiers. Il est de ce fait exclu d'apprécier si l'exigence formulée a été remplie.
2. Même remarque quant à la *désignation* des postes; l'analyse attribuée à toute désignation un contenu spécifique et ne peut vérifier si celui-ci correspond à la

réalité. L'appréciation ne peut dès lors porter sur les termes utilisés et notamment s'ils sont clairs ou si, au contraire, ils manquent de précision.

La plupart des termes utilisés sont sans équivoque. On constate cependant des exceptions, là où le bilan ne comporte que peu de postes. De même, la délimitation claire des dettes fait quelquefois défaut, soit qu'on ne précise pas le critère d'échéance observé (juridique ou économique), soit qu'on omette d'indiquer leur échéance (court terme ou long terme).

3. Quant à la *forme* du bilan, le créancier n'a pas de préférence. S'il est un analyste expérimenté, il est en mesure d'interpréter les deux solutions et d'établir, le cas échéant, les résultats intermédiaires nécessaires, même si la présentation est faite sous forme de comptes.
4. Enfin, il convient de comparer la *subdivision* des bilans examinés avec les variantes correspondantes de notre plan comptable⁴. Pour l'appréciation, nous ne confronterons pas les bilans en tant que tels aux exigences, mais nous comparerons les diverses caractéristiques mises en évidence. La comparaison de ces caractéristiques avec les exigences de la variante II (subdivision supplémentaire des divers postes de la variante I) permet de constater dans quelle mesure les postes présentés par les groupes sont susceptibles de nous fournir des informations détaillées.

Il résulte de cette comparaison que *plus de la moitié* des groupes répond aux exigences d'indiquer l'échéance des engagements et de ventiler les dettes. Il en va de même de la ventilation des immobilisations financières et corporelles. En revanche, seul *un quart* des groupes sépare les disponibilités des actifs réalisables à court terme. Ce n'est qu'*exceptionnellement* que les stocks figurent au bilan de façon détaillée. Or, c'est précisément la ventilation de ces postes, par exemple l'indication séparée des produits finis, qui permettrait au créancier de se faire une idée plus exacte des coefficients de liquidité.

Parmi les caractéristiques constatées, il y en a aussi qui ne répondent ni à la variante I, ni à la variante II du plan comptable.

Ainsi, *aucun* des groupes n'effectue la séparation des immobilisations en éléments nécessaires et étrangers à l'exploitation. Des informations précieuses échappent dès lors au créancier. L'indication séparée des actifs étrangers à l'exploitation lui permettrait de déterminer dans quelle mesure la liquidité pourrait être au besoin améliorée par la vente de ces actifs, sans affecter la productivité du groupe. La valeur informative des comptes est également amoindrie dans les *cas exceptionnels* qui regroupent soit les disponibilités avec les créances à court terme, soit l'ensemble des dettes à court terme. *Quelques-uns* des groupes ne mentionnent pas les provisions constituées. Enfin, la grande *majorité* ne présente ni les immobilisations immatérielles (on peut présumer qu'il en existe dans plus de trois groupes), ni les postes transitoires.

4 Voir chapitre 4/V: Présentation des comptes consolidés.

Chapitre 14

La consolidation du compte de pertes et profits

I Principe

Une présentation complète de la situation financière du groupe exige au moins l'établissement d'un bilan et d'un compte de pertes et profits consolidé¹. L'exposé qui suit sera consacré au compte de pertes et profits, souvent appelé "compte de résultat consolidé", les deux termes étant équivalents.

La consolidation du compte de pertes et profits regroupe les comptes de résultat des sociétés incluses dans le champ de consolidation, et présente ainsi le résultat réalisé par le groupe pendant une période comptable précise. De plus, il fait apparaître les éléments qui l'ont engendré. C'est là sa véritable signification, qui fait de lui une partie indispensable des comptes de groupe². Pour atteindre ce but, il convient de présenter uniquement les charges et produits provenant d'affaires avec des tiers. Ceux qui découlent de livraisons et prestations ainsi que du financement entre entreprises du groupe doivent être éliminés³.

Par analogie à la consolidation du bilan, la consolidation du compte de pertes et profits nécessite soit la compensation, soit la simple addition des divers postes.

II La consolidation des charges et produits

Les postes devant être additionnés, c'est-à-dire les charges et produits provenant d'affaires avec des tiers, sont d'une importance mineure dans ce contexte. Par contre, les postes provenant d'affaires intersociétés doivent être examinés de plus près, car différentes solutions sont possibles quant à leur consolidation. Suivant l'étendue des compensations qui peuvent soit n'avoir aucune influence sur le résultat de l'exercice, soit le modifier, le PP se présente différemment.

1 Voir chapitre 2/II: Le principe des comptes consolidés

2 Voir Teitler, Die konsolidierte Konzernerfolgsrechnung, p. 94.

3 Voir Handwörterbuch des Rechnungswesens, p. 1748.

1. Les compensations affectant le résultat

Les compensations affectant le résultat corrigent non seulement un poste de charges ou de produits, mais influencent aussi le résultat du groupe en tant que donnée résiduelle du compte de PP.

Dans le cadre de la consolidation du bilan, on procède également à des rectifications affectant le résultat; des rectifications analogues doivent donc être faites lors de la consolidation du compte de PP, son résultat devant finalement coïncider avec celui inscrit au bilan. Mentionnons quelques exemples à ce sujet.

Une rectification s'impose lorsqu'on comptabilise par le PP la *différence provenant de la consolidation des créances et dettes internes*. Sont ainsi modifiés le résultat et les frais ou produits financiers.

De même, les *revenus de participations* doivent être éliminés avec effet sur le résultat dans la mesure où il s'agit de bénéfices transférés par les filiales et provenant d'exercices antérieurs. On évite ainsi la reprise de montants qui ont déjà été déclarés comme produits d'exploitation.

Enfin, le résultat du groupe doit être ajusté des *bénéfices intersociétés* attribuables à la période comptable. On le réduira de la marge inhérente à des actifs figurant encore au bilan. Rappelons que cette marge est considérée comme réalisée si de tels actifs sont transférés à des tiers durant l'exercice.

2. Les compensations n'affectant pas le résultat

N'affectent pas le résultat toutes les compensations qui sont effectuées entre postes de charges et produits intersociétés.

La compensation du *chiffre d'affaires interne* fait partie de ce genre de rectifications. Si ce poste provient de *livraisons de marchandises* ayant quitté finalement le groupe pendant la période comptable, il doit être éliminé de la façon suivante: on procède à une compensation du chiffre d'affaires enregistré par la société fournisseur avec le prix d'acquisition passé au compte de PP de la société destinataire lors du bouclage de ses comptes, car c'est elle qui a vendu ces marchandises à des tiers.

Il en résulte une différence de compensation lorsque les marchandises livrées sont encore en partie ou complètement en possession de la société destinataire, et qu'elles n'ont donc pas passé par son compte de PP. S'il s'agit de biens produits par le groupe, la différence correspond à l'accroissement des stocks pouvant être déclaré comme tel⁴. Dans le cas contraire, il faut éliminer cette différence par compensation avec le prix d'acquisition ou de revient enregistré dans le PP de la société fournisseur.

⁴ Si le compte de PP enregistre la variation des stocks de produits, il s'agit alors d'un compte de résultat "production" (voir à ce sujet ci-après, chapitre 15/1).

Contrairement au cas précité, la compensation lors de *prestations de services* entre entreprises du groupe n'engendre en général pas de différences. Le compte de PP de la société destinatrice est immédiatement débité, car d'ordinaire celle-ci est le dernier maillon de la chaîne.

Sont compensés de la même façon les *paiements d'intérêts, de brevets, les loyers et toutes autres charges et produits internes*⁵. Là aussi, aucune différence ne découle de la compensation, car si la comptabilisation est exacte, les montants coïncident.

III La consolidation des charges et produits par les groupes examinés

Pour ce qui est de la compensation, nous avons relevé les rectifications affectant le résultat et celles qui ne l'influencent pas. Nous renonçons ici à reprendre les premières, étant donné qu'elles ont déjà été analysées dans le cadre de la consolidation du bilan⁶.

L'exploitation des données concernant les rectifications n'affectant pas le résultat se divise en deux parties: l'une se rapporte à la compensation des charges et produits provenant des livraisons et prestations internes, l'autre concerne les charges et produits financiers entre entreprises du groupe.

La compensation des charges et produits provenant de *livraisons et prestations internes* est confirmée par la majorité des groupes (voir tableau XVI). Dans quatre cas, nous n'avons pu déterminer si elle avait été faite, vu le manque d'indications à ce sujet.

Pour la compensation de *charges et produits financiers*, les confirmations font défaut dans la plupart des cas (voir tableau XVII). Seuls huit groupes indiquent clairement que les postes réciproques ont été compensés. Quant aux autres, on ne peut l'exclure, mais les indications à ce sujet sont trop vagues.

Voici quelques exemples de renseignements précis sur l'étendue de la compensation:

- a) Toutes les transactions intersociétés ont été éliminées dans la consolidation; il en va notamment ainsi des ventes d'une société à une autre, (...), des transferts d'intérêts à l'intérieur du groupe, de prestations de services, etc.⁷.
- b) Les charges et produits provenant de livraisons et de prestations de services à l'intérieur du groupe ont été compensés au compte de pertes et profits. Les frais et revenus découlant de transferts de capitaux et de dividendes entre sociétés consolidées ont été éliminés⁸.

5 Voir Käfer, op. cit., p. 18 et 19.

6 Voir chapitre 8/II: Traitement des bénéfices intersociétés par les groupes examinés, et chapitre 9/III: Consolidation des créances et dettes par les groupes examinés.

7 Voir rapport annuel SGT, p. 19.

8 In der Erfolgsrechnung sind Aufwendungen und Erträge aus konzerninternen Lieferungen und Leistungen gegeneinander verrechnet. Aufwand- und Ertragsposten aus dem Kapital-

Tableau XVI

Compensation des charges et produits provenant de livraisons et prestations internes

	Fréquence
Compensation confirmée	13
Compensation douteuse, car manque d'indications	4
Compensation pas nécessaire, car transactions internes peu probables	2
Groupes présentant un compte de PP consolidé	19

Tableau XVII

Compensation des charges et produits financiers réciproques

	Fréquence
Compensation confirmée	8
Compensation douteuse, car manque d'indications	11
Groupes présentant un compte de PP consolidé	19

En revanche, les extraits suivants de commentaires annexes ne donnent pas assez de renseignements. Ils indiquent le contenu du poste figurant au PP, sans mentionner si les charges et produits réciproques ont été compensés:

verkehr sowie Dividendenzahlungen zwischen konsolidierten Gesellschaften sind eliminiert;
voir rapport annuel SCHINDLER, p. 26.

- c) Les autres produits comprennent notamment les revenus d'intérêts et de brevets, ainsi que les revenus sur titres et participations non consolidées⁹.
- d) Les bénéfices des sociétés non consolidées (...) sont indiqués sous la même rubrique que les intérêts et les produits provenant de licences¹⁰.

IV Conclusions

La plupart des groupes satisfont à l'exigence de compenser les charges et produits provenant de *livraisons et prestations internes*.

Nous admettons que d'éventuelles différences de compensation occasionnées par les produits livrés dans le cadre du groupe, mais ne l'ayant pas encore quitté, ont été compensées soit par d'autres charges d'exploitation, soit déclarées en tant que telles. Les commentaires annexes ne donnent cependant aucune indication à ce sujet.

Quant à la compensation des autres charges et produits, on constate que plusieurs groupes contreviennent au principe de la clarté. Nous avons constaté que dans plus de la moitié des cas, des indications faisaient défaut ou étaient insuffisantes quant aux *charges et produits financiers*. Or, ces indications sont indispensables même si de tels paiements n'ont pas eu lieu. Il conviendrait de mentionner, dans les notes annexes, que des compensations n'étaient pas nécessaires.

En revanche, tous les groupes qui malgré d'importantes charges et produits inter-sociétés ont omis de les compenser, contreviennent même au principe de la sincérité des comptes. Aussi bien les charges que les produits du compte de pertes et profits sont surfaits. Le créancier risque de tirer des conclusions erronées, par exemple sur le potentiel bénéficiaire du groupe, s'il considère des revenus sur brevets transférés par des filiales comme étant des recettes provenant de tiers.

9 In den übrigen Erträgen sind insbesondere die Zins- und Lizenzerträge enthalten, ebenso die Erträge auf Wertschriften und nicht konsolidierbaren Beteiligungen; voir rapport annuel OERLIKON-BUEHRLE, p. 21.

10 Gewinnausschüttungen von Gesellschaften, die nicht konsolidiert werden (...), sind zusammen mit den Zinserträgen und Lizenzerträgen ausgewiesen; voir rapport annuel CIBA-GEIGY, p. 52.

Chapitre 15

La présentation du compte de pertes et profits

I Forme de présentation

L'examen des principales formes de présentation du compte de PP nous permettra de préciser quelques termes utilisés dans le cadre de l'exploitation et de l'appréciation des données examinées.

Par analogie au bilan, le compte de PP peut être présenté du *point de vue formel* de deux façons différentes: la présentation sous forme de comptes et la forme verticale.

Dans la présentation sous *forme de comptes*, les postes charges et produits sont juxtaposés, les charges pouvant être ventilées soit selon leur nature, soit selon leur fonction. La *forme verticale* se distingue de l'autre dans la mesure où elle place les charges et produits afférents les uns sous les autres et présente, à divers échelons, des résultats et sommes intermédiaires¹.

On désigne par résultat intermédiaire, par exemple, le chiffre d'affaires net, le bénéfice brut et net d'exploitation. Les sommes intermédiaires peuvent présenter, entre autres, les frais extraordinaires et hors exploitation, ainsi que les diverses catégories de produits.

Du *point de vue matériel*, on distingue aussi deux formes principales de présentation, à savoir le compte de résultat "*production*" et le compte de résultat "*ventes*"².

La première consiste à passer au PP l'ensemble des frais de transformations, donc non seulement ceux qui concernent les marchandises vendues mais aussi, le cas échéant, la part revenant à celles en stocks. Par conséquent, le PP enregistre également, en plus du chiffre d'affaires, les travaux faits par le groupe et portés à l'actif ainsi que l'augmentation des stocks. Notons encore que lors d'une production inférieure aux ventes, il y a un prélèvement sur les stocks, ce qui exige que leur diminution soit inscrite au PP comme charge d'exploitation.

En revanche, le compte de résultat "*ventes*" n'enregistre que les frais de transformation des marchandises vendues. Par analogie, n'y figure comme produit d'exploitation que le chiffre d'affaires.

1 Voir Blumer, Graf, op. cit., p. 45 ss.

2 Voir Teitler, op. cit., p. 15 et 16, qui utilise les termes de "Produktionsaufwand-Erfolgsrechnung" et "Absatzaufwand-Erfolgsrechnung".

II Subdivision du compte

Nous n'entendons pas indiquer les divers modes de subdivision du compte de PP, mais seulement déterminer la différence entre le compte de résultat brut et net³. Selon le mode utilisé, la subdivision s'en trouvera modifiée.

On nomme *compte brut* le compte de résultat dont les charges et produits figurent à leur montant intégral. Les postes correspondants, par exemple les frais et produits financiers, ne sont pas compensés. Dans le cas du *compte net*, en revanche, ces postes le sont; c'est leur solde qui est repris dans le compte de PP. Il importe de se rendre compte que la compensation provoque souvent une perte d'informations, car les composants du résultat ne sont guère discernables.

III La présentation du compte de pertes et profits par les groupes examinés

1. Formes et subdivision

Comme indiqué au chapitre précédent, dix-neuf groupes consolident les comptes de pertes et profits.

Quant à la façon de présenter les comptes du point de vue formel, une moitié préfère la présentation sous forme de comptes, l'autre adhère à la forme verticale.

a) *Présentation sous forme verticale*

Les comptes examinés présentent, comme résultat intermédiaire, le plus souvent le bénéfice brut et, déduction faite des frais de vente et d'administration et d'autres charges d'exploitation, le bénéfice net d'exploitation. Le chiffre d'affaires net n'est indiqué, comme résultat intermédiaire, que par trois groupes, à savoir ceux qui présentent le total des factures-clients ainsi que les rabais accordés et autres déductions de même nature.

Tous les groupes, à une exception près, présentant leur PP sous forme verticale subdivisent les charges d'exploitation selon leur *fonction*; ainsi sont indiqués, plus ou moins en détail, le prix de revient des ventes, les frais de vente et d'administration et les frais financiers.

Le groupe SCHINDLER, qui subdivise les charges selon leur *nature* fait exception. Son PP se présente de la façon suivante:

3 Voir Blumer, Graf, op. cit., p. 43 ss.

Facturation	...	
Revenus accessoires d'exploitation	...	
Marchandises en travail provenant de modifications de stocks	<u>...</u>	
Rendement d'exploitation		...
Dépenses en matériel	...	
Dépenses en personnel	...	
Autres dépenses d'exploitation	...	
Amortissements	<u>...</u>	
Montant des dépenses d'exploitation		<u>...</u>
Résultat d'exploitation		...
Intérêts nets	...	
Dépenses hors exploitation (sous déduction des profits)	<u>...</u>	<u>...</u>
Bénéfice avant imposition fiscale		...
Impôts		<u>...</u>
Bénéfice réalisé par le Groupe		<u>...</u>

La désignation des postes indique clairement qu'il s'agit ici d'un compte de résultat "production".

b) *Présentation sous forme de comptes*

Dans les PP établis sous forme de comptes, le critère de subdivision n'est pas toujours décelable.

Dans cinq cas seulement, les charges ont été subdivisées sans équivoque selon leur *nature*. Il s'agit des comptes de OERLIKON-BUEHRLE, LANDIS+GYR, SANDOZ, SPRECHER+SCHUH et SULZER. Les mêmes groupes présentent, du point de vue matériel, les PP comme comptes de résultat "*production*". Leur caractéristique commune: les variations de stocks de produits finis ou en cours de fabrication figurent séparément.

Les autres groupes ne mentionnent pas la variation des stocks. Or, en pareil cas, seules les notes annexes ou une désignation précise des postes présentés permettraient de connaître la forme matérielle du compte. Dans la plupart des cas, des commentaires à ce sujet font défaut. Les libellés sont trop sommaires pour permettre de conclure si le PP a été établi comme compte "production" ou de "ventes".

2. Caractéristiques de la subdivision des comptes

Nous indiquons ci-après quelques autres caractéristiques de subdivision.

a) Subdivision des *produits*:

- . Dix-sept groupes indiquent le chiffre d'affaires en un seul poste. Seul HOLDERBANK les subdivise en deux.
- . La variation des stocks est présentée séparément par six groupes.
- . Les produits financiers, en tant que montants non soldés, ne sont indiqués que par quatre groupes. Les autres les compensent avec les charges afférentes ou les regroupent avec d'autres produits ordinaires. Cinq groupes ne présentent séparément ni les recettes, ni les charges financières.
- . Les produits extraordinaires et hors exploitation sont déclarés par sept groupes. Dans trois cas, ils sont présentés sous forme non soldée. Des indications quant à leur contenu ne sont données qu'exceptionnellement.

b) Subdivision des *charges*:

- . Les frais de vente et d'administration sont présentés en un seul poste par cinq groupes. La plupart des autres déclarent les frais de personnel séparément et regroupent les frais administratifs restants avec d'autres charges ordinaires. Dans certains cas sont en outre englobées les charges extraordinaires ou étrangères à l'exploitation.
- . Les frais financiers sont présentés séparément et sous forme non soldée par sept groupes.
- . Les amortissements sont présentés séparément dans la plupart des cas; LOSINGER les subdivise même en trois postes.
- . Les provisions prises en charge sont d'ordinaire regroupées avec d'autres éléments.
- . Cinq groupes indiquent les charges extraordinaires et hors exploitation, dont deux de façon soldée.
- . Huit groupes présentent séparément les charges fiscales (impôts sur le revenu et la fortune).
- . Enfin, le groupe FORBO déclare les pertes ou bénéfices de change provenant des affaires courantes.

La mise en évidence des caractéristiques propres à la subdivision des comptes peut être complétée en indiquant que les produits sont en moyenne subdivisés en 2 à 3 postes alors que les charges en comportent 5 ou 6.

IV Conclusions

1. Nous avons distingué du *point de vue matériel* deux formes de présentation. Nous nous sommes prononcés en faveur du compte de résultat "production". Rappelons ici sa grande valeur informative, car non seulement il indique les produits provenant des ventes, mais il tient compte de l'ensemble des activités d'exploitation. Nous avons indiqué qu'il n'était pas toujours possible de déterminer avec certitude la forme du compte de PP. Pourtant, nous estimons que le choix de la forme ne devrait laisser aucun doute.
2. Une analyse détaillée des charges et produits n'est possible que si le compte de PP est subdivisé de manière suffisante. Les dérogations aux exigences formulées sont ici cependant très nombreuses.

Le *principe du compte brut* n'est respecté qu'en partie. Certes, tous les groupes s'y tiennent quant à la présentation séparée du chiffre d'affaires et du prix de revient des marchandises vendues. Mais un tiers seulement des groupes présente les charges et produits financiers sous forme non soldée. Les autres charges et produits afférents sont en général compensés.

La *comparaison entre la subdivision mise en pratique et nos exigences* à ce sujet se fera de la même manière que pour l'appréciation des bilans. Nous indiquerons d'abord les caractéristiques qui répondent à la variante II du plan proposé⁴. Nous regrouperons ensuite celles qui ne correspondent ni à la variante II, ni à la variante I.

Un seul cas répond aux exigences de la variante II en ce qui concerne la subdivision du produit des ventes: il s'agit de HOLDERBANK, qui présente une ventilation du chiffre d'affaires. Il faut cependant ajouter que plusieurs groupes donnent en annexe des indications à ce sujet.

Quant à la subdivision des charges, la majorité des groupes indiquent les frais de personnel et les amortissements. Une valeur informative élevée revient également aux comptes qui font figurer séparément les provisions. De même, les comptes qui présentent une subdivision plus poussée que celle de notre plan répondent aux exigences de la variante II. Ce degré de précision n'est cependant exigé que lorsque les postes concernés représentent une part importante du total des charges.

Enfin, relevons les caractéristiques qui ne répondent ni aux exigences de la variante II, ni à celles de la variante I. Dans ces cas, la perte de valeur informative est substantielle.

Dans leur grande majorité, les groupes ne séparent pas les charges ou recettes ordinaires de celles qui sont extraordinaires ou étrangères à l'exploitation. Cinq groupes ne présentent ni frais, ni produits financiers, ceux-ci étant incorporés à d'autres postes. De même, dans quelques cas exceptionnels, les amortissements et les provisions ne ressortent plus en tant que tels, car ils sont regroupés avec d'autres charges.

4 Voir chapitre 4/V: Présentation des comptes consolidés.

Chapitre 16

Conclusions finales

Parvenus au terme de cet exposé, nous en tirerons des conclusions pour trois groupes d'intéressés. Nous nous adresserons d'abord au comptable chargé d'établir les comptes consolidés. Les recommandations que nous formulons expriment des vœux dans l'optique des créanciers. Nous nous tournerons ensuite vers l'analyste des comptes; nous avons également certaines suggestions à lui proposer. Enfin, nous exprimerons à l'adresse du législateur le souhait que dans le cadre d'un futur projet de loi sur la comptabilité des groupes, il tienne compte dans la mesure du possible des exigences propres aux divers cercles d'intéressés.

I Suggestions au comptable chargé de l'établissement des comptes

L'analyse comparative montre que plusieurs problèmes de consolidation connaissent de nombreuses solutions. Souhaitons que le comptable assimile peu à peu les méthodes jugées adéquates. Souvent de légères adaptations suffisent à harmoniser des solutions différentes et à accroître leur valeur informative. Ces ajustements devraient être plus fréquents.

Nous ne nous risquerons pas à classer les groupes examinés selon la valeur informative de la documentation qu'ils nous ont fournie. Cette classification ne serait d'ailleurs guère possible, car tous les comptes examinés comportent aussi bien des informations détaillées que d'autres insuffisantes. Nous nous bornerons à résumer l'analyse faite et à insister sur les points qui sont d'un intérêt particulier pour le créancier.

1. Lors de la *délimitation du champ de consolidation*, les groupes examinés ne retiennent souvent que les entreprises dont ils détiennent la majorité du capital. Le créancier préfère une solution moins restrictive. Il demande une consolidation qui englobe tous les membres du groupe, à condition qu'il y ait unité de direction.
2. *L'uniformité de la période comptable* en tant que condition d'organisation pour toutes les unités consolidées est respectée dans la majorité des cas. Les dérogations doivent être mentionnées explicitement. Le cas échéant, il faut indiquer et commenter même les répercussions sur l'exactitude des postes comptables.
3. Dans la plupart des cas, les commentaires relatifs à la *consolidation de la fortune* sont complets et énoncent les principes d'évaluation ainsi que les méthodes d'amortissement appliquées. Quelques groupes appliquent des procédés

d'évaluation moins connus qui peuvent même contrevenir aux dispositions du droit commercial en vigueur pour les sociétés prises individuellement. Néanmoins, nous les estimons adéquats, car ils permettent, le cas échéant, une présentation plus objective de la situation patrimoniale.

4. Lors de la *conversion des comptes en monnaies étrangères*, deux procédés fondamentalement différents sont appliqués. La variété des solutions constatées est uniquement fondée sur le choix de différents cours de conversion. Ceux-ci correspondent en général aux exigences des créanciers. Le fait que la comptabilisation des bénéfices ou pertes de change s'est faite de telle manière qu'ils n'apparaissent ni au compte de pertes et profits, ni au bilan consolidé, doit être cependant considéré comme insuffisant. Seules des indications supplémentaires seraient en mesure de fournir des renseignements sur les incidences des changements de parités; or, plusieurs groupes ne donnent aucune information à ce sujet.
5. La rectification de *bénéfices intersociétés* n'est mentionnée que par quelques groupes. On est amené à supposer que dans certains cas, elle n'était pas nécessaire ou qu'elle a été faite sans être expressément mentionnée dans les notes annexes. Dans les deux cas, le créancier a besoin d'indications, afin de pouvoir attribuer au bilan sa juste valeur informative.
6. Bien que la *consolidation des dettes* soit pratiquée par tous les groupes, les commentaires à ce sujet n'ont pas la précision souhaitable. Les engagements conditionnels ne sont mentionnés qu'exceptionnellement, bien que leur détermination soit un élément essentiel de la consolidation des dettes.
7. Pour la *consolidation du capital*, un procédé s'est révélé d'une valeur informative excellente, à savoir la compensation des postes participations avec les quote-parts au capital-actions des filiales, ainsi que la présentation séparée des différences en résultant. Ce procédé n'est toutefois utilisé que par deux groupes. La méthode allemande utilisée par la majorité répond à nos exigences, à condition que la différence de compensation soit présentée à part.
8. Les solutions mises en pratique à propos de la *subdivision du bilan* ne correspondent guère aux exigences formulées. Le créancier préfère une ventilation plus poussée.
9. Les différences les plus marquantes quant à la valeur informative des données exploitées ont été constatées dans les *comptes de pertes et profits*.

La majorité des groupes confirment la rectification des charges et produits provenant des livraisons et prestations intersociétés. Seule la moitié mentionne expressément la compensation des charges et produits financiers entre sociétés du groupe.

A propos de la subdivision du compte pertes et profits, il faut noter que la ventilation des postes est parfois à tel point insuffisante que le but de celui-ci — qui est de mettre en évidence les éléments déterminant le résultat du groupe — n'est même plus atteint.

10. Nous nous permettons enfin d'insister sur la nécessité des *notes annexes*, qui doivent être rédigées avec le plus grand soin, du moins tant que des méthodes uniformes ne se seront pas imposées. Elles seules, en effet, permettent l'interprétation correcte des données comptables. Nous les considérons donc comme formant une partie intégrante indispensable des comptes consolidés.

II *Suggestions aux analystes*

Nous estimons que, pour la plupart des intéressés, les comptes consolidés peuvent être une source adéquate d'informations. Cependant, pour l'exploitation des données, l'analyste doit remplir certaines conditions.

1. Il doit notamment *savoir aussi exactement que possible quels sont ses besoins*. En fonction des informations souhaitées par les créanciers, nous avons tenté de résumer les exigences qui devront être respectées lors de l'établissement des comptes. Le cas échéant, ces exigences sont à vérifier et à compléter. Ce travail incombe d'une part au créancier lui-même, mais les autres groupes d'intéressés doivent également vérifier si les exigences stipulées répondent à leurs propres besoins. Fondamentalement, les points de vue ne différeront guère, mais l'accent peut être mis plutôt sur tel aspect que sur tel autre.
2. Enfin, il est indispensable que les destinataires des comptes soient à même de les analyser. Ils doivent pouvoir apprécier la valeur informative des diverses données et discerner quelles informations leur sont cachées. Il faut donc qu'ils *connaissent au moins les principes fondamentaux de la consolidation*.

III *Suggestions au législateur*

Dans tout ce que nous avons dit jusqu'ici, l'aspect juridique de l'établissement des comptes consolidés a été laissé de côté. Notre intention était de nous consacrer uniquement à l'aspect économique de la consolidation, et notamment d'examiner l'utilité et la valeur informative des solutions appliquées dans la pratique. Ceci fait, il est néanmoins possible d'indiquer brièvement les points principaux dont il faudrait tenir compte dans le cadre d'un éventuel projet de loi.

1. L'*appartenance d'une société à un groupe* ne doit pas être définie sur la base de relations de capitaux (par exemple participation majoritaire). En plus de l'indépendance juridique de l'entreprise, le seul critère devrait être l'assujettissement à une direction unique.
2. L'établissement des comptes consolidés doit avoir pour objet de refléter aussi complètement que possible l'entité économique des entreprises du groupe. Il y

a donc lieu de définir extensivement *quelles sociétés doivent être consolidées*. En particulier, ce devra aussi être le cas pour les sociétés domiciliées à l'étranger ou celles dont l'activité est étrangère à celle du groupe.

3. Pour obtenir une présentation plus sincère de la situation patrimoniale, les règles d'*évaluation de la fortune* dans les comptes consolidés ne devront pas être limitées aux dispositions en vigueur du CO. Le cas échéant, il faudra autoriser des ajustements de valeurs qui dépassent même le prix d'acquisition ou de revient initial d'un bien.
4. La diversité économique des groupes suisses exige fréquemment des solutions spécifiques pour l'établissement des comptes. On prendra en considération ce facteur en n'imposant pas impérativement des *méthodes de consolidation* rigides. Mais il importera tout de même de formuler des recommandations afin d'obtenir une certaine unité dans la pratique de consolidation. De même, des recommandations sont souhaitables sur la présentation formelle et la ventilation du bilan et du compte de pertes et profits.
5. Dans tous les cas qui n'ont pas été réglés uniformément, on exigera impérativement des *notes annexes* indiquant quels principes de consolidation ont été appliqués.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et études cités ou consultés

- Blumer K. et Graf A. Kaufmännische Bilanz und Steuerbilanz, IIIe édition, Verlag des kaufmännischen Vereins, Zurich 1967.
- Bores W. Konsolidierte Erfolgsbilanzen und andere Bilanzierungsmethoden für Konzerne und Kontrollgesellschaften, Leipzig 1935.
- Borkowsky R. Gewinn auf konzerninternen Geschäften und Minderheitsaktionäre der abhängigen Gesellschaften, dans Betriebswirtschaftliche Probleme, 1966, p. 58 ss.
- Bossard E. Bilanzklarheit, Bilanzwahrheit und Publizität nach schweizerischem Aktienrecht, dans Betriebswirtschaftliche Probleme, 1966, p. 7 ss.
- Bourquin G.C. Le principe de sincérité du bilan, Genève 1976.
- Brunner J. Geldwertschwankungen in Erfolgsrechnung und Bilanz; Neue amerikanische Praxis und Lehre, thèse Zurich 1962.
- Busse von Colbe W. Zum Bilanzansatz von Beteiligungen, dans Zeitschrift für handelswissenschaftliche Forschung, 1972, p. 145 ss.
- Busse von Colbe W. Konzernabschlüsse, Wiesbaden 1969.
- Busse von Colbe W. et Ordelheide P. Konzernrechnungslegung, Rechnungslegung für Konzerne nach betriebswirtschaftlichen und aktienrechtlichen Grundsätzen, Wiesbaden 1969.
- Commission des communautés européennes Proposition d'une septième directive sur la base de l'article 54, paragraphe 3 g concernant les comptes du groupe, Bruxelles 1976.
- Dreger, K.M. Probleme des Gläubigerschutzes im Konzern, thèse, Mannheim 1966.
- Dreger K.M. Der Konzernabschluss, Wiesbaden 1969.
- Edelkott D. Der Konzernabschluss in Deutschland, thèse, Bâle 1962.
- Eidgenössische Justizabteilung Begleitbericht zum Vorentwurf zum Bundesgesetz betreffend die Aenderung des 26. Titels des Obligationenrechtes, Berne 1975.
- Eschrich A. Bilanzierung als Instrument zum Schutze des Gläubigers, thèse, Saar 1969.

- Europäische Union der Vereinigung für Finanzanalyse Die Finanzanalyse und die industrielle Konzentration in Europa, rapport du VIe congrès, Montreux 1970.
- Folliet E. Le bilan dans les sociétés anonymes, VIe édition, Payot, Lausanne 1954.
- Folliet P. Bilan annuel et bilan consolidé, réflexions sur les principes fondamentaux, dans *Lebendiges Aktienrecht*, 1971, p. 65 ss.
- Hartmann B. Bilanzen, Stuttgart 1973.
- Jacottet C.M. Zur Problematik konsolidierter Bilanzen, dans *Betriebswirtschaftliche Probleme*, 1966, p. 53 ss.
- Käfer K. Konzernbilanzen, Mitteilungen aus dem handelswissenschaftlichen Seminar der Universität Zürich, Zurich 1958.
- Kaiser F. Die Grundlagen und der Erkenntniswert von konsolidierten Bilanzen, thèse, Cologne 1964.
- Kern W. Die bilanzielle Abbildung des Unternehmungsprozesses in internationalen Konzernen, Zurich 1976.
- Kosiol E. Handwörterbuch des Rechnungswesens, édité par Kosiol E., Stuttgart 1970.
- Leu J.P. La sincérité du bilan en période d'inflation: responsabilité civile du commerçant, dans *Schweizerische Aktiengesellschaft*, 1975, no. 1.
- Leu J.P. Bilan et états financiers des S.A., Genève 1976.
- Lück W. Die Umrechnung der Jahresabschlüsse ausländischer Konzerngesellschaften und die Behandlung von Umrechnungsdifferenzen für die Aufstellung internationaler Konzernabschlüsse, Düsseldorf 1974.
- Lutz B. Die Bewertungsprobleme des Konzerns, thèse, St-Gall 1952.
- Maier R. Zur Problematik der Aussagefähigkeit konsolidierter Jahresabschlüsse, thèse, Munich 1969.
- Merme G.A. Essai sur le rôle et la présentation du bilan consolidé, thèse, Genève 1963.
- Müller E. Aufstellungsmöglichkeiten konsolidierter Bilanzen, Düsseldorf 1974.
- Petit-Dutaillis G. Le risque du crédit bancaire, Paris 1967.
- Petitpierre-Sauvain A. Droit des sociétés et groupes de sociétés, *Schweizerische Beiträge zum Europarecht*, Genève 1972.
- Schaer W. Les facteurs objectifs et subjectifs du crédit bancaire, thèse, Neuchâtel 1971.

- Schlenk F. Bilanzvorschriften im Konzern; Eine rechtsvergleichende Studie, thèse, Zurich 1962.
- Schweizerische Treuhand- und Revisionskammer Kammertagung 1975, Zurich 1976.
- Snozzi E.G. L'interprétation du bilan, Paris 1953.
- Steinle K. et Kohl H.W. Die Währungsumrechnung im Weltabschluss, dans Der Schweizer Treuhänder, 1976, no. 5.
- Teitler-Feinberg E. Die konsolidierte Konzernerfolgsrechnung, thèse, Zurich 1970.
- Wächtershäuser M. Kreditrisiko und Kreditentscheidung im Bankbetrieb, Wiesbaden 1971.
- Weibel P. Probleme der Bonitätsbeurteilung von Unternehmungen aus der Sicht der Banken, thèse, Zurich 1971.
- Zweifel M. Holdinggesellschaft und Konzern, thèse, Zurich 1973.

Rapports de gestion

ALUSUISSE	Rapport de gestion 1977
CIBA-GEIGY	Rapport de gestion 1977
FORBO	Rapport de gestion 1976
GLOBUS	Rapport de gestion 1977
HERO	Rapport de gestion 1977
HOLDERBANK	Rapport de gestion 1976
JELMOLI	Rapport de gestion concernant l'exercice du 1er mars 1976 au 29 février 1977
LANDIS + GYR	Rapport de gestion concernant l'exercice du 1er octobre 1976 au 30 septembre 1977
LOSINGER	Rapport de gestion 1976
MIGROS	Rapport de gestion 1977
MOEVENPICK	Rapport de gestion concernant l'exercice du 1er octobre 1976 au 30 septembre 1977
NESTLE-UNILAC	Rapport de gestion 1976
OERLIKON- BUEHRLE	Rapport de gestion 1976
SANDOZ	Rapport de gestion 1976
SCHINDLER	Rapport de gestion concernant l'exercice du 1er avril 1976 au 31 mars 1977
SOCIETE DES GARDE-TEMPS	Rapport de gestion concernant l'exercice du 1er juillet 1976 au 30 juin 1977
SIKA	Rapport de gestion 1976
SPRECHER+SCHUH	Rapport de gestion 1976
SULZER	Rapport de gestion 1977
ZUERCHER	Rapport de gestion 1976
ZIEGELEIEN	

Né le 6 décembre 1948 à Romanshorn, j'ai fréquenté les écoles primaire et secondaire, ainsi que le gymnase à Schaffhouse. Ensuite, j'ai séjourné en Angleterre pour perfectionner mes connaissances linguistiques et en 1969, j'ai commencé mes études à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève. Après obtention, en été 1972, de la licence ès sciences commerciales et industrielles, j'ai élaboré le mémoire préliminaire de thèse qui a été agréé au printemps 1973 par la Faculté. A cette époque, je débute à l'Union de Banques Suisses, afin d'assurer une relation avec la pratique pour la rédaction du thème choisi. En juin 1978, j'ai passé mon doctorat avec le présent travail.

